

LIBE PAGE 44

Le Monde

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,20 fr.; Égypte, 1,00 fr.; Tunisie, 1,50 fr.;
 Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.;
 Canada, 3,75 \$; Côte-d'Ivoire, 1,50 F CFA; Danemark,
 10 kr.; Grèce, 100 dr.; Espagne, 40 pes.; Grande-
 Bretagne, 25 p.; Irlande, 25 sh.; Israël, 50 sh.;
 Italie, 400 l.; Liban, 1,00 L.L.; Luxembourg, 13 fr.;
 Malaisie, 3 fr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,
 27 esc.; Sénégal, 1,50 F CFA; Suède, 2,00 kr.;
 Suisse, 1,10 fr. U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 20

5. RUE DES ITALIENS
 75247 PARIS - CEDEX 9
 C.C.P. 4297-21 Paris
 Télec Paris no 650572
Tél. : 246-72-72

Un équilibre rompu

**M. BAKHTIAR
A TENU SA PROMESSE
D'ABOLIR LA CENSURE
SUR LA PRESSE**

« Libérés » en 1864 par le protecteur français, le Cambodge allait connaître bien d'autres « libérations ». À partir un peu moins de deux décennies d'indépendance nationale sous le prince Norodom Sihanouk, le régime des royaumes de Gaule a prononcé à Phnom-Penh un retentissant discours sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le Cambodge allait être à nouveau « libéré » par les « communistes » du régime du « général Lon Nol, pour être ensuite « libéré » par le régime du « général Sihanouk », et puis encore des Khmers rouges et nous apprenons qu'il vient d'être encore une fois « libéré » par des Cambodgiens à la sauce vietnamienne.

C'est dit, dans ce processus de libération, il y a eu toujours à tort à partir que les populations cambodgiennes ne se sentent vraiment libérées que le jour où elles seront libérées de tous leurs libérateurs.

BERNARD CHAPIUS

La vie de Simone de Beauvoir, aura été consacrée à une étrange entreprise : « Je voulais ne faire exister pour les autres, en leur communiquant, de la manière la plus directe, le goût de ma propre vie », écrit-elle à la fin de « Tout compte fait », dernier volume des Mémoires. Elle ajoutait, à juste titre : « J'y ai pu près réussir. » Ainsi, avec la volonté de devenir un *carlylienne*, elle a fait tout un livre d'essai, intellectuellement engagé et non pas militant, sinon pour la féminisme, elle aura travaillé à tirer le plus de choses possibles de sa propre expérience, pour que cela serve à autrui. Elle le rappelle dans « Simone de Beauvoir », portrait filmé, de Malika Ribowska et Josée Dayan.

Elle est en plus drôles.

Simone de Beauvoir l'emploie dans ses essais et ses Mémoires, où l'écriture est considérée comme un intermédiaire transparent. Son souci a surtout été l'idée à donner, plus que la manière de la dire. Selon sa propre expression, elle n'est pas une virtuose, elle n'est pas Virginia Woolf. On retrouve cette transparence dans le film : Simone de Beauvoir perd, sur un rythme rapide, presque saccadé, sous-titré du contenu, de l'intérêt de ses paroles. Son absence de méfiance pour le cinéma est comme une absence de considération pour l'image. Pourquoi a-t-elle fait ce film ?

CLAIRE DEVARREUX.

(Étude la suite page 17.)

CLAIRE DEVARRIEUX.
Lire la suite page 17.

Le Monde

idées

INFORMATIQUE ET INFORMATION

Ordinateur et pouvoir

par MICHEL CAPDUPUY et JEAN RIONDET (*)

L'INFORMATIQUE va-t-elle résoudre les problèmes de l'époque, renforcer les formes actuelles du pouvoir ou transformer radicalement ses structures par l'apparition de nouveaux conflits sociaux ?

Pour les uns, la technique est dissociée du pouvoir politique, elle en est autonome ; son innovation procède d'un savoir cumulé et interprété en termes de progrès. L'évolution technique a contribué à libérer l'homme des tâches ingrates de la production, tout en permettant une diffusion des richesses matérielles, c'est la source du progrès social. L'informaticien, dans cette perspective, est le moyen privilégié pour changer les conditions de travail en débarrassant l'individu des tâches répétitives et monotones, de permettre l'amélioration de la qualité de la vie par des gains de productivité destinés à accroître le temps libre pour la formation, des loisirs et des formes de vie plus conviviales.

Dans la seconde approche, la technique apparaît comme un instrument utilisé pour renforcer le pouvoir du groupe social dominant, ce dernier permettant son innovation et sa diffusion. La technique ne peut produire l'émancipation de la classe dominée que si celle-ci conquiert le pouvoir politique, s'offre ainsi les conditions nécessaires pour maîtriser son développement et ses applications. L'informaticien, dans cette optique, est destiné aujourd'hui à centraliser davantage le pouvoir, à économiiser la main-d'œuvre, à déqualifier le travail en simplifiant

et en banalisant les interventions ; le travail sera l'asservissement à une consommation individuelle accentuant un appauvrissement de la vie sociale. Or s'interrogera sur la pertinence de ces propositions apparemment antinomiques mais qui se rejoignent dans la mesure où elles fonctionnent sur le même a-priori : c'est le travail humain qui est le fondement de la vie sociale, c'est lui qui produit la valeur matérialisée dans la production de biens ou de services. Or l'évolution même des conditions dans lesquelles se déroule la production vient contredire ce présupposé.

Initialement, au stade de l'industrie manufacturière, l'entrepreneur organisait la production en associant des savoir-faire spécialisés et complémentaires pendant une durée de travail maximale. Ainsi, c'est le travail humain qui produisait essentiellement la valeur introduite dans les marchandises. Par la suite, la machine, limitant dans ses mécanismes les mouvements de l'homme, supplantait partiellement celui-ci dans l'acte productif. Puis la mécanisation progressive des processus de fabrication ainsi que leur automatisation vont contribuer à intégrer dans le système de machines l'ensemble des habiletés et des savoir-faire, système de machines qui, loin d'être un simple outil prolongeant l'acte productif de l'homme, devient la force productive lui-même.

de banques d'informations, on pourra programmer soi-même ses propres spectacles, se former ou s'informer dans les domaines les plus variés ; il suffira de pouvoir payer l'abonnement aux différents réseaux ou les casquettes nécessaires et... d'en connaître l'existence. Cependant, l'information diffusée par les nouveaux modes de communication donnera lieu à des discriminations sociales, tous les individus n'ayant pas le même pouvoir d'y accéder.

Ainsi l'information du savoir, de savoirs spécialisés disponibles par les réseaux à venir — diagnostic médical, formation, information administrative, etc. — va déposséder les institutions traditionnelles — école, hôpital, service social... — du monopole de leur compétence. En contrepartie, l'information des fichiers de sécurité sociale, de l'éducation, des impôts, de la justice, de la police... rendrait possible l'identification de toutes les caractéristiques de chaque individu. Ces informations permettraient aux administrations d'optimiser la diffusion de leur savoir d'assumer leur rôle d'assistance en optimisant l'attribution d'allocation en tous genres (chômage, formation, maternité), de crédits, d'autorisations administratives, voire d'aide psychologique. Cette assistance généralisée s'accompagnerait d'une menace, d'un changement en permanence sur les personnes non informées de leurs « nouveaux droits » qui se seraient soustraits, qui auraient négligé ou qui n'auraient pu avoir accès aux informations diffusées par ces nouveaux modes de communication.

L'informaticien, en provoquant cette explosion de l'information, va permettre d'entretenir l'illusion d'une autonomie individuelle et faire ap-

paraître des modes de vie sociale rendant illisibles les formes de pouvoir. En effet, l'entreprise, l'école, les services sociaux... qui constituaient les anciennes formes de socialisation assignant qu'un rôle de dissuasion. Par exemple, refuser la formation dont l'école n'aurait plus le monopole — puisqu'on pourra se former chez soi devant son téléviseur —, c'est refuser une « qualification », c'est-à-dire risquer la non-obtention d'un diplôme délivré toujours par l'école.

Cette qualification n'aura cependant aucun lien réel avec l'acquisition d'un savoir spécifique mis en œuvre dans le travail productif, puisqu'il n'y aura plus de travail humain dans la production, malgré les discours idéologiques qui tantôt affirmeront que les gens au chômage sont des gens mal formés, tantôt qu'il est nécessaire de démocratiser la formation indispensable à la participation des salariés dans la production. Elle servira d'alibi au pouvoir apparaissant comme une forme d'assignation, fixant et régulant les personnes dans l'acte de formation. En outre, le refus de la formation pour entraîner dans certains cas la perte d'allocation. Privant l'homme de l'acte productif et faisant surgir de nouveaux lieux de contrôle tout en détournant la finalité des anciennes formes de socialisation, le pouvoir ne se sert-il pas de l'informaticien, certes pour renforcer ses propres structures, mais également pour trouver une nouvelle source de légitimité en déplaçant le champ des conflits sociaux ?

(1) Jean Baudrillard : *L'échange symbolique et la mort*, Gallimard, 1977.
(2) Cf. dans le Monde du 23 septembre 1978, Alain Faujas : « TRANSPAC, le téléphone de l'ordinateur ».

Télécommunication et monopole

par PIERRE AUDIGIER (*)

La publication du rapport Nora-Minc a ouvert un débat capital pour l'avenir de nos sociétés industrielles, celui de l'avènement de la télématique, résultat du mariage des télécommunications et de l'informatique. Mais, ce faisant, un autre débat n'a pas été ouvert, celui de savoir quel pouvait être le contexte institutionnel le plus propre à l'éclosion des technologies nouvelles comme celles de la télématique.

Les deux problèmes sont liés ; ils n'en doivent pas moins être distingués. Le contrôle de la société sur la télématique, par exemple, implique une vision globale de l'évolution de la société et des avantages et inconvénients que pourrait comporter le développement de tel ou tel de ses aspects ; il conduit à une certaine planification, un certain degré de centralisation. Par contre, le contexte propre à l'éclosion de technologies nouvelles implique une bonne dose de décentralisation : les technologies nouvelles ayant une chance de succès sont celles qui répondent à une demande ou anticipent sur une demande à venir ; or les informations permettant d'apprécier cette demande émanent de la périphérie du système ; une nouvelle technologie c'est d'abord une occasion à saisir et ces occasions se présentent à la périphérie de ce système complexe qui comprend l'Etat, des entreprises et des usagers. Ici comme ailleurs, les problèmes délicats sont les problèmes de frontières.

Comment, à cet égard, se présentent les télécommunications ? Essayons tout d'abord de revenir à un diagnostic. La priorité, dans notre pays, est encore celle du développement du téléphone classique, ce que les Américains appellent le P.O.T.S. (Plain Old Telephone Service). S'agissant du téléphone, la notion de monopole s'impose ; elle va de soi ; le mono-

pole peut être dit naturel en ce sens que le coût décroissant des réseaux est tel que, s'il y avait plusieurs compagnies de distribution de téléphone au même endroit, le jeu naturel de la concurrence ferait qu'à terme il n'en resterait plus qu'une seule. Ici, le monopole est souhaitable.

Mais ce diagnostic, valable pour le passé, ne l'est déjà plus tout à fait aujourd'hui et le sera de moins en moins demain. La télématique conduit en effet à une diversification considérable de la demande en service de télécommunications, diversification qui intéresse tant les ménages que les entreprises. En même temps s'accroît le nombre de ceux qui, individuellement ou en entreprise, maîtrisent ces techniques. En face de cette mutation dont il perçoit vaguement l'enjeu, le sentiment du public n'est pas dépourvu d'ambiguïté : méfiance vis-à-vis d'un développement qui se ferait en fonction des seules lois du marché mais également méfiance vis-à-vis d'une administration toute puissante, réticence à promouvoir en son sein des réorganisations pourtant nécessaires pour que puisse être valorisée le potentiel que représentent ces technologies nouvelles.

Ce diagnostic rapide serait incomplet si l'on oublie que les technologies nouvelles sont aussi le résultat d'un mariage entre une technique nouvelle et une organisation d'un type nouveau. Or, il est bien difficile de prévoir au départ quels types d'organisation sont les mieux adaptés à telle ou telle technique nouvelle. Il faut donc expérimenter, c'est-à-dire se réserver le droit de revenir en arrière au cas où telle expérience n'aurait pas apporté les fruits escomptés, chose qu'un système centralisé « ne sait pas faire », « n'aime pas faire », ou ne « veut pas faire » par souci de ne pas exacerber des confrontations entre technologies génératrices de conflits sociaux.

Le droit de revenir en arrière

La technique évolue ; les problèmes à résoudre également. La « bonne organisation » est fonction des caractéristiques de la technique. Il n'y a pas de raison que la « bonne organisation » doive rester la même. Le principal problème qui se pose au niveau des pouvoirs publics est celui de la distinction entre pouvoirs de contrôle et pouvoirs de gestion ; qui contrôle, comment se fait le contrôle, sur quel porte-t-il, etc ? Question tout à fait fondamentale car le futur de la télématique dépend de la réponse qui lui est apportée, tout autant — si ce n'est plus — que des grands objectifs que les pouvoirs publics pourraient, dans leur sagesse, assigner au système.

Et c'est là que deux thèses s'affrontent. Pour les tenants de la première thèse, il faut distinguer entre les responsabilités d'investissement et les responsabilités de gestion ; au gouvernement ou bien à une commission dont les membres seraient responsables en face de ce même gouvernement — la responsabilité des décisions concernant le choix des investissements. A l'administration la responsabilité des décisions concernant la mise en œuvre des grandes orientations définies au plus haut niveau, c'est-à-dire les modalités de la gestion. Pour ceux-là, c'est en contrôlant le choix des investissements que les pouvoirs publics sont à même d'orienter l'utilisation de la technologie dans des directions qui correspondent effectivement à l'intérêt général.

Mais qu'onque a vu fonctionner une grande organisation sait très bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. La séparation entre la fonction « choix des investissements » et la fonction « gestion de ces mêmes investissements » est passablement arbitraire ; la solution proposée n'en est pas une : en effet, pour décider d'une politique d'investissement, il faut disposer d'informations sur les coûts des technologies existantes, sur les améliorations susceptibles d'être apportées à ces technologies, sur les tendances de la demande, etc. Dans le schéma préconisé, les responsables de la politique d'investissement risquent fort, pour ce qui est des informations qui leur sont indispensables pour porter un jugement qui leur soit propre, d'être complètement

dépendants des responsables de la gestion. D'où le dilemme : ou bien le pouvoir de contrôle se satisfait d'une telle situation et alors c'est la « collusion » ; ou bien le pouvoir de contrôle ne s'en satisfait pas, et c'est l'impasse : un sentiment de frustration ne manquera pas de se développer chez un contrôleur qui ne saura pas où trouver une information lui permettant de s'assurer que le contrôle fait bon usage des moyens qui lui sont confiés. Contrôler, c'est en effet toujours plus ou moins contrôler par rapport à quelque chose. Si le contrôleur tient toutes les ficelles, le contrôlé perd rapidement sa raison d'être.

D'où la deuxième thèse : le rôle des pouvoirs publics est d'abord d'éviter que les responsables du monopole naturel (c'est-à-dire la partie du domaine des télécommunications où la technique — coûts décroissants — justifie le monopole) ne s'arrogent un pouvoir qui aille par trop au-delà de ce qu'impliquent la technique. Un des rôles essentiels des pouvoirs publics est donc de définir — et de redéfinir en fonction de l'évolution des caractéristiques de la demande et de celles des technologies nouvelles — les frontières du monopole naturel. Le contrôle du monopole naturel implique alors de la part des pouvoirs publics la définition de règles concernant par exemple la tarification (en autorisant une certaine discrimination entre différentes catégories d'utilisateurs d'un même service, afin de permettre au monopole naturel d'équilibrer son budget), les conditions de raccordement, la gestion du spectre des fréquences, le taux de profit en fonction des investissements.

Ce sont donc deux conceptions sensiblement différentes de la notion de contrôle qui s'opposent ici. La notion de « monopole naturel » est difficile à analyser ; mais l'analyse de ces difficultés n'est pas vaine en ce sens qu'elle devrait conduire à l'identification de « vrais » problèmes, c'est-à-dire de problèmes sur lesquels on pourrait penser que c'est effectivement aux pouvoirs publics de se prononcer. Le moment est venu pour que s'ouvre un tel débat ; car ce qu'il s'agit de préparer aujourd'hui, c'est l'organisation valable pour les années 80.

(*) De l'Institut de recherches économiques et sociales sur les télécommunications (IREST).

CORRESPONDANCE

Gare à la fausse science

M. Roger Manceau, de Mirebeau (Vendée), nous écrit : On parle et on reparle actuellement de la modification de la pensée scientifique par l'informaticien.

Idees en soi est généreuse, mais quand on sait le nombre de fautes qui vont actuellement à l'école (l'information) dans les pays riches et même moins riches, le nombre des journaux et revues scientifiques qui peuvent consulter les adultes, il ne semble pas a priori que l'informaticien soit négligé dans notre société, bien au contraire.

En revanche, interrogeons-nous sur la valeur intrinsèque de l'information. On arrive trop souvent à la misère intellectuelle des gens instruits. Par exemple en physique, dans le domaine de la recherche fondamentale, on rencontre en série des erreurs, des lacunes, des fausses expériences, des fausses interprétations, des faux calculs, etc.

A l'époque où les hommes marchent sur la Lune, les savants n'ont pas encore trouvé une définition de la chaleur, cela ils le savent ; mais ils ne possèdent pas non plus une définition de la vitesse, et cela, ils ne le savent pas puisqu'ils définissent la vitesse comme une distance alors que c'est une intensité.

Joules a « défini » l'équivalent

mécanique de la calorie en brassant de l'eau dans sa « baratte » (calorimètre). Depuis qu'on transforme-t-on intégralement en chaleur du travail en brassant de l'eau dans une gamelle ? Après cela, il prétend pouvoir vider un récipient de son contenu sans chute thermique, c'est-à-dire en laissant les calories à l'intérieur, alors que, c'est bien connu, la chaleur n'existe pas dans le vide. C'est exactement comme si je prétendais pouvoir verser la soupe chaude dans les assiettes en laissant la chaleur dans la soupière ! La chaleur se propage par conduction mais aussi par convection, alors pourquoi la science pure a-t-elle oublié de définir les corps convecteurs comme elle l'a fait pour les corps conducteurs ? Au contraire, elle ne nous a jamais informés de leur existence.

Ces erreurs, ces lacunes dans le domaine des lois de la physique, sont désoleuses. Einstein, avec sa relativité, a fait reculer d'un pas les sciences humaines de plus de cinquante ans ; en Russie, Lyssenko a fait la même chose en ce qui concerne la biologie. Lui, au moins, a été démasqué et ses théories mises à la poubelle.

Avant d'informier, il faut s'assurer de la valeur de l'information. Dans le cas contraire, cela ne servira qu'à propager l'erreur, la fausse science et le faux savoir, et ce n'est sûrement pas là le moyen de sortir la recherche fondamentale de l'ornière. Ce n'est pas une petite affaire, dès lors que ceux qui sortent des grandes écoles sont « faussés » d'après un modèle unique dépourvu de sa puissance analytique, le cerveau plein de formules et de calculs tout faits incapables de définir et encore moins d'expliquer la réalité physique.

Dans la recherche actuelle, la mode est de pratiquer la pétition de principe, c'est-à-dire d'admettre de considérer comme vrai et par avance ce qu'il s'agit précisément de démontrer. On aboutit à des contradictions irréductibles. Cela n'a aucune importance, on camoufle et le tour est joué.

Dans certains domaines, on ignore les choses les plus élémentaires ; c'est ainsi que tous les ornithologues de la terre ignorent toujours pourquoi la femelle du corbeau pond dans les nids de petits oiseaux. Je ne peux même pas vous donner ici une liste exhaustive des erreurs et des lacunes de la science fondamentale, il y en a trop et puis... je ne les connais pas toutes.

L'homme écarté de la production

Cette accumulation successive du savoir dans les machines écarte graduellement l'homme de la production dans laquelle il n'est plus qu'un simple appendice. L'informaticien apparaît comme le stade ultime d'accumulation et de concentration du savoir pouvant mémoriser, stocker une masse considérable d'informations en un lieu déterminé et toucher un champ d'activité très étendu. En effet, tous les processus de transformation d'informations, concernant soit la fabrication d'un produit, soit une activité bureaucratique, dès lors qu'ils présentent un caractère répétitif ou linéaire susceptible d'une formalisation (ce qui est le cas de tout processus bureaucratique fonctionnant sur des procédures normalisées et de chaque procédé de fabrication déjà codifié par une mécanisation ou une automatisations), vont pouvoir être modélisés, puis programmés, c'est-à-dire codifiés dans un langage conventionnel.

De cette façon, l'utilisation de l'informaticien dans l'entreprise, en réduisant les mécanismes de production de biens ou de services à des codes, permet de contrôler, de surveiller et de réguler en un même lieu des fabrications pouvant se réaliser dans des lieux différents, voire intégrer à l'automatisation de la production des fonctions annexes, à savoir toutes les activités de mise en œuvre et de contrôle d'une commande et la gestion des coûts des éléments incorporés (matière première, main-d'œuvre, matériel...). Dès lors, l'informaticien, développant à l'infini cette concentration du travail humain (même si ce phénomène n'en est qu'à ses débuts touchant intégralement les secteurs d'activité, accentuant la régression de l'ouvrier à côté de la production et marginalisant également les emplois de bureau.

L'histoire du développement technique dont l'informaticien constitue l'étape ultime a contribué à rendre

le travail humain inutile en l'éloignant de la production et, en contrepartie, à diminuer sans cesse la durée de travail. Ainsi le travail n'est plus productif dans la mesure où il ne crée plus de capital, tâche assumée par les machines, et change donc radicalement de nature : il apparaît comme pure et simple présence/occupation, consommation de temps, prestation de temps. Faire « acte » de travail comme on fait acte de présence, comme on fait acte d'obéissance (1). Pour reprendre la même démarche que Jean Baudrillard, le travail devient service, service rendu caractérisé par l'assentiment de corps, de temps, de matière grise. Ainsi, il y a indifférenciation entre le travail et le non-travail (temps libre dénommé abusivement loisir) : le temps de travail n'est plus qu'une forme d'assentiment des individus, de la même façon qu'ils sont assignés aux divers modes de la communication et de vie sociale (exemples : l'instruction, la formation, l'école).

Si on saisi le capital comme système de domination, comme système de travail généralisé tentant de s'approprier et de contrôler le temps des individus, le travail devient service, service de formation en vue d'un « recyclage » ou l'acte d'information devant un écran de télévision deviennent équivalents. Il ne s'agit plus d'exploiter la force de travail, mais de fixer les individus à l'école, à l'usine, au bureau, dans leur habitation, sur les lieux de vacances, devant la télévision et bientôt devant le réseau TRANSPAC (2).

L'informaticien va provoquer techniquement l'apparition de nouveaux réseaux de communication pénétrant tous les pores de la vie sociale. Elle renforcera la consommation individuelle. En utilisant un écran de télévision branché sur un réseau

(*) Sociologues.



LES PREMIERS DISCIPLES DE FREUD

Par Vincent Brome.

VINCENT Brome tente de mettre à jour les conflits personnels des pionniers de la psychanalyse. Il analyse la formation puis la dissolution du premier cercle de Freud dont faisaient partie notamment Jung, Adler, Stekel, Rank et Ferenczi, tous disciples qui rompirent avec lui tôt ou tard. Utilisant des sources inédites, l'auteur retrace leurs itinéraires respectifs, avant, pendant et après leur rencontre avec Freud.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

150

LA CHUTE DU RÉGIME DES KHMERS ROUGES

Radio-Hanoï a annoncé, dimanche 7 janvier, la prise, dans le milieu de la journée, de Phnom-Penh par le FUNKS, ainsi que de dix grandes villes provinciales, et notamment du port de Kompong-Som. Le radio n'a pas précisé le sort des anciens dirigeants khmers rouges. Phnom-Penh et toutes les provinces du Cambodge sont totalement libérées, a précisé lundi le FUNKS. Dans un message, M. Heng Samrin, président du FUNKS, a indiqué que le nouveau gouvernement cambodgien orienterait sa politique vers « la paix, la liberté, le non-alignement et le socialisme ». Le Front a annoncé la restauration des droits démocratiques, des libertés religieuses et le retour dans leurs foyers des populations déplacées depuis 1975, ainsi que la formation d'un comité national populaire d'autogestion, véritable exécutif provisoire.

Le communiqué a annoncé la prise de Phnom-Penh indiquant : « Après avoir anéanti ou désintégré la force principale, les divisions de l'armée de Pol Pot-Jeng Sary, et avoir écrasé

la ceinture de défense extérieure de l'ennemi, les forces armées révolutionnaires du Kampuchéa, en coordination avec la population, sont entrées dans Phnom-Penh. Elles se sont emparées des positions importantes de l'ennemi l'une après l'autre, ainsi que des centres nerveux de l'administration réactionnaire de Pol Pot et de Jeng Sary. A 12 h. 30, le 7 janvier, la capitale a été entièrement libérée. Le régime dictatorial et militariste de la clique Pol Pot-Jeng Sary s'est complètement effondré. Le drapeau rouge aux cinq tours, jaunes du FUNKS flotte sur de nombreux bâtiments publics de la capitale kampuchéenne.

Radio-Phnom-Penh a cessé ses émissions dimanche. Selon certains observateurs militaires étrangers à Bangkok, neuf divisions vietnamiennes sur les quatorze engagées dans l'offensive ont participé à l'assaut final contre la capitale cambodgienne. En dépit des combats, un groupe de touristes étrangers était parti

dimanche de Bangkok pour visiter les temples d'Angkor-Vat. D'autre part, environ deux cents Chinois — dont plusieurs membres de l'ambassade à Phnom-Penh — sont arrivés lundi 8 janvier à la frontière thaïlandaise vers laquelle se dirigeait également un convoi de véhicules transportant plusieurs centaines d'étrangers.

Samedi, le ministre des affaires étrangères d'Hanoï a démenti que le Vietnam ait lancé une vaste offensive contre le Cambodge et qualifié d'« odieuse calomnie » ces allégations. La naissance du FUNKS, a indiqué le ministre, « constitue le développement inévitable du vaste mouvement de soulèvement irrésistible du peuple du Kampuchéa ». Le gouvernement du Vietnam, poursuit le communiqué, considère que les objectifs du FUNKS sont « en parfait accord avec ceux du mouvement des non-alignés et des Nations unies et contribuent activement à préserver la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique ».

● A PEKIN, le gouvernement chinois a appelé, dimanche, le monde à « prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à l'agression barbare » du Vietnam au Cambodge. Dans un appel aux Nations unies, le vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping, a déclaré, dimanche, « l'agression vietnamienne sert les besoins de l'hégémonie soviétique de grande puissance et constitue une mesure importante prise dans le cadre du déploiement stratégique planétaire de l'Union soviétique ».

Hanoï a affirmé, dimanche, que la Chine avait envoyé « une importante force militaire » et de grandes quantités de matériel de guerre près de la frontière vietnamienne.

● A PARIS, deux anciens premiers ministres cambodgiens en exil en France, MM. Nhiek Tioulong et Son Sann, et une vingtaine d'autres personnalités khmères, ont lancé dimanche un appel au prince Sihanouk « pour qu'il sauve la nation à ce tournant de l'histoire ».

Le comité central du FUNKS est composé de personnalités inconnues

Le Front uni de salut national du Kampuchéa (FUNKS) qui s'est installé à Phnom-Penh dimanche 7 janvier a été fondé il y a à peine un mois par quatorze Cambodgiens inconnus réunis le 3 décembre à la frontière vietnamienne. Quelques semaines lui auront suffi pour accéder au pouvoir — grâce aux troupes vietnamiennes — ce qui lui a permis de peu de temps pour consolider son emprise sur le pays.

Le comité central du FUNKS est présidé par M. Heng Samrin, dont une biographie très succincte nous dit qu'il est né en 1934 dans la province de Prey-Veng, frontalière du Vietnam, d'une « famille nombreuse de paysans pauvres ». Il a commencé ses activités révolutionnaires en 1959, date à laquelle il a rejoint le FUNKS. Aucune instruction communale au Cambodge. La biographie ignore toute la période de résistance. M. Heng Samrin était-il à cette époque à Hanoï avec les « Khmers vietnamiens » ?

Après l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges, il exerce des fonctions de chef militaire et de commissaire politique dans la zone Est, devenant chef d'état-major adjoint et membre du comité du P.C. de ce secteur. A ce titre, il a dirigé en mai 1978 l'insurrection contre le régime Pol Pot dans la « zone 203 ». Le chef de la zone et vice-président du Kampuchéa démocratique, M. So Phim, était lui aussi compromis dans le complot, réprimé dans le sang, et dont les chefs se réfugièrent au Vietnam. Ils s'organiseront pour passer à la contre-offensive.

Le vice-président du FUNKS est M. Chea Sim, fils d'un paysan de la province de Svay Rieng. Né en 1933, il a grandi dans la résistance en 1952 et a mené diverses activités clandestines alors et pendant la guerre. Aucune information n'est donnée sur la période allant de la fin de la première résistance, en 1954, à 1978. Cadre du P.C. en 1971, il est « élu » député à l'Assemblée de Phnom-Penh en 1976. En mai 1978, il participe au complot contre M. Pol Pot, qualifié par le régime d'alors de « pro-vietnamien », et se réfugie au Vietnam.

Suman (paysan), du bonze Long Sim, de M. Hem Samin (ingénieur mécanicien, représentant l'association d'intellectuels pour le salut national), de Mme Chey Khanh Nha (docteur), de M. Chan Ven (professeur de physique) et Prach Sun (journaliste). On ne sait rien de plus sur eux. Il est possible d'autre part que certains réfugiés khmers à l'étranger, peut-être même en France, apportèrent leur caution au nouveau régime ou devinrent membres du gouvernement.

Restaurer l'amitié avec le Vietnam

Quelques heures avant que les radios de Hanoï et du FUNKS annoncent la prise de la capitale, les opposants pro-vietnamiens avaient rendu public un « programme en huit points », qui prévoit notamment : la création de « comités populaires d'autogestion » composés de victimes de l'ancien régime et de révolutionnaires ; l'abolition de l'administration passée ; l'abolition de toutes les formes de corruption et de la police secrète ; le respect des croyances populaires ; le retour chez elles des personnes chassées des villes par les Khmers rouges ; de la situation générale du pays le permettra ; l'abolition de toute discrimination de la population ; le bon accueil des « réfugiés » de l'ancien régime après enquête de commissions populaires et « cinq jours » de rééducation ; « ceux qui refusent de se repentir de leurs fautes ou qui persistent opiniâtement dans leurs conceptions réactionnaires » ou qui s'opposent à la « révolution » devront, eux, subir un cours complet de rééducation. Enfin, « la structure et les activités des entreprises et des fermes, des exploitations forestières » seront maintenues et l'enseignement primaire de trois ans rétabli. Ce dernier point semble indiquer que le système collectif de « coop-

rotées » mis en place par Pol Pot pourrait survivre à l'effondrement du régime.

Le FUNKS a, par ailleurs, mis en garde les « officiels étrangers » qui ont aidé le régime de Pol Pot contre de possibles représailles. « Les officiels étrangers et les conseillers militaires (...) qui rejoindront le camp révolutionnaire seront les bienvenus. Ceux qui s'opposent à la révolution seront durement punis », et transportés dans des camps « réservés aux ennemis ». Il s'agit des milliers de conseillers chinois et nord-coréens qui assistaient le gouvernement renversé.

Un communiqué du FUNKS diffusé dimanche a aussi accusé le régime précédent de « crimes innombrables » et a lancé un appel à ses partisans pour « renverser l'administration Pol Pot et tuer ses dirigeants », promettant « à ceux qui auront accompli des actions méritoires d'être traités avec clémence ».

Le 26 décembre, le FUNKS avait publié une déclaration de politique étrangère en quatre points. Se considérant déjà comme « le seul véritable représentant du peuple cambodgien », le FUNKS s'engageait à « restaurer la solidarité et l'amitié entre les peuples cambodgien et vietnamien » et de « cesser immédiatement toutes provocations, conflits armés, guerres frontalières et actes d'incitation à la haine contre les pays voisins », en particulier le Vietnam. Le FUNKS désirait aussi « renouer la solidarité et la coopération avec les pays socialistes » et s'opposer à « l'impérialisme, le colonialisme ancien et nouveau, le racisme, l'apartheid, l'agression et l'hégémonie » (de Pékin et de Washington). Une orientation diplomatique on ne peut plus proche de celle de Hanoï.

P. de B.

La résurrection de « Monseigneur »

Après avoir passé trois ans et demi en résidence surveillée à Phnom-Penh, dans l'isolement le plus complet, le prince Sihanouk, qui avait pris, en 1970, la tête de la résistance au régime du maréchal Lon Nol, se dresse à nouveau pour défendre l'indépendance menacée de son pays.

C'était le 19 mars 1970 : « Monseigneur » débarquait de son avion venu de Moscou et deux jours plus tard, lançait un appel à la résistance contre ceux qui venaient de le renverser avec l'aide de Washington et du régime de Saigon. La Chine lui accordait immédiatement son appui et il s'installait à Pékin : l'Union soviétique l'avait alors froidement abandonné.

Quelques heures à peine avant que Phnom-Penh, évacuée, ne tombe aux mains des éléments avancés de l'armée de Hanoï, M. Pol Pot et ses amis auront laissé le prince partir.

Malgré les pressions de plus en plus insistantes des Chinois, et alors que seul le prince conservait encore de prestige international pour aller plaider à l'étranger la cause d'un régime au abois, et assez de considération dans le pays pour faire pièce au régime des Khmers rouges, le prince Sihanouk, buté dans sa obstination, aurait préféré attendre qu'il soit trop tard. Ultime exception, M. Pol Pot, Hanoï, n'aura pas empêché son départ en

langue khmère, mais seulement en anglais.

Leur décision de relâcher le prince, qu'ils avaient « recraché comme le noyau d'une cerise », aura été bien anéantie pour les Khmers rouges. N'avaient-ils pas juré de tout faire pour qu'il ne joue plus au Cambodge que le rôle d'un « patriote » oublié dans les tiroirs de l'histoire ? Jamais, disent-ils, il ne reviendra au pouvoir. Et pourtant les voilà obligés non seulement de le libérer, mais de le laisser partir avec sa femme Monique et ses deux enfants, le prince Norodom Ranariddh et le prince Norodom Ranariddh North, mais sans M. Jeng Sary, chef de la diplomatie du régime et son ennemi intime.

Dernier représentant du « féodalisme »

Ainsi, le dernier représentant du « féodalisme » se voit-il confier le soin de défendre le régime exécutif des Khmers rouges. Norodom Sihanouk était monté sur le trône cambodgien en 1941, succédant à son grand-père le roi Sisowath Monivong. Ce jeune homme de dix-huit ans semblait alors préférer les plaisirs à la politique. Il changea vite de style de vie pour devenir un partisan déterminé de l'indépendance, qu'il proclama sous l'occupation japonaise le 12 mars 1945, et qui

devint effective en novembre 1953. Lors de la conférence de Genève de 1954, il se battit à nouveau pour préserver cette indépendance, qu'il estimait menacée par le Vietnam. Puis il se lança dans la politique intérieure, abdiquant en 1955 en faveur de son père pour fonder un rassemblement populaire qui se voulait à la fois socialiste, bouddhiste et monarchiste, de Sangkum. A la mort de son père en 1960, il se fit élire chef de l'Etat. Il se consacra à la politique, mais sans jamais reprendre son titre, cette fois à Pékin, comme chef nominal d'un mouvement révolutionnaire dont la direction lui échappa très vite. Revenu à Pékin, le prince Sihanouk ne tomba pas entre les mains de Hanoï — qui prétend de toute manière se servir d'un « roi » que ce nationaliste khmer qui déclarait il y a dix ans que « les pires des communistes sont les communistes vietnamiens ». On peut lui faire confiance pour qu'il tente l'habileté qu'on lui connaît, et sur tous les moyens, de jouer encore une fois un rôle. Il a cinquante-six ans, près de quarante ans de vie politique, derrière lui, et est doté d'une patience qui lui aura permis de survivre à trois ans d'isolement total. Mais on sera certainement la partie la plus difficile de sa carrière. — P. de B.

La meilleure carte de Pékin

Il a fallu la défaite des hommes auxquels il s'était en principe rallié pour que le prince Sihanouk apparaisse enfin en public après une absence de trois ans. Accompagné de sa femme, la princesse Monique, ce revenant est sorti, le sourire aux lèvres, de l'avion chinois qui le déposait à Pékin après un départ précipité de Phnom-Penh. Celui qui déclarait en avril 1976 « renoncer complètement et pour toujours »

à la politique va plaider à l'ONU le dossier de son pays. Ce souverain volontiers théâtral pouvait-il souhaiter une meilleure scène pour sa rentrée ?

En dehors de ce qu'elle a d'intéressant sur le plan humain, la rentrée du prince Sihanouk se présente à l'évidence comme une grande manœuvre diplomatique. Il y avait des semaines que l'attitude de la Chine, qui, tout en s'ouvrant largement sur l'extérieur, et en consacrant les excès du passé sur le plan intérieur, continuait à soutenir un régime désastreux. Au moment où certains dirigeants de Pékin dénonçaient les méthodes d'intimidation et d'embargo de la révolution culturelle, affirmant leur volonté de s'en tenir désormais à un pragmatisme plein de bon sens, le gouvernement chinois proclamait sa solidarité révolutionnaire avec des hommes qui incarneraient les pires aberrations d'une idéologie délirante.

Un symbole

M. Deng Xiaoping, l'homme d'une nouvelle Chine, plus humaine, accueillant dès son arrivée à Pékin le prince Sihanouk, le plus illustre porteur de la volonté de bonheur du Cambodge, quel symbole ! Le Washington Post indiquait récemment qu'une campagne sera lancée aux Etats-Unis par l'administration Carter pour préparer l'opinion publique à recevoir le vice-premier ministre chinois, le 29 janvier, avec toute la chaleur qui convient pour un tel événement, après le rétablissement des relations diplomatiques. Sans doute, M. Deng Xiaoping n'aura-t-il plus à répondre alors aux questions que certains Américains se posaient à lui poser sur ses encombants amis du « Kampuchéa démocratique ».

A l'évidence, seule la nécessité de s'opposer au Vietnam, « agent de l'U.R.S.S. » dans la région, expliquait le soutien de Pékin aux idéologies fous de Phnom-Penh. D'autres pays ont adopté et adopté encore dans des cas sans doute moins dramatiques une attitude analogue au nom du « réalisme politique ». La Chine, obsédée par l'hégémonie soviétique, ne pourrait considérer autrement que comme une défaite la chute des Khmers rouges et leur remplacement par des Cambodgiens arrivés avec les blindés vietnamiens. « Si l'ambition agressive du Vietnam devait être satisfaite, non seulement les peuples indochinois seraient réduits à l'esclavage, mais l'Union soviétique serait alors en mesure de

coordonner ses menées hégémoniques dans le Pacifique et l'Océan Indien, mettant de ce fait en péril la paix du monde dans son ensemble ».

En affirmant dimanche sa déclaration de gouvernement chinois, mais sans faire allusion à une aide militaire au Cambodge. Malgré les concentrations de troupes à la frontière vietnamienne — destinées sans doute à dissuader Hanoï d'aller trop vite et trop loin — Pékin, en s'abstenant de réagir plus tôt par les armes, n'a pas tout fait pour sauver le régime de M. Pol Pot. Il reste à la Chine, et sans doute y songerait-elle depuis longtemps, à jouer la carte Sihanouk.

« Nous sommes convaincus que la prise de position éternelle du prince Sihanouk contre l'agression vietnamienne attirera une attention et un respect justifiés de tous les pays et de tous les secteurs de l'opinion dans le monde », écrit le *Quotidien du peuple*. Que deviennent aux yeux de Pékin MM. Pol Pot, Khieu Samphan et Jeng Sary après la débacle ? Un certain feu subsiste encore. Dans sa déclaration de dimanche, le gouvernement chinois saluait « le combat opiniâtre du peuple kampuchéen uni et le rôle du prince Sihanouk dans la lutte pour la libération du Kampuchéa démocratique », mais le prince Sihanouk était déjà le prince Sihanouk de « représentant supérieur du Kampuchéa » et de « chef de la délégation gouvernementale kampuchéenne se rendant aux Nations unies ».

Sur le strict plan du droit international, le Vietnam sera en position d'accusé devant l'ONU. Comme il l'a fait naguère à propos de Saïgon, il nie l'évidence en affirmant que la chute de Phnom-Penh est due seulement à un soulèvement populaire. Mais, cette fois, qui peut s'indigner au nom de la morale ? Paradoxalement, le Vietnam, si souvent en position d'accusé depuis que l'axe des réfugiés a révélé la vraie nature du régime, fait figure non pas de libérateur mais de moindre mal.

Son ambassadeur à Paris a déjà annoncé la couleur en présentant la prise de Phnom-Penh comme une « victoire de l'humanité sur le barbare ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LA RECHERCHE

1979 : l'année Einstein

La relativité aujourd'hui
par Jean-Marc Levy-Leblond

Le cas Einstein
par Pierre Thibaut

La lutte biologique
par Pierre Jourchaux

Le cerveau des primates
par Karl H. Pribram

La Terre vue de l'espace
par Frederick Gordon et Robert D. Price

N° 96 - 15 F

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F)
Etranger 1 an : 150 FF - Prix de vente au numéro

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (au lieu de 165 F)

Nom : Je règle par : (à l'ordre de la Recherche)

Profession : ☐ chèque bancaire

Adresse : ☐ chèque postal (3 volets)

Code postal : ☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris
Abonnement Belgique : Soumillion S.P.A. avenue Massenet 28 - 1180 Bruxelles

« LE FUNKS A SAUVÉ LE PAYS DU DANGER D'EXTERMINATION » déclare l'ambassadeur du Vietnam à Paris

M. Vo Van Sung, ambassadeur du Vietnam à Paris, a nié toute ingérence de son pays dans les événements du Cambodge. « Il s'agit d'une guerre révolutionnaire interne », a-t-il affirmé dimanche à Antenne 2, et personne à l'extérieur ne peut s'y ingérer. Les forces armées et le peuple vietnamiens, d'une part, défendent leurs frontières, et nous avons, d'autre part, de la sympathie pour la lutte du FUNKS et pour la République du Kampuchéa, mais nous n'intervenons sur aucun point du territoire du Kampuchéa.

Se basant sur les récentes déclarations du FUNKS, M. Vo Van Sung a estimé que l'objectif prioritaire des nouveaux dirigeants du Cambodge est de rétablir la vie normale dans le pays et de « donner au peuple une vie dans la dignité ». « Nous soutenons la lutte avec des millions de Kampuchéens pour sauver le pays du danger d'extermination ».

LE MONDE

meilleur guide sur la disposition des bureaux et des locaux professionnels

Vous voulez acheter ou louer un appartement ?

L'APPARTEMENT

que vous recherchez

Les déclarations du prince Sihanouk

marqué. Il a lu d'anciens numéros du *Monde* datant de 1975 et « des collections de l'illustration de l'époque de Daoudar ».

« J'ai compris Mao Tse-tong, dit-il, en particulier le « Petit Livre rouge ». C'était certainement bon pour la Chine, mais pas nécessairement pour mon pays. Mais Marx, Engels, Lénine, non vraiment, je ne puis admettre un communisme comme celui du Nord-Vietnam. Je ne puis pas non plus entendre que s'il avait élevé la voix pour protester, sa vie personnelle et celle des membres de sa famille auraient été menacées.

« Vers la fin de ce très long entretien à bâtons rompus, l'ancien souverain a avancé qu'il n'aurait pas l'intention de rentrer dans son pays. La lutte qu'il va mener sera longue, « quatre ans, dix ans, vingt ans peut-être », et il en sent qu'il le vivra avec une dose de pessimisme et qu'il se voit mal y participer sur le terrain. Il a donc l'intention, si l'on comprend bien, une fois sa mission accomplie aux États-Unes et à l'étranger, de demander asile politique à la Chine. Si sa présence doit gêner le gouvernement chinois en raison des relations étroites ce dernier entretient avec le Nord-Vietnam, il ne pourra verser un autre pays et songer à la France.

ALAIN JACOB.

LAOS

ALAIN JACOB.

d'aise accrue pour 1979 (le montant avait été maintenu au même niveau que l'année passée: 52 millions de dollars), mais encore Tokyo avait écarté l'hypothèse d'un terme. En ce qui concerne l'aide au Japon n'avait accordé que 180 000 tonnes, alors que Hanôï en demandait 300 000 tonnes. Le Japon, qui entretenait des relations diplomatiques avec le Cameroun (son ambassadeur à Pékin étant à son tour ambassadeur à Hanoï), soumettait un maintien du *status quo* en Indochine, craignant que la région du Vietnam du Nord ne devienne une région d'instabilité en Asie du Sud-Est. Sans le dire explicitement, le Japon a désormais une approche de la région du Vietnam du Nord, regardée auparavant avec quelque appréhension et suspicion par les pays de l'ASEAN et la Chine. Le Japon a donc fait savoir au Vietnam, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Hanoï, que le Japon ne considère jamais caduque et doit être reconsidéré complètement, nous dit-il, un ancien diplomate, ancien ministre des Affaires étrangères.

PHILIPPE BOINS

le premier ministre chargé de la défense.

Après la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges et la fermeture du pays, M. Ieng Sary dirige l'unique liaison avec l'étranger et le monde extérieur, assistant à des conférences internationales et aux sessions des Nations unies, visitant des pays amis.

Il s'agit de la dernière mission en France en 1975 après la chute du Phnom-Penh. Il ne fit guère d'efforts pour lever le voile tombé sur le pays et ses démentis officiels furent souvent démentis en sa faveur.

Les déshérences ne furent pas convaincantes. Il avait toutefois reconnu son rôle privé, lorsque nous l'avons rencontré à Paris, en expliquant aux partisans de l'ancien régime.

Mais nous n'en avons pas tué tous les Khmers vietnamiens après 1954 — toujours en guise d'excuse.

— P. R.

à « des exigences et des aspirations spécifiques de la nation vietnamienne », s'il est vrai qu'une « lutte de libération se prolonge au-delà de la victoire ».

En tout état de cause, cette affaire « fait sentir ses effets négatifs sur les relations directes entre la grande puissance socialiste, sur le développement des mouvements de libération, sur le développement des autres pays socialistes et leurs relations réciproques, avec le risque de faire dégénérer des frictions et des divergences en véritable conflit ».

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

MOSCOU :

Dans la pre

[illegible]

LE FIGARO: l'Ordre des Impôts
sant.

ANCE-SOIR : entre Moscou
et Pékin.

La chute de la zone marquée
sur toute la fin de la distribu-
tion communiste la plus radicale
à la plus rétrograde que l'on
puisse concevoir.

Il n'est pas évident que
les Vietnamiens se lancent tout
à l'heure de l'échec de Cam-
bodge, à grincer à l'ère de l'Indo-
chine principal sonner, leur allié et
diplomate, peut-être en par-
tance de déformation pour le Cam-
bodge entre Moscou et Pékin se
trouve.

...MANTE : la fin d'un
système indéfendable.
...sionnel communiste qui
...un récit des événements, ne
...troupes vietnamiennes au
...et représenter les déman-
...de Hanoi à ce sujet, comment
...le gouvernement des Etats-
...avec un pleur sur les Etats-
...qui vient
...à donner à l'étranger son
...une République regrette
...les regrets américains
...pas de motifs politiques ar-
...relativement à une équipe
...olant, qu'une caricature
...des Vietnamiens sans qu'on
...aide ceux qui
...poulaient

هكذا من الاصل

DES KHMERS ROUGES

MOSCOU : triomphe modeste

De notre correspondant

Moscou. — Si 1978 s'est achevé, avec l'établissement des relations diplomatiques entre Washington et Pékin, par un revers pour la politique asiatique de l'U.R.S.S., 1979 s'ouvre sur un succès. Il s'agit de savoir comment les Soviétiques pourront exploiter, à leur profit, la situation créée par la chute de Pol Pot. Les forces armées rouges n'avaient jamais été très bonnes, même au temps de la guerre contre les Américains. Les dirigeants soviétiques avaient semé, fin 1977, l'effort de rapprochement avec le gouvernement Pol Pot. Ils donnaient même alors la presse occidentale qui accusait sans fondement le P.C. cambodgien d'adopter des méthodes tyranniques. Le conflit ouvert entre le Cambodge et le Vietnam a marqué le tournant. Moscou a pris fait et cause pour Pol Pot.

Dans le même temps, si l'on met à part l'affaire des ventes d'armes occidentales à Pékin, la politique avec la Chine s'est de plus en plus concentrée sur la politique en Asie du Sud-Est, devenu le foyer principal de la rivalité sino-soviétique. Souhaitant sans doute intégrer au camp soviétique en adhérant au mouvement d'indépendance et de libération, le P.C. cambodgien a été reçu par Moscou. L'U.R.S.S. s'est largement faite l'écho des thèses vietnamiennes. Qui vont faire maintenant les Soviétiques pour tirer parti du succès stratégique qu'ils viennent de remporter par l'intermédiaire de leurs amis vietnamiens et des forces pro-vietnamiennes du Cambodge ? Leurs alliés ont montré qu'ils étaient en mesure de « forcer la cadence » pour enlever la décision ayant la réunion du Conseil de sécurité, qui devait statuer sur la plainte du Kampuchéa démocratique contre le Vietnam, ce qui aurait mis les Soviétiques et leurs alliés dans l'embarras. Il est probable maintenant que Moscou aura le triomphe modeste. Son attitude dépendra, dans une large mesure, de la réaction de la Chine et des pays du Sud-Est asiatique.

DANIEL VERNET.

Washington : le département d'Etat souhaite « le retrait des forces armées étrangères »

De notre correspondant

Washington. — « La violation de l'intégrité territoriale du Cambodge est une menace à la paix et à la stabilité régionales et constitue le danger d'un conflit plus large », a déclaré, dimanche 7 janvier, après l'annonce de la prise de Phnom-Penh, un porte-parole du département d'Etat. Les Etats-Unis sont favorables à un système stable d'Etats indépendants en Asie du Sud-Est. Ce système implique un Cambodge indépendant, malgré l'horreur qu'inspire la violation des droits de l'homme par le régime Pol Pot. Le commentateur officiel a poursuivi en demandant « aux deux parties de faire preuve de modération », en souhaitant le « retrait des forces armées étrangères du Cambodge » et l'« intégrité de toutes les frontières de la région ».

Dans le privé, les officiels ne sont pas pour « condamner encore plus sévèrement le Vietnam, considéré comme le responsable indiscutable des derniers événements », selon les spécialistes du renseignement, l'armée d'invasion était forte de cent mille hommes, soit treize divisions vietnamiennes au côté d'un contingent de vingt mille rebelles cambodgiens au maximum. Le 3 janvier, M. Holding Carter, principal porte-parole du département d'Etat, avait déjà déclaré, après avoir une nouvelle fois condamné les violations des droits de l'homme par le régime Pol Pot : « Par principe, nous ne considérons pas qu'une intervention unilatérale contre ce régime par une tierce puissance soit justifiée. » Tout en se proclamant officiellement neutre, Washington avait appuyé la demande cambodgienne d'une réunion du Conseil de sécurité et ap-

prouvé le projet de voyage de M. Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U. à Phnom-Penh. On croit savoir enfin que les Etats-Unis avaient pris contact ces derniers jours avec l'U.R.S.S. pour lui demander d'inclure ses amis vietnamiens à la modération.

C'est précisément sous cet angle que la chute de Phnom-Penh est désagréablement ressentie ici. L'impression s'impose que les Vietnamiens, et plus encore les Soviétiques, ont délibérément voulu « donner une leçon » à la Chine d'abord, mais aussi aux Etats-Unis au lendemain

de la normalisation de leurs relations, montrer que ces deux puissances sont, malgré leur alliance de fait, des « frères de papier » impuissants à arrêter le « cours de l'histoire ». Le défi est du même ordre que celui qu'avait constitué l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 ou l'aide soviétique à l'Inde dans le conflit indo-pakistanaï de 1971. Devant cette victoire de la force brute, on s'attend à ce que les réactions que l'expansionnisme vietnamien risque de susciter chez les pays amis des Etats-Unis dans la région, de la Thaïlande à l'Indonésie,

lui-même d'autant plus embarrassé pour prendre la défense des Khmers rouges que M. Carter avait dénoncé personnellement la « politique de génocide » pratiquée par ceux-ci et condamné le régime de Phnom-Penh, dans une déclaration en date du 21 avril 1978, comme « la plus violente des atteintes à l'homme dans le monde aujourd'hui ». Aussi bien la presse avait-elle mis en garde les officiels contre tout début d'engagement. « Il est vraiment grotesque », écrivait le 5 janvier le Wall Street Journal, que le premier emploi que nous laissons de notre nouvelle carte chinoise est de nous sentir obligés de soutenir un gouvernement qui est probablement le plus répugnant de la Terre. » Le New York Times développait le lendemain le même argument, tout en admettant que le comportement du Vietnam « pose de nouvelles questions dérangeantes sur les intentions de Hanoi ».

Au total, on ne voit guère ce que le gouvernement américain pourrait faire pour répondre à ce fait accompli, sinon retarder encore une normalisation Washington-Hanoi qui était prévue depuis longtemps. Officiellement, on assurait vouloir « étudier » le traité sino-vietnamien de novembre et surveiller l'évolution du problème des réfugiés avant de reprendre les pourparlers sino-vietnamiens engagés en 1977, mais la vraie raison du gel était la priorité donnée aux relations avec Pékin. Tout ce qui s'est passé depuis lors au Cambodge ne pourra que renforcer ces conclusions.

MICHEL TATU.

Les risques d'escalade

Les risques d'escalade sont aussi considérables que « potentiellement sérieux ». Un autre porte-parole du département d'Etat, M. Cannon, y a fait allusion dimanche en affirmant que le conflit pourrait « impliquer de futures poursuites et conduire à une confrontation. Cela doit être évité à tout prix ». Certes, on ne s'attend pas, dans l'immédiat du moins, que la Chine fasse faire mouvement aux troupes qu'elle aurait massées à sa frontière sud. Ces concentrations de troupes, dûment enregistrées par les services de renseignement américains, ont été présentées ici comme « une mesure de précaution ».

En revanche, certains experts se demandent si les Soviétiques et leurs alliés vietnamiens, enivrés par la victoire un peu trop facile remportée au Cambodge, ne vont pas être tentés par une aventure contre « l'ennemi principal » et se livrer à des incursions en territoire chinois. M. Brzezinski, conseiller de M. Carter, avait été critiqué, il y a un an, pour avoir vu dans le conflit khmers-vietnamiens une « guerre par procuration » (« proxy war »), mais aujourd'hui il voudrait bien ne pas avoir raison jusqu'au bout.

Ces considérations géopolitiques se reflètent moins dans l'opinion populaire, trop révoltée par les récits de la répression exercée par le gouvernement Pol Pot pour verser le moindre pleur sur sa chute. La tentative de relations publiques entre prise par celui-ci n'avait pas eu l'effet escompté, les reportages des deux journalistes américains revenus du Cambodge le mois dernier n'ayant guère redressé l'image accablante du régime.

Le gouvernement américain était

Dans la presse française

L'AUREOLE : un avertissement de Moscou.

« Au Cambodge », Pékin était tout à fait irrémédiablement entraîné aussitôt, entre l'U.R.S.S. et la Chine, la guerre. Entre les deux, son rôle est d'être le médiateur de Phnom-Penh. Pékin a choisi. Norodom Sihanouk, sorti pour la circonstance de l'armoire à naphthalène, peut bien aller aux Nations unies plaider une cause perdue, celle du Cambodge conquis par le Vietnam, il en faut davantage pour ébranler M. Brejnev.

Car celui-ci n'entend pas laisser impunie la « trahison » d'une Chine qui a décidé de jouer — aussi longtemps que cela lui sera profitable — la carte de l'Occident. L'invasion du Cambodge ne constitue qu'un premier avertissement.

JACQUES RICHARD.

LE FIGARO : l'Occident impulsant.

« Le rôle éminent dévolu au prince Sihanouk par Pékin, les concentrations de troupes chinoises à la frontière nord du Vietnam, l'appel de la Chine à l'opinion mondiale en faveur du Cambodge, sont les signes de ce que les dirigeants chinois sont disposés à accepter et à refuser. Au lendemain du sommet de la Grande-Loupe, tout cela se déroula sous les yeux des Occidentaux intéressés mais impuissants et, notons-le, en partie responsables, surtout les Américains, de la situation présente. »

SEBASTIEN MAFPERT.

FRANCE-SOIR : entre Moscou et Pékin.

« La chute de la ville marque sans doute la fin de la révolution communiste la plus radicale et la plus implacable que l'on ait jamais connue. Il n'est pas évident que les Vietnamiens se laisseront convaincre de lâcher le Cambodge, ce grand et risqué jeu de l'homme. C'est pourquoi la partie diplomatique pour le Cambodge va désormais surtout se jouer entre Moscou et Pékin. »

GERARD LE QUANG.

L'HUMANITE : la fin d'un régime indéfendable.

Le quotidien communiste qui, dans son récit des événements, ne fait aucune mention de la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge et reprend les démentis de Hanoi à ce sujet, commente par ailleurs :

« Le gouvernement des Etats-Unis verse un pleur sur le pouvoir qui vient de s'écrouler au Cambodge. Washington regretterait-il donc un régime socialiste ? Les regrets américains ne sont-ils pas motivés plutôt par la chute d'une équipe qui, tout en se réclamant du communisme, n'en offrait qu'une caricature dictatoriale et hénoc ? Les Vietnamiens, sans aucun doute, ont aidé ceux qui, au Cambodge, voulaient en finir.

avec une terreur d'une telle sauvagerie qu'elle appartenait au génocide. »

« Si d'importants mouvements de troupes ont été signalés ces dernières heures à la frontière sino-vietnamienne, les Chinois se sont abstenus jusqu'ici d'intervenir militairement au Cambodge et au Vietnam. »

« Souhaitons que Pékin ait compris que le régime qui vient d'être abattu à Phnom-Penh était indéfendable. »

YVES MOREAU.

LIBERATION : une invasion reste une invasion.

« On ne se mobilise pas pour sauver une dictature ; sans doute beaucoup de gens applaudiront la chute de Pol Pot, devenu un être Ubu, extrême-oriental et sanguinolent. Mais une invasion reste une invasion. Un mensonge est un mensonge. Et on ne libère pas les peuples à la pointe des baïonnettes venues d'ailleurs. Les Vietnamiens auraient pourtant dû le savoir mieux que quiconque, eux qui des années durant, ont défilé les « fanloches » installés à Saigon par les armes occidentales. »

PATRICK RUELL.

LE MATIN : étrange « libération ».

« Pour la première fois dans l'histoire, une capitale communiste est conquise de haute lutte par d'autres communistes. Etrange « libération », en vérité, que celle de cette ville qui a été prise par une fois de plus de milliers d'habitants. Après le lamentable Lon Nol et le sinistre Pol Pot, quel génie politique a-t-il pu prendre aux dirigeants de ce pays ? Le régime Pol Pot a imposé à Saigon les protestations vietnamiennes à l'égard de l'oppression. A croire qu'il n'y a pas de Cambodge, une antique modification, comme le veut la légende. »

RADIO-FRANCE : la dernière chance.

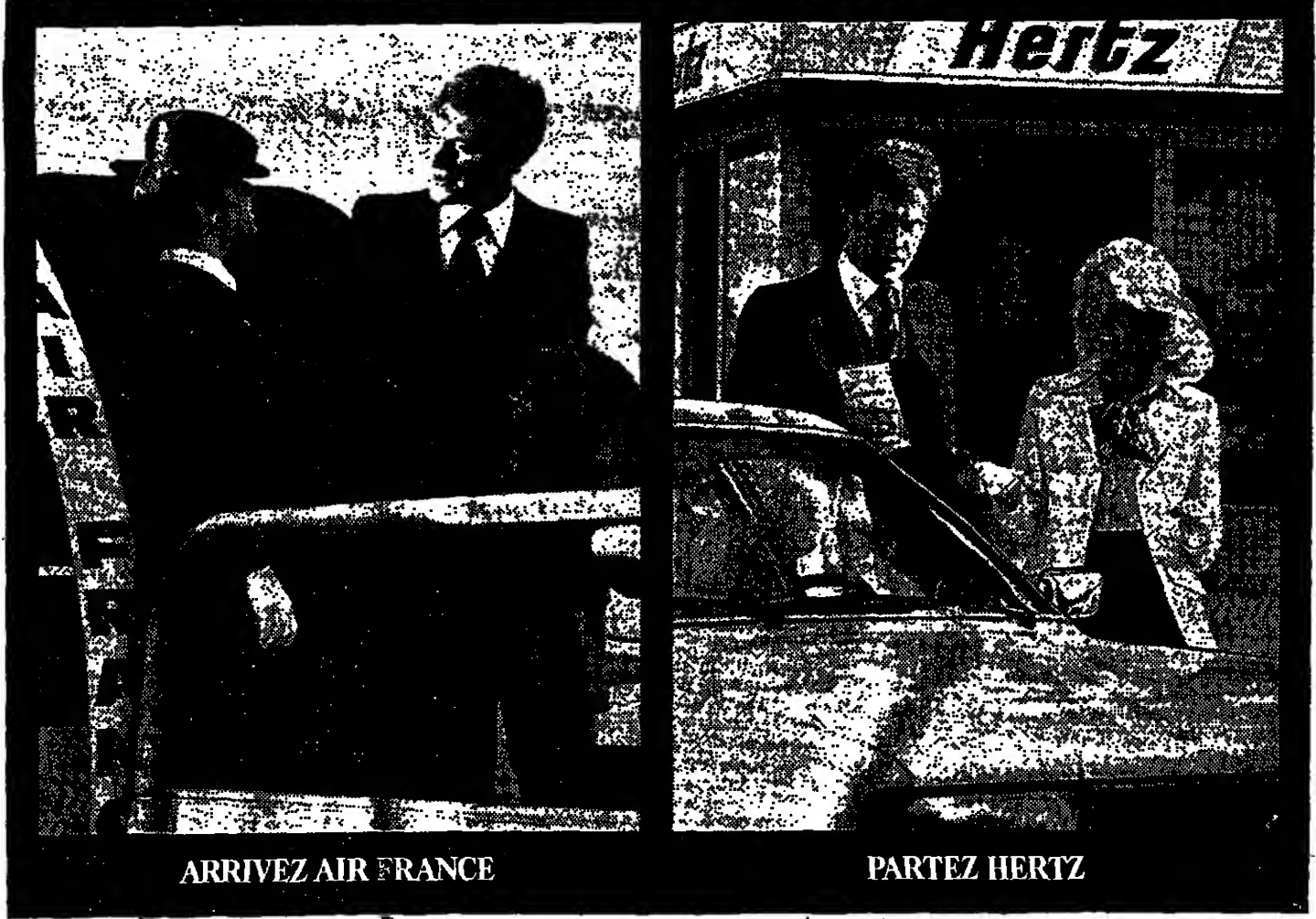
La dernière chance de survie du Cambodge repose sur l'homme que les Khmers rouges avaient jeté dans l'ombre après s'en être servi pour s'emparer du pouvoir : le prince Norodom Sihanouk. Si jamais les Nations unies devaient avoir une justification, ce serait bien en appelant l'ensemble des nations à sauver le Cambodge. En l'extrayant d'abord de la redoutable confrontation Moscou-Pékin. En permettant ensuite à ce pacifique petit pays de retrouver son indépendance et de reprendre goût à la vie. »

(EDOUARD SABLIER.)

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez de même LA MAISON que vous recherchez.

Hertz No1. Partez



ARRIVEZ AIR FRANCE

PARTEZ HERTZ

Avec nous, vous allez plus vite.

Avec Hertz No1, à peine descendu d'avion, vous voilà déjà au volant d'une Ford, ou de toute autre bonne voiture, entièrement nettoyée et vérifiée. De l'atterrissage, vous avez ainsi gagné beaucoup de temps et évité pas mal de complications : c'est notre souci n°1, car nous savons que c'est le vôtre. Et une fois que vous avez apprécié le service Hertz No1, vous voudrez rejoindre le Hertz No1 Club : c'est gratuit, et quel gain de temps ! Lorsque vous êtes membre du Hertz No1 Club, il vous suffit de téléphoner, avant votre départ, à votre agent de voyages ou à Hertz. Où que vous alliez en Europe, une voiture Hertz,

figurate, vous attend. Il ne manque que votre signature au contrat de location que nous avons déjà rempli. Pas de temps perdu : montrez simplement votre permis de conduire, signez et prenez le volant.

Si vous le désirez, vous réglez avec l'une des principales cartes de crédit ou bien encore avec la carte de crédit Hertz (nous ne vous comptons pas d'intérêts).

Quel que soit votre choix, vous ne perdez pas de temps. C'est votre souci n°1. Et c'est aussi le nôtre.



Hertz No1 Club.
Téléphonez. Signez. Partez.

PARIS (01) 788.51.51 - LYON (78) 27.28.86 - NICE (93) 83.07.01

Hertz loue aussi des véhicules utilitaires.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(sauf le 1er janvier)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

D'une guerre à l'autre

27 FÉVRIER Phnom-Penh : le général Pol Pot révoque l'attitude du P.C.S. khmer et l'accuse d'être l'impérialisme et les réactionnaires étrangers d'avoir tenté de pousser dans ce pays notre impérialisme.

31 SEPTEMBRE : violente combat frontaliers.

23 OCTOBRE : message de soutien au régime Pol Pot du prince Sihanouk; timide début d'ouverture diplomatiques du Cambodge.

DECEMBRE : le prince Sihanouk du Lac-de-Canard. Visite à Phnom-Penh d'un important dignitaire chinois et du prince Souphanouvong.

31 DECEMBRE : le chef de l'Etat khmer, M. Kien Samphan, s'adresse publiquement l'agression vietnamienne et le rôle du P.C.S. khmer dans les relations diplomatiques avec Hanoi; le Vietnam rejette ces accusations et parle d'une auto-défense.

1978

3 JANVIER : Phnom-Penh pose comme préalable à l'agression le retrait des troupes vietnamiennes de son territoire; Hanoi ne reconnaît jamais être intervenu dans le Cambodge et ne prétend que d'a. contre-attaques et s'en répond à des agressions khmères.

5 JANVIER : Phnom-Penh affirme avoir supporté une a. vietnol; tout est à recommencer.

5 FÉVRIER : Hanoi propose un plan de paix en trois points prévoyant la cessation des hostilités et le retrait des troupes à l'extérieur du territoire de l'aut. territoire, l'ouverture immédiate de négociations et des garanties internationales.

8 FÉVRIER : Phnom-Penh rejette

	1970	1978
...

d'être à l'origine de la tension
Moscou condamne la politique de
Phnom-Penh et soutient Hanoi.

23 FEVRIER : mise en garde de
Hanoi à Pékín : le Vietnam
démontre à ceux qui utilisent le
Cambodge pour attaquer le Viet-
nam.

3 MARS : Hanoi appelle les sol-
dats khmers à se révolter contre le
régime de Phnom-Penh.

MAI : tentative de soulèvement
contre le régime de Phnom-Penh
dans l'est de la Cambodge, mouvement
purgeur, fuite vers le Vietnam
des auteurs du soulèvement, qui
formeront plus tard le noyau du
FUNKS.

JUIN : nouvelle offensive vietnam-
ite.

29 JUILLET : lors de la conférence
des pays non alignés, à Belgrade
M. Ieng Sary demande l'adhésion
du Vietnam au mouvement.

2 AOUT : M. Ieng Sary annonce la
création d'un mouvement de résis-
tance au Cambodge.

SEPTEMBRE : début de la visite de
M. Pham Van Dong dans les pays
de l'ASIAN ; M. Ieng Sary, M.
et M. Kheopha, les deux premiers
se rendent ainsi dans ces pays
dont chaque camp tente de rassu-
rer le soutien diplomatique.

28 SEPTEMBRE : réapparition de
la presse khmère et publication de
sa photographie.

13 OCTOBRE : M. Ieng Sary invite
à Phnom-Penh le secrétaire général

le nouveau

agité, un esprit d'amitié, de paix et de coopération.

3 DECEMBRE : création du Front uni de salut national du Kampuchéa (FUNSK) regroupant les opposants au régime favorables à la collaboration avec le Vietnam. Sa radio commence à émettre peu après; Hanoi lui accorde son soutien.

25 DECEMBRE : Phnom-Penh annonce le début de l'offensive vietnamienne.

1979

1^{er} JANVIER : l'armée vietnamienne lance son offensive généralisée.

2 JANVIER : appel à l'aide de M. Kien Samphan, qui demande l'intervention des Nations unies.

3 JANVIER : M. Teng Sary demande la réunion d'un «nouveau Conseil de sécurité» de l'ONU.


5 JANVIER : M. Pol Pot lance un appel à la guerre populaire; M. Deng Xiaoping demande à l'ONU d'accorder son soutien moral à Phnom-Penh. L'ambassade vietnamienne à Paris dément la présence de soldats de Hanoi au Cambodge.

6 JANVIER : arrive à Peking du prince Sihanouk à la tête d'une délégation venue plaider la cause du Cambodge aux Nations unies.

7 JANVIER : chute de Phnom-Penh.

SOLDES

**POUR LES
GRANDES TAILLES**



AUTEUIL

41, rue La Fayette PARIS 9°
99, rue de Passy PARIS 16°
Arcades Lido 76-78 Champs-Élysées PARIS 8°
jusqu'à épuisement des stocks

ouvert le lundi

[illegible]

A

Belgique

LES TÉLÉMENTS DE LA R
DIO - TELEVISION BELG
ont été raréfiés, dimanche
lanier, par un épisode de
l'orgueil, et au excès de
l'installation de télévisions
dans au sous-sol. Les progras
ont dû être interrompus
le ministre qui a pu être m
riés en début de soirée
sans fait de nuit. Ce soir.

Cuba

M. KURT WALDHEIM est arrivé à La Havane où, pendant deux jours, il s'entretient avec M. Fidel Castro sur les problèmes économiques, les relations, et notamment des relations entre pays latins et pays en voie de développement. M. Waldheim, qui est le premier secrétaire général des Nations unies à se rendre à La Havane depuis la crise des missiles de 1962, a déjà fait des escalas au Mexique et à l'Amérique. — (Reuter.)

Hongrie

LES PRIX DE L'ENERGIE

هكذا من الاصل

AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Le ministre marocain des affaires étrangères remet un message de Hassan II au chef de l'Etat mauritanien

De notre correspondant

Rabat. — Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Mohamed Boucetta, a remis, samedi 6 janvier à Nouakchott, un message de Hassan II au chef de l'Etat mauritanien, le colonel Moustapha Ould Salek. Selon l'«*As-Sahara*», journal du parti de l'opposition, dont M. Boucetta est le secrétaire général, il ne s'agit pas d'une simple manifestation de sympathie, mais d'une véritable «*coordination permanente*» entre le Maroc et la Mauritanie «*en faveur de la paix et de l'unité du Maghreb*».

Le président Boumediène pour rechercher une «*solution de compromis*» au conflit et en fut empêché par le malade du chef de l'Etat algérien.

Aujourd'hui l'analyse du souverain est la suivante : il faut s'attendre au moins pendant les prochains mois qui vont suivre la mort du président Boumediène, à une «*radicalisation*» de ses successeurs sur le plan de la politique extérieure, donc vis-à-vis du conflit du Sahara occidental, ce qui leur permettra de faire des concessions sur le plan intérieur, où de multiples problèmes les attendent.

Depuis le début de janvier, la presse marocaine a porté attention au passage du discours à la nation du colonel Ould Salek concernant l'éventuel retrait de la Mauritanie de la «*guerre*» du Sahara occidental.

Le 3 janvier, deux décisions si- gnifiantes avaient précédé la dé- marche de M. Boucetta auprès des dirigeants mauritaniens : la nomination d'un Sahraoui, M. Khalil Benia Ould Rachid, comme se- crétaire d'Etat chargé des affaires sahraïennes (le Monde du 4 jan- vier) et, pour la première fois, de deux gouverneurs, également né- s au Sahara occidental, à la tête d'un d'une des trois provinces sahraïennes du royaume.

LOUIS GRAVIER.

Algérie

AU CONGRÈS DE L'UNION DE LA JEUNESSE

M. Yahiaoui rappelle que le F.L.N. est « le seul cadre de l'action militante »

De notre correspondant

Alger. — Un spectacle parfaite- ment réglé, une liturgie dans la plus pure tradition socialiste, combinant ferveur et enthousiasme, ardeur et discipline, vi- gueur et recueillement : la séance d'ouverture du congrès constitu- tif de l'Union nationale de la jeu- nesse algérienne (UNJA), samedi matin 6 janvier, au Palais des nations, évoquait irrésistiblement sur de nombreux points l'am- blance d'une assemblée des kom- somols soviétiques. Rien n'y man- quait : ni les piques levées, ni les slogans entrecoupés de chants patriotiques, ni les fondards de pionniers (vert et blanc, il est vrai) agités à bout de bras, ni le contraste entre cette foule de quinze cents jeunes en bleu-jean, pull et blouson emplissant les gradins et les «*officiels*», cos- tume sombre et cravate, membres du Conseil de la révolution, du gouvernement et de la commis- sion nationale de préparation du congrès du F.L.N., regroupés au pied de la tribune officielle où siégeait le chef de l'Etat par intérim, M. Rabah Bitat, et le responsable exécutif chargé de l'appareil du parti, M. Yahiaoui. L'illusion a été parfaite lorsque

les congressistes ont entonné, en arabe et avec un texte original, le célèbre chant des partisans «*A l'appel du Grand Lénine*». Etait-il dès lors possible de douter encore que la salle était garnie en majorité de sympathisants du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), héritier du parti com- muniste algérien, et qui semble être passé, ces dernières semaines, du «*soutien critique*» au régime au soutien tout court.

Après une courte allocution de M. Rabah Bitat, qui a salué en la jeunesse «*l'espoir de notre révolution et les dignes succes- seurs de la génération du 1^{er} no- vembre*», M. Yahiaoui a rappelé avec insistance aux «*poussifs*» que le F.L.N. était «*le seul cadre où doit s'exercer l'action mili- tante de tous ceux qui sont sincères à l'égard de la révolution et fidèles aux positions de notre grand héros Houari Boumediène*» et que la révolution ne pouvait avoir d'autre contenu que celui de la charte nationale. Il s'est aussi prononcé contre la création au sein de l'UNJA d'une organisation

de l'anémomètre girouette
..... au sondeur à éclats,
une gamme complète d'instruments de bord.

LOCH SPEEDOMETRE
ALERTE SONORE « JAUGE
COMPTEUR D'HEURES
COMPTE-TOURS
AMPÈREMETRE-VOLTMETRE
MANOMETRE-THERMOMETRE
MONTRE-BAROMETRE

JAEGER
Département Marine

Salon de la navigation de plaisance
du 11 au 22 janvier 1979
CNIT niveau 4, stand 544

Depuis 35 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n°1
pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 2 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

M. RABAH BITAT : la cause du Polisario mérite notre soutien.

(De notre correspondant.)

Alger. — Le chef de l'Etat algérien par intérim, M. Rabah Bitat, a déclaré, le 6 janvier, devant les congressistes de l'Union de la jeunesse : «*Nous aidons le Polisario. Nous ne nous en cachons pas. Nous considérons que sa cause est juste et mérite notre soutien. C'est une erreur grotesque de croire que cette orientation était le fait d'un seul homme. Elle est au contraire l'ensemble du peuple et par sa direction politique tout entière.*»

M. Yahiaoui a dénoncé quant à lui le régime marocain «*qui a été le principal responsable de la région et de provoquer la misère et la souffrance du peuple maro- cain, frère, mais qui a tenu constamment, soutenu par l'impérialisme, de susciter des troubles en Algé- rie*».

M. Mohamed Lamine, premier ministre de la République arabe sahraïenne «*démocratique*», assis- tait en tant qu'invité d'honneur à la séance inaugurale du congrès.

● L'offensive actuelle de l'ar- mée éthiopienne contre les na- tionalistes érythréens a fait, depuis le début, plus de quinze mille tués et blessés, parmi la population civile, a déclaré dans une in- terview à l'agence Associated Press, M. Nafi Kundi, représentant en France du F.L.E. (Front popu- laire de libération de l'Erythrée). — (A.P.)

● Aide aux Erythréens. — A la suite du bilan «*Le réveil*» du Monde du 26 décembre, on nous demande de préciser que ceux qui veulent venir en aide au demi- million d'erythréens réfugiés ou blessés peuvent envoyer leurs dons au Comité de soutien, 30, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, C.C.P. n° 91 540 9780 Paris Saint-Dominique.

afrique
asié

La plus grande diffusion des
périodiques du tiers monde

Numéro spécial
L'ALGERIE DE BOUMEDIENE

Un important dossier
illustré sur la car-
rière et les réalisa-
tions du chef de
l'Etat et les perspec-
tives politiques et
économiques de la
situation en Algérie

Afrique-Asie est aussi
dans tous les langages et
littéraires : en Afrique, au
Moyen-Orient, en Europe, en
Amérique, en Asie, en Océanie,
en Australie, en Russie.

La Société des Amis des Archives de France présente la Première Edition Epreuve
d'une collection complète de médailles rendant hommage à tous les Présidents de la République Française

**LES PRESIDENTS
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

La Première Edition Epreuve de médailles en argent massif ou en or 18 carats

Une collection historique d'importance nationale.
Vingt médailles finement sculptées en qualité Epreuve représentant chacune
un des Présidents de la République lors d'un événement marquant de sa présidence.

La Première Edition Epreuve
de cette collection est disponible
uniquement par souscription auprès
du Médailleur Franklin.

Limite : une collection Epreuve
par souscripteur.

Le Titre de Souscription doit être posté
avant le 31 janvier 1979, minuit.

Elus par la volonté populaire à la plus haute fon-
ction de l'Etat, Les Présidents de la République Fran-
çaise, sont investis d'une grande responsabilité :
le destin historique de la France.

Parmi eux : Louis Napoléon Bonaparte, Adol-
phe Thiers, Raymond Poincaré, Charles de Gaulle,
furent des chefs d'Etat inoubliables, qui tirent
l'avant-scène de l'Histoire.

En reconnaissance de la contribution de chaque
Président à la grandeur de la nation française, la
Société des Amis des Archives de France a fait
exécuter, par le Médailleur Franklin, la première
collection Epreuve complète de médailles commé-
moratives gravées dans le métal précieux, jamais
mise en honneur par ces hommes et à leurs actions.

Une collection faisant autorité

Les médailles de cette collection évoquent les faits
les plus mémorables des mandats de chacun des
Présidents de la République. Pour déterminer et
arrêter le choix des événements, la Société des
Amis des Archives de France et le Médailleur
Franklin ont consulté d'innombrables historiens fran-
çais de notre époque qui ont choisi ensemble la
photographie ou le document historique représen-
tant l'événement dans ses plus authentiques détails.

Les grands hommes d'Etat
de la France contemporaine

Cette collection rend hommage à tous Les Prési-
dents de la République Française, de Louis Napoléon
Bonaparte à Valéry Giscard d'Estaing. Parmi eux :
• Adolphe Thiers, fondateur de la III^e République.
Il est représenté à un moment symbolique de
l'histoire de notre pays : la revue de notre armée
renaisante à Austerlitz.

• Raymond Poincaré, chef d'opinion pendant la
Première Guerre mondiale, assiste au défilé de
l'Arc de Triomphe, le 11 novembre 1919.

• Charles de Gaulle, fondateur de la V^e Républi-
que, homme au destin historique, signe l'acte de
Constitution de la V^e République.

Une collection de vingt médailles
en argent massif ou en or 18 carats

Les médailles des Présidents de la République
Française seront frappées par le Médailleur Franklin
en argent massif ou en or 18 carats. Chacune d'elles
aura un diamètre de 39 mm.

La face de la médaille porte finement gravée
en relief, une scène représentant le Président lors
d'un événement qui illustre un moment décisif
de notre histoire.

Au revers sont gravés : le nom du Président, les
dates de son mandat, et une légende décrivant
l'événement, le tout entouré d'une frise avec les
mots «*Liberté, Egalité, Fraternité*».

La Première Edition de cette collection sera en
qualité Epreuve, la plus haute en numismatique

moderne. Chaque détail, délicatement exprimé en
mat, contraste avec le fond poli à la main et éti-
coulé comme un miroir.

La tranche de chaque médaille portera plusieurs
pointons qui authentifieront la qualité perma-
nente de l'Edition Epreuve, dont le poinçon d'Etat
qui garantira la pureté du métal précieux.

Limites de l'Edition Epreuve

L'Edition Epreuve de la collection Les Prési-
dents de la République Française est strictement limitée
et uniquement réalisée par souscription. Il existe
une limite absolue d'une seule collection par sous-
cripteur.

Le nombre total des collections complètes de
l'Edition Epreuve sera pour toujours limité au
nombre de souscriptions postées avant la date de
clôture définitive du 30 avril 1979, sept sept col-
lections, dont une réservée au Président de la
République Française et une à la Société des Amis
des Archives de France.

Date limite : le 31 janvier 1979, minuit

Vous êtes l'un des premiers collectionneurs à être
invités à souscrire à cette Première Edition en
qualité Epreuve.

Une demière possibilité d'acquiescer cette Edition
Epreuve peut être offerte aux collectionneurs
avant la date de clôture définitive, le 30 avril 1979.
Les souscriptions seront alors définitivement clo-
sées et il ne sera plus jamais possible de souscrire
à cette Edition.

Cependant, le présent Titre de Souscription
n'est valable que jusqu'au 31 janvier 1979, minuit,
et doit nous être retourné avant cette date limite
pour être accepté.

Un plan pratique de paiement

Les médailles parviendront aux collectionneurs
au rythme d'une par mois commençant, en mars
1979, avec Louis Napoléon Bonaparte, premier
Président.

Le prix de chaque médaille est de 190 F TTC
pour l'Edition en Argent massif, et de 1980 F TTC
pour l'Edition en or 18 carats. Les prix hors taxes
restent constants pendant toute la durée de la
collection, quelles que soient les variations de prix
de l'or et de l'argent. Seule, une variation éventuelle
du taux de la TVA sera répercutée.

Les collectionneurs bénéficieront d'un plan pra-
tique de paiement mensuel correspondant au
paiement d'une médaille par mois, c'est-à-dire
190 F TTC pour chaque médaille en argent massif
ou 1980 F TTC pour chaque médaille en or 18 carats.

Une collection dont vous serez fier

Vous pourrez disposer vos médailles au sein d'un
élégant album de présentation que nous vous
adresserons sans majoration de prix. Il comprendra
des fascicules commentaires spécialement rédigés
à cette occasion par Jacques Levron.

Un Certificat d'Authenticité, attestant les stric-
tes limites de cette Première Edition en qualité
Epreuve, sera fourni à chaque collectionneur. Il
portera les signatures du Duc de Castries, Vice-
Président de la Société des Amis des Archives de
France, et celle du Président du Médailleur Franklin.

Cette collection rend hommage à l'esprit patrio-
tique qui a animé à tous moments les citoyens
français. D'une valeur historique certaine, possé-
dant la beauté de l'or ou de l'argent, elle fera la
fierté de son propriétaire.

DATE LIMITE DE SOUSCRIPTION
Date limite : le 31 janvier 1979, minuit.

Je vous prie d'accepter ma souscription pour la Première
Edition Epreuve de la collection Les Présidents de la Répu-
blique Française, comprenant 20 médailles qualité Epreuve
en argent massif ou en or 18 carats.

Je recevrai mes médailles au rythme d'une tous les mois,
à partir de mars 1979.

Je souhaite recevoir ma collection Les Présidents de la Répu-
blique Française (cochez la case de votre choix) :
☐ argent massif ou en or 18 carats.
☐ argent massif ou en or 18 carats.
C'est la somme de 190 F TTC la médaille.
Les prix hors taxes de chaque médaille sont garantis
constants pendant toute la durée de la collection.

Je ne veux pas d'argent massif, j'ai bien noté
que je vais recevoir mensuellement chaque médaille en
qualité Epreuve.

En outre, je recevrai, sans supplément de prix, un album
de collectionneurs et un Certificat d'Authenticité et une de-
claration d'authenticité contre pay Jacques Levron.

Offrez-moi aussi la France métropolitaine, Corse et
Pays d'Outre-Mer. Tenez les demandes de médailles
à l'acceptation du Médailleur Franklin.

LE MÉDAILLEUR FRANKLIN, 4 avenue de l'Économie - 93300 Sarcelles
Limite : une collection Epreuve par souscripteur.

M. _____
Mme _____
Mlle _____
Prénoms _____
Adresse _____
Code postal _____
Borne de distribution _____
Signature _____
☐ Veuillez envoyer l'ensemble de cocher cette case si vous
faites déjà partie des collectionneurs de Médailles Françaises.

LE MONDE 979

Le Monde
dossier et documents

Numéro de janvier

L'ALGERIE

L'AUTOMOBILE

Le numéro : 2 F
Abonnement : 20 F
(10 numéros)

LE PREMIER ANNIVERSAIRE DU PROGRAMME DE BLOIS

M. Raymond Barre va relancer une campagne d'explication

Y. roblot

le plaisir de vous annoncer
la deuxième édition du livre de

Jean POPEREN
Député du Rhône
Membre du Parlement National du Parti Socialiste

MMES TOUS ARCHAÏQUES

33 F.

est actuellement sous presse
édition : 13 décembre 1979)

CATALOGUE SUR COMMANDE

Écrire :
Y. ROBLOT, 32, rue des Ecoles, 75005 Paris, et
1, rue de Fleurus, 75006 Paris.
Groupement International Hachette.

... pour la création d'un
fonctionnaire et d'une
fonctionnement
des communes les plus
A la suite de l'envi
du projet de loi sur la
directe locale, ont été rati
à ce texte, les meaur
mettre aux collectivités pour p
disposer de ressources locales
normales en 1993 (9, 10 et 11
septembre et 13, 14, 15 et 16
23 décembre)

هكذا من الاصل

Le bilan de la session du Parlement

Nous publions ci-dessous le bilan de l'activité du Parlement pendant la session ordinaire d'automne qui, ouverte le lundi 2 octobre, s'est achevée le mercredi 20 décembre, et de la session extraordinaire convoquée pour l'examen du projet de loi sur l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi qui a duré du jeudi 21 décembre 1978 au vendredi 5 janvier 1979.

Au cours de cette période, quarante-quatre textes ont été définitivement adoptés. Les orientations de la politique agricole et l'élargissement de la Communauté économique européenne ont fait l'objet de deux débats à l'Assemblée nationale. Le 10 octobre, des 26 octobre et 16 et 17-18 décembre 1978, qui a, en outre, entendu une déclaration du gouvernement sur le Liban. Le 20 octobre 1978. Les députés ont également discuté d'une motion de censure (Le Monde du 8 octobre 1978) déposée par le groupe socialiste. Ayant recueilli 199 voix, elle n'a pas été adoptée, la majorité restant de 248.

Au Sénat, cinquante-deux cinquante-quatre questions orales avec débat ont été discutées, dont dix relatives à la politique euro-

péenne de la France et à l'élargissement de la C.E.E., ont fait l'objet, le 25 octobre, d'un débat au cours duquel le premier ministre est intervenu. Sur quatre-vingt-seize questions sans débat, vingt-neuf ont été examinées par les députés. De leur côté, les députés ont posé cent cinquante-huit questions au gouvernement et cinquante et une questions orales sans débat.

Au Palais-Bourbon, les députés ont décidé la création d'une commission de contrôle sur la gestion de la Sécurité sociale, et au palais de Luxembourg les sénateurs ont créé une commission d'enquête sur les programmes des sociétés de télévision.

La session de printemps avait fait naître une vague d'optimisme. L'arrivée massive de nouveaux députés et sénateurs — députés élus en mars 1978, qui apparaissent moins soucieux des usages et plus enclins à rompre avec certaines routines que leurs aînés, pouvait laisser croire à un réveil du Parlement. Les pesanteurs du débat budgétaire auront en partie ruiné cette attente. Quelques ministres ont cependant dû faire face à la grogne des élus. Le 10 janvier, M. Louis de Guiringaud sur le Liban ont

conduit des députés R.P.R. à réclamer une déclaration de M. Barre désavouant son ministre, et M. Jacques Miegret a refusé de rapporter le budget des Affaires étrangères. M. Christian Bogliac, ministre de l'éducation, a été amené à présenter une augmentation des crédits consacrés aux constructions scolaires, et M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, n'a dû l'adoption du budget de son département qu'à l'attitude conciliante prise par les députés R.P.R. présents en séance alors que le groupe avait initialement prévu de s'abstenir. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, n'a pu empêcher le vote d'un amendement communautaire qui faisait obligation au gouvernement d'indiquer de ses partenaires européens la répartition des montants compensatoires monétaires agricoles.

Quant au débat proprement politique, il aura été dominé par la question européenne. A deux reprises les députés R.P.R. ont été tentés de réorienter dans l'émancipation les positions prises par le mouvement gauchiste en la matière. C'est ainsi qu'à l'initiative de M. Jean Foyer (R.P.R.)

l'Assemblée a voté le 30 novembre la première exception d'irrévocabilité jamais adoptée sous la V^e République et qui déclarait anticonstitutionnel le projet de loi adaptant la législation française à la sixième directive des Communautés sur l'harmonisation de la T.V.A. en Europe. Ces dispositions, reprises par le gouvernement dans le collectif budgétaire, devaient toutefois être acceptées une semaine plus tard par ces mêmes députés.

Le vote du 30 novembre avait été acquis grâce aux suffrages du R.P.R. et du P.C. On devait retrouver cette conjonction le 11 décembre à l'occasion du vote d'une proposition de loi interdisant l'utilisation de fonds européens pour la campagne des élections européennes fixées au 10 juin. Cette proposition n'ayant pas été inscrite à l'ordre du jour du Sénat, reste lettre morte.

La fin de la session a été émaillée de protestations des parlementaires sur les méthodes de travail imposées par le gouvernement. Le Sénat a concrétisé cette réprobation en n'adoptant pas aussi vite que le gouvernement l'aurait souhaité le texte sur l'indemnisation des chômeurs. — A. Ch.

I. — Les textes définitivement adoptés

Nous présentons, classés par grands thèmes, la liste des textes adoptés définitivement au cours de cette session. Le texte d'origine parlementaire (proposition de loi) est suivi d'un astérisque, se distinguant ainsi des projets de loi (d'origine gouvernementale). Pour la plupart d'entre eux, nous résumons les points les plus importants du texte dans les numéros du Monde dans lesquels il en a été rendu compte.

● AFFAIRES CULTURELLES

— Consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. — Le texte prévoit que les projets de loi, de décret ou d'arrêté relatifs à l'urbanisme, à l'architecture ou à l'environnement doivent être soumis à la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. Cette consultation sera obligatoire (6 et 23 décembre).

● AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

— Deux accords entre la France et la R.F.A. — L'un concerne la construction d'un pont reliant la France à la R.F.A. par le tunnel de la Rive. L'autre concerne la coopération économique européenne et l'Association internationale de développement. — Accord entre la France et l'Espagne concernant l'importation en France des livres scolaires en langue espagnole. — Accord général de coopération militaire technique entre la France et le Zaïre (24 novembre).

● AGRICULTURE

— Exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux. — Le texte permet aux fonctionnaires et agents des services vétérinaires d'intervenir pour compléter l'action des vétérinaires praticiens titulaires d'un mandat sanitaire, en cas d'épidémie ou à titre exceptionnel.

● COLLECTIVITÉS LOCALES

— Dotation globale de fonctionnement des communes. — Le texte permet à l'Etat de répartir la dotation globale de fonctionnement des communes par le V.R.T.S. Son montant sera indexé sur l'évolution de la T.V.A. Afin d'assurer une plus grande équité entre les collectivités, il est institué une garantie de ressources pour les communes par la création d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de fonctionnement minimum pour les communes les plus démunies. A la suite du renvoi au printemps prochain de l'examen du projet de loi sur la fiscalité directe locale, ont été rattachées à ce texte les mesures provisoires nécessaires pour permettre aux collectivités locales de disposer de ressources fiscales normales en 1979 (3, 10, 21-22 et 23 décembre).

● CONSTRUCTION - LOGEMENT - URBANISME

— Modernisation des loyers en 1979. — Ce texte, qui modifie le code de la construction et de l'habitation, crée un régime de transition en attendant en place un processus progressif de libération des loyers à partir du 1^{er} janvier 1979 (23 novembre et 17-18, 23 décembre).

● DOM-TOM

— Statut des îles Wallis et Futuna. — Ce texte confirme la pleine compétence de l'Assemblée territoriale en matière domaniale et foncière. Il modifie d'autre part le mode de répartition des fonctions de membre de cette Assemblée (14 octobre).

● ÉCONOMIE ET FINANCES

— Discussion générale pour 1979. — Première partie (recettes) : 14, 15-16 et 19 octobre, 23, 24 et 25 novembre.

● ÉDUCATION NATIONALE

— Ecoles nationales d'enseignement de deuxième degré. — Le texte valide les résultats du concours d'entrée de 1978 à ces écoles (13 décembre).

● INDUSTRIE - ÉNERGIE

— La loi de finances rectificative pour 1978. — Le premier texte prévoit un mécanisme financier pour permettre la reconstruction des entreprises sidérurgiques françaises en difficulté.

● JUSTICE - LEGISLATION CIVILE, COMMERCIALE ET PÉNALE

— Exécution des peines privatives de liberté. — Le principal objet de ce texte est d'empêcher la sortie de prison, pendant au moins une partie de leur peine, des détenus jugés dangereux. A cet effet, il prévoit l'institution d'un régime de sûreté et une modification de la procédure d'octroi des libérations conditionnelles (11, 12 et 20 octobre).

● TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

— Mobilité des salariés à l'étranger. — Ce texte étend l'attribution des différentes primes d'indemnité (17, 21-22 et 23 décembre).

● TRANSPORTS - TOURISME

— Organisation des transports de voyageurs dans la région d'Alsace. — Ce texte prolonge les responsabilités des transports parisiens jusqu'au 31 décembre 1979 (24 novembre et 23 décembre).

● STATUT DES AGENCES MATRIMONIALES

— Ce texte tend à mieux protéger les clients de telles agences (17 novembre).

● PUBLICITÉ EXTÉRIEURE ET ENSEIGNES

— Ce texte vise à protéger le patrimoine architectural, les paysages et les sites remarquables de la région de Paris (14, 15, 16 et 17 octobre).

● TRANSPORTS PUBLICS D'INTÉRÊT LOCAL

— Ce texte modifie la législation actuelle afin d'opérer une plus grande décentralisation au profit des collectivités locales (16 novembre).

II. — Les textes en instance

Plusieurs textes, bien qu'examinés au cours de cette session, n'ont pu être adoptés définitivement et restent donc en instance dans l'une ou l'autre Assemblée. Il s'agit notamment de :

● FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

— A la demande de la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'étudier ce texte, le Sénat, le gouvernement a accepté son report à la session de printemps (8, 10, 11, 16 et 17 novembre).

● FONDS COMMUN DE PLACEMENT

— Ce texte généralise une formule limitée jusqu'à présent à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières constitués en application des dispositions relatives à la participation des salariés et aux plans d'épargne d'entreprises (23 novembre).

● STATUT DES AGENCES MATRIMONIALES

— Ce texte tend à mieux protéger les clients de telles agences (17 novembre).

● PUBLICITÉ EXTÉRIEURE ET ENSEIGNES

— Ce texte vise à protéger le patrimoine architectural, les paysages et les sites remarquables de la région de Paris (14, 15, 16 et 17 octobre).

● TRANSPORTS PUBLICS D'INTÉRÊT LOCAL

— Ce texte modifie la législation actuelle afin d'opérer une plus grande décentralisation au profit des collectivités locales (16 novembre).

● TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

— Mobilité des salariés à l'étranger. — Ce texte étend l'attribution des différentes primes d'indemnité (17, 21-22 et 23 décembre).

● TRANSPORTS - TOURISME

— Organisation des transports de voyageurs dans la région d'Alsace. — Ce texte prolonge les responsabilités des transports parisiens jusqu'au 31 décembre 1979 (24 novembre et 23 décembre).

● STATUT DES AGENCES MATRIMONIALES

— Ce texte tend à mieux protéger les clients de telles agences (17 novembre).

● PUBLICITÉ EXTÉRIEURE ET ENSEIGNES

— Ce texte vise à protéger le patrimoine architectural, les paysages et les sites remarquables de la région de Paris (14, 15, 16 et 17 octobre).

● TRANSPORTS PUBLICS D'INTÉRÊT LOCAL

— Ce texte modifie la législation actuelle afin d'opérer une plus grande décentralisation au profit des collectivités locales (16 novembre).

● TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

— Mobilité des salariés à l'étranger. — Ce texte étend l'attribution des différentes primes d'indemnité (17, 21-22 et 23 décembre).

● TRANSPORTS - TOURISME

— Organisation des transports de voyageurs dans la région d'Alsace. — Ce texte prolonge les responsabilités des transports parisiens jusqu'au 31 décembre 1979 (24 novembre et 23 décembre).

● STATUT DES AGENCES MATRIMONIALES

— Ce texte tend à mieux protéger les clients de telles agences (17 novembre).

● PUBLICITÉ EXTÉRIEURE ET ENSEIGNES

— Ce texte vise à protéger le patrimoine architectural, les paysages et les sites remarquables de la région de Paris (14, 15, 16 et 17 octobre).

● TRANSPORTS PUBLICS D'INTÉRÊT LOCAL

— Ce texte modifie la législation actuelle afin d'opérer une plus grande décentralisation au profit des collectivités locales (16 novembre).

● TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

— Mobilité des salariés à l'étranger. — Ce texte étend l'attribution des différentes primes d'indemnité (17, 21-22 et 23 décembre).

III. — Les textes examinés en commission

Enfin, un certain nombre de textes examinés en commission n'ont pas été discutés en séance publique, notamment :

● CONVENTION RELATIVE À LA PROTECTION DU RHIN CONTRE LA POLLUTION PAR LES CHLORURES

— Le texte prévoit l'injection en sous-sol des chlorures actuellement rejetés dans le Rhin par les Mines de potasse d'Alsace. Le groupe R.P.R. ayant réaffirmé son hostilité à ce projet, examiné en commission, le gouvernement a renoncé, pour la troisième fois, à l'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée (23 novembre).

● TROIS PUBLICATIONS

Un bilan sommaire des travaux de la session d'automne au Palais-Bourbon, ainsi que le liste des textes définitivement adoptés par le Parlement pendant le 1^{er} trimestre de l'Assemblée nationale (n° 24), qui peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le Président de l'Assemblée nationale (service des Informations parlementaires), Palais-Bourbon, 75335 Paris. Un bilan statistique portant sur l'activité de l'Assemblée nationale pendant l'année 1978 sera disponible, dans les mêmes conditions, dans le courant du mois de février.

● UN BILAN SPÉCIAL RENDANT COMPTE DE L'ACTIVITÉ DU SÉNAT PENDANT L'ANNÉE 1978

Un bilan spécial rendant compte de l'activité du Sénat pendant l'année 1978 sera également disponible, au début du mois de mars. Il pourra être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, au Président du Sénat, secrétariat général de la présidence (division de l'Information), Sénat, 75221 Paris Cedex 06.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné des milliers de cas de chute de cheveux au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'il faut pour que vos cheveux repoussent.

DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux qui tombent trop vite, des cheveux qui sont toujours des signes d'un dérèglement de l'équilibre de votre organisme.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, vos cheveux doivent être en bonne santé. Les spécialistes EUROCAP se préoccupent de cette notion capitale. Ils ont mis au point des produits capillaires qui traitent le cuir cheveu et favorisent ainsi le processus naturel de la croissance.

LA DIFFÉRENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné des milliers de cas de chute de cheveux au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'il faut pour que vos cheveux repoussent.

L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer la chute de cheveux si ce n'est un dérèglement de l'équilibre de votre organisme. Les spécialistes EUROCAP ont mis au point des produits capillaires qui traitent le cuir cheveu et favorisent ainsi le processus naturel de la croissance.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 14, rue Faidherbe - Tél. 51-34-19
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 23-23-84
TOULOUSE : 45, rue de la Pomme - Tél. 23-23-84
NICE : 1, Prom. des Anglais - Tél. 93-25-44
Rouen : 10, rue de la République - Tél. 23-23-84

DE BLOIS

de l'explication

Le 1^{er} janvier 1979, le gouvernement a annoncé la mise en œuvre de la loi de finances pour 1979. Cette loi, qui a été adoptée par le Parlement, prévoit une augmentation de 10 % des dépenses publiques et une réduction de 5 % des recettes. Cette mesure est destinée à réduire le déficit de l'Etat.

Le 1^{er} janvier 1979, le gouvernement a également annoncé la mise en œuvre de la loi de finances pour 1979. Cette loi, qui a été adoptée par le Parlement, prévoit une augmentation de 10 % des dépenses publiques et une réduction de 5 % des recettes. Cette mesure est destinée à réduire le déficit de l'Etat.

Le 1^{er} janvier 1979, le gouvernement a également annoncé la mise en œuvre de la loi de finances pour 1979. Cette loi, qui a été adoptée par le Parlement, prévoit une augmentation de 10 % des dépenses publiques et une réduction de 5 % des recettes. Cette mesure est destinée à réduire le déficit de l'Etat.

probiot

de l'annonce

édition du livre de

POPEREN

Capitaine de France

récompense du 1^{er} degré

IMES TOUS ARCHAÏQUES

33 F

Actualité sous presse

du 13 décembre 1978

PARIS SUR COMMANDE

13, rue de la République, 75019 Paris

International Hockette

[illegible]

JUSTICE

Pour une justice moderne

(Suite de la première page.)

Face à tant d'interrogations, quelle attitude tenir ? La plus facile serait d'arborer un visage de marbre : la justice ne se doit-elle pas d'opposer un front lisse aux secousses du moment, comme une religion oppose aux hérésies un dogme de place ? Cette attitude ne sera pas la nôtre.

Un mal de toujours

Il faudrait négliger les leçons de l'histoire pour oublier que les peuples se sont souvent montrés mécontents de leur justice. Chez nous, cette insatisfaction est consignée dans notre histoire nationale se montre d'une intrinsèque passionnée pour tout ce qui touche à la justice, tandis que, dans d'autres domaines, elle sait faire la part des choses et trouver des excuses à l'erreur.

Ne critiquons pas, en leur principe, ces critiques. En matière de justice, tout est préférable à la passivité et à l'indifférence. Souvenons-nous qu'un peuple vigilant devant ce qu'il ressent comme injustice est un peuple qui sait rester libre. Bien plus, le nôtre, toujours révolté pour la justice, est une direction plus forte pour être qu'aucune autre. Qu'on se rappelle cette chronique de Sébastien sur les Gaulois, écrite voici quelque deux mille ans : « La race gauloise s'associe toujours à l'indignation de quiconque lui paraît victime de l'injustice. »

Du reste, il est normal que la justice ne fasse pas plaisir à tout le monde. Comment un condamné serait-il satisfait de la sentence qui le frappe ? Dans le procès civil, l'une ou l'autre des deux parties s'estime lésée, quand ce ne sont pas les deux. Un bon traité, disait Talleyrand, est celui qui mécontente également ses signataires : ne pourrait-on transposer la formule à propos d'un bon jugement ?

La justice n'est pas faite pour plaire. De tout temps, elle a été brocardée. Passons sur La Fontaine ou les Pléiades, comme plus tard sur Daumier ou Courtenay. Mais relevons que, au milieu du siècle dernier, Tocqueville — magistrat de carrière — remar-

quait que la justice était lente, chère, inabordable, aux ordres du pouvoir, que les Français lui accordaient peu de crédit. Il notait aussi que, au siècle plus tôt, sous l'Ancien Régime, elle suscitait exaspération les mêmes critiques. Trois révolutions, dont la dernière, une plus qu'une bonne d'ordre de régimes constitutionnels différents, n'avaient rien changé à cette donnée permanente de la société française.

Plus près de nous, M. Robert Badinter écrivait : « Il ne s'agit plus de réformer le système judiciaire, comme on radoube un vieux vaisseau. C'est l'idée même de la justice qu'il faut restaurer en France. Les Français ne respectent plus ni ne croient en leur justice. Aucune réforme ne pourra douter qu'il ne tienne d'abord à restaurer l'idée de justice en son principe et à ranimer en elle la foi altérée du justiciable. » Le célèbre avocat d'indignité dans lequel était tombée la condition des magistrats, « les premiers atteints par la déconsidération qui frappe la justice en France », il concluait, en parlant de la justice comme d'une mort : « Resurrections-la. »

Ces lignes impitoyables datent de plus de vingt ans (1). Elles dépeignent la justice au crépuscule de la IV^e République. Il suffit de les lire, pour comprendre que le mal ne s'est pas aggravé. Il avait commencé à se résorber. L'ordonnance portant réforme judiciaire, adoptée à l'initiative de Michel Debré, garde des sceaux, en décembre 1958, a beaucoup amélioré la condition des magistrats. Depuis, d'autres réformes ont fait sentir leurs bienfaits.

Un mal d'aujourd'hui

Fourtant, cet article a gardé de son pouvoir d'interpellation, comme il le mal dénoncé, vingt ans. Il a été traité, mais qu'un autre fût vite apparu. Parce que la justice est au cœur de la société, elle subit le contrecoup de toutes les revendications, de toutes les frustrations, de toutes les misères en cause. Point d'équilibre d'un pays, elle en devient aussi le point de mire. Faire appel au juge n'est plus exception, ni accident. Il n'est plus un censeur lointain. Le législateur l'a placé au confluent des difficultés et des contradictions d'une société qui cherche à bâtir un nouvel ordre avec autant de passion qu'elle en a mis à révo-

quer en doute l'ordre ancien. La vie des Français — familiale, professionnelle, économique, sociale — se « judicialise » : le succès de ce mot, néologisme récent, en est un signe. Or, les Français s'interrogent. Sur eux-mêmes. Sur les mutations rapides qu'ils connaissent. Sur leur avenir. Sur l'instabilité d'un monde sans valeurs fermes, sans certitudes. Comment s'étonner que leur justice soit l'objet de débats passionnés, puisqu'elle commande la vie collective d'une nation civilisée ?

Tout est réuni pour que s'instruise cet immense et renouvelé procès que lui font les Français. Voyons-en froidement les pièces.

L'acte d'accusation

Que reproche-t-on à la justice ? Tant de choses unanimement contestées : tant d'autres aussi sur lesquelles les critiques se divisent.

De tous les horizons idéologiques ou professionnels jaillit un reproche : la justice est compliquée dans son déroulement, formaliste dans ses procédures, lente en ses juridictions encombrées, hermétique dans son langage, coûteuse et lointaine.

La justice a paru envier comme à plaisir une langue étrange, engourdie dans un latin décadent, lourdement traduit : la phrase baroque et cotoyait l'archaïsme. La nécessaire protection des individus et les difficultés de l'instruction pénale ont tissé le secret autour des palais de justice. L'austère dignité de l'appareil judiciaire et de ses locaux a tendu un rideau protecteur entre le juge et le citoyen. Mais, comme souvent dans l'histoire d'une

préhension du coupable jusqu'au lachisme. Un sondage de la SOFRES de février 1977 révélait que la justice était, pour 84 % des Français, trop élémentaire ; opinion, là encore, qu'aucun sondage plus récent n'a infirmée.

On soupçonne aussi parfois la justice d'être aux ordres du gouvernement ; cependant que d'autres admettent le gouvernement pour ne savoir pas se faire obéir par ses magistrats.

L'opinion s'émotionne également si elle constate des divergences dans l'appréciation de la loi, c'est-à-dire des contradictions de jurisprudence, qui font qu'un même délit ou un même crime n'est pas puni de la même façon, loi oblige.

Enfin, la justice, aux yeux de certains, apparaît indifférente à l'encontre de la délinquance « astucieuse » et « sévère » pour le délinquant « pauvre type ». Alors s'aggrave le bilan : l'ultime adresse à la justice, qui est d'être une justice de classe, sensible au pouvoir de l'argent. Au rebours, d'autres affirment qu'il suffit d'être « en col blanc » pour encourir les foudres d'une certaine magistrature, obnubilée par ses convictions politiques. Ici se retrouve cette revendication d'égalité sans laquelle nous ne serions pas Français : n'est-on pas en droit d'attendre de la justice qu'elle s'efforce de la satisfaire ?

Discerner pour guérir

Tous ces reproches jettent le trouble dans les esprits, mais leurs contradictions leur interdisent de suggérer des réformes bénéficiant d'un large accord. Des décisions de justice sont attaquées, sans qu'apparaisse l'image d'une meilleure justice. A quel servent des critiques qui ne se conjuguent que pour détruire ?

L'humanité intellectuelle oblige à faire l'inventaire : à éliminer celles qui ne reposent que sur le préjugé ou la passion ; mais à tirer toutes les conséquences de celles qui résistent à l'examen. Il faut, en un mot, discerner pour guérir.

Vingt et un mois d'observations quotidiennes nous amènent à la conviction que, parmi ces critiques, certaines sont malheureusement fondées. Nous les analyserons sans concession. Nous esquisserons les réformes qui nous paraissent capables d'améliorer le système judiciaire. Mais nous déconseillons les attaques sans fondement.

Il ne faut pas durcir le trait. La « psychologie judiciaire » des Français est ambiguë. Ils prétendent accorder peu de crédit à la justice, mais se tournent de plus en plus vers elle ; tels des athlètes qui fatigueront par leurs préférences un Dieu auquel ils diraient ne pas croire. Cette attitude est germe d'irresponsabilité.

Or rien ne devrait être plus responsable qu'un discours sur la justice. Car il n'y a pas d'autre domaine où un pays dépende autant de lui-même. Pour l'économie ou la politique étrangère, un cadre international fixe le possible et l'impossible, entre lesquels la marge de manœuvre est étroite. En matière judiciaire, les contraintes sont tout autres. Ce qui ne signifie pas qu'elles soient plus faciles à surmonter.

ALAIN FÉREFFITTE.

Prochain article : JUSTICE POUR LA JUSTICE

Sauvage
L'après-pilule

EN VENTE PARTOUT - 5 F

Télex
NOTRE
POUR VOS COMMUNICATIONS

LOTO
c'est facile

E.N.M.
Préparation à distance aux épreuves de CULTURE GÉNÉRALE

ACADEMIE
408, Bd des Sources
34270 St-Clément-la-Rivière

Le Monde
N° 10000
L'ALGERIE
L'AUTOMOBILE

Reproduction interdite de tous articles sans autorisation de l'administration.

POURQUOI LE 2^{ème} CONGRES DE LA VENTE DIRECTE,

organisé par l'ISSEC et le Groupe Bernard Julhiet

va-t-il, à nouveau, réunir les meilleurs professionnels du marketing et de la vente ?

480 personnes ont participé l'année dernière au 1^{er} Congrès de la Vente Directe : une occasion unique pour les chefs d'entreprise et les responsables commerciaux de rencontrer les spécialistes de la vente directe et de découvrir, à travers des exemples concrets, les nouvelles techniques et les nouvelles méthodes dont ils vont pouvoir tirer profit.

Le 8 février prochain, au Palais des Congrès, le 2^e Congrès réunira les représentants des entreprises qui pratiquent la vente directe avec succès depuis des années, mais aussi de nouveaux venus (fort nombreux) qui expérimentent ce nouveau canal de distribution et qui, encouragés par les résultats obtenus, comptent l'exploiter « en professionnels ».

Tous ceux qui jouent le rôle de leaders dans le domaine du marketing et de la vente se doivent d'être présents pour découvrir les nouvelles ressources offertes par le mailing, le couponing, la vente par téléphone, la vente par catalogue, le porte à porte, l'utilisation conjointe de la distribution classique et de la distribution directe dans le domaine des biens d'équipement et produits industriels.

• Avec ces 15 spécialistes, la journée est placée sous le signe du professionnalisme. Les quatre conférences-débats du matin et les 2 ateliers spécialisés de l'après-midi (vous pourrez assister à trois d'entre eux, selon votre choix), seront animés par ces 15 spécialistes dont l'expérience et les réalisations sont particulièrement instructives : Hubert d'ARTEMARE, Directeur des Techniques commerciales de Renault ; Paul CARENCO, Direction Générale des Télécommunications ; Daniel CROZET, Marketing et Formation de Rank-Xerox ; Hubert du SARTEL, Directeur de Time-Life Libraries ; Walter GERSTGRASSER, Directeur-Gérant de France-Loisirs ; Daniel HAU-GUEL, Président de Finécour ; Michel JAOUEN, Directeur Commercial de la Division Chimie Organique du Groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; Bruno JULHET, Président du Groupe Bernard Julhiet ; Bernard MARTY, Directeur de Clientèle de Télé-Action ; Jean-François MAYER, Marketing et Formation de Rank-Xerox ; Michel MELLIAVA, Directeur Commercial et Guy-François MOTTE, Directeur des Etudes SMA (Les Arcs-Savoie) ; John Du MONCEAU, Directeur Général du Ticket Restaurant ; Walter SCHMID, Fondateur et animateur des Symposiums de Montreux ; Gérard SPIELMAN, Directeur du Marketing de Quelle ; Roger WEISS, Directeur de Multicom Vidéo ; Hubert ZIESENIS, Directeur Général du Groupe Expansion.

• La journée est placée sous le signe du concret : pas de théorie mais des cas pratiques et des exemples chiffrés, présentés par ceux qui vivent au sein de l'entreprise, une expérience commerciale significative.

• La journée est placée sous le signe du contact : lors des débats du matin et au cours des « ateliers » de l'après-midi, vous pourrez poser des questions, demander des explications, dialoguer avec l'orateur ou d'autres participants. Le déjeuner sera aussi l'occasion de contacts enrichissants et, à 18 h 30, vous serez conviés à un cocktail qui réunira l'ensemble des participants (dont la liste vous sera envoyée avant le Congrès).

Voici les sujets qui seront traités et donneront lieu à discussion.

- La Vente Directe en 1979.
- La communication directe d'aujourd'hui et demain (audio-visuel sur 3 écrans en anglais).
- Comment élaborer une stratégie de commercialisation directe multicanaux (France Loisirs).
- Le développement de la Vente Directe dans l'industrie : condense-t-elle les réseaux de vente classique de distribution ? (Din Chimie organique du groupe PUK).
- Les utilisateurs professionnels : stratégie d'approche associant la prospection directe et la force de vente d'un réseau national (Renault).
- Comment vendre par téléphone des collections de livres ? (Time-Life Libraries).
- Les expériences de vente par téléphone d'entreprise à entreprise : prospection et clientèle acquise - Résultats, coûts, rendement (Télé-Action).
- Comment le Groupe Expansion a-t-il assuré le succès du lancement de "F" Magazine ?
- En 79, motivation et animation d'une force de vente de biens d'équipements et de services (Rank-Xerox).
- La vente de biens de loisirs et d'équipement de la maison au particulier (Finécour).
- La vente par catalogue (Quelle).
- Comment créer une gamme de produits immobiliers et construire les systèmes de vente directe adaptés (Les Arcs-Savoie).
- L'étude de cas Ticket Restaurant : la vente directe par le leader de la profession.
- L'incidence des nouveaux produits de télécommunications des nouvelles applications de la vidéo, sur les décisions commerciales et les modes de communications internes des 3 prochaines années.

Le deuxième Congrès de la Vente Directe est organisé par le Groupe Bernard Julhiet, 071 avenue Napoléon-Bonaparte, 92500 Rueil-Malmaison - Tél. 749.33.50) premier groupe français de conseil en vente et marketing intégrant la réflexion (études, conseil, formation, animation par Bernard Julhiet, Conseil), et l'action sur le terrain : création de points de vente et implantation de projets par sa force de vente, Distribution, vente par téléphone par son équipe de télévendeuses Télé-Action, et par l'ISSEC, Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales (35 boulevard Sébastopol, 75001 Paris - Tél. 233.21.88), spécialiste dans la formation continue des cadres et réuni par son enseignement des différentes disciplines du marketing.

URGENT

Demande de réservation

Je souhaite m'inscrire au 2^e Congrès de la Vente Directe du jeudi 8 février 1979 au Palais des Congrès de la Porte Maillot.

Nombre de participants : _____

Nom (s) : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Vous recevrez par courrier nos correspondances à l'intention de :

Les frais de participation s'élèvent à 2250 F (déjeuner et cocktail inclus) + (T.V.A. 17,60%) 220 F = 1470 F TTC par participant.

A retourner à : Congrès de la Vente Directe - 071, avenue Napoléon-Bonaparte - 92500 Rueil-Malmaison - Tél. 749.33.50.

2^{ème} CONGRES DE LA VENTE DIRECTE

**PLUS DE 80 % DES ÉLÈVES
APPRENNENT L'ANGLAIS
EN PREMIÈRE LANGUE**

[illegible]

Selon une enquête de la justice, les trois personnes auraient été arrêtées, au moment où elles se rendaient à l'évasion des deux autres. L'un, Eldjahde Hadjadj, est détenu provisoirement à la prison de la Santé, depuis le 20 octobre du fait d'un pourvoi en appel. L'autre, Taleb Hadjadj, avait été condamné, en janvier 1977, à la prison à perpétuité, par la cour d'assises de Paris, pour sa participation au hold-up avec otages à l'agence du Crédit industriel et commercial de la rue de Breteuil, et il est actuellement incarcéré à la prison de Baumettes, à Marseille.

Ce dernier point de vue n'est pas celui de proches de Lucien Melyon, et s'il venait à se faire entendre trop fort, notamment au cours des rassemblements qui doivent accompagner le déroulement du procès, devant le palais de justice de Paris, les studios de R.T.L. et à l'université Paris-VII, ne risque-t-il pas de dominer l'autre voix, celle qui proteste contre le mercantilisme des loisirs, le racisme antieuropeen, et plus simplement, le racisme tout court ? — M. K.

● **Le Maroc recrute pour l'année scolaire et universitaire 1979-1980, conformément aux accords de coopération, des enseignants de français, mathématiques, sciences physiques et chimiques, sciences naturelles (biologie-géologie), psychopédagogie, fabrication mécanique, électrotechnique.**

A chaque époque son humour. L'humour des étudiants de mai 1968, incisif, polaire, conquérant, qui débordait alors largement les *sermons autorisés*, couvrant les maux d'écrits, et les discours officiels d'acédie décapante. En mai, un réveil et refroidi : avec les déléguations, il est redevenu plus modeste. Si, en 1968, on rit avec eux pour un monde meilleur, à présent la colère du désespoir transparaît sur leurs visages. Ils ont découvert plutôt pathétiques les étarnes étudiants forcés. Ce même ton désenchanté se dégage des cent sept cassins de Blain, Marol, Mathieu, Plaurin, et autres, Solé et autres, qui ont écrit, sous l'œuvre publiée par l'équipe du Guide et des Docteurs de l'étudiant (1).

« Ici un jeune homme attend devant une distributrice automatique sur laquelle on peut lire : « *Diplôme Harvard, matras 4 millions dans la tente.* ». Là, s'entend un dialogue en vue d'embauche : « *J'ai rendez-vous avec le directeur du personnel.* » Réponse : « *Une minute, on te le répare.* »

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Les étudiants vus par :
107 dessins exclusifs. Editions
Génération, 18 F.

Des dates du B.E.P.C. officiel
 1974, parus au *Journal officiel*
 du 7 janvier fixe aux 27 et 30 juin
 les dates limites entre lesquelles
 les recteurs organiseront
 sur chaque académie la date
 des épreuves écrites du
 B.E.P.C. Le premier objectif
 de la réforme de l'enseignement
 a modifié les modalités de cet exa-
 men : depuis 1978, les élèves
 du troisième des établissements
 publics et privés sont contrai-
 gnés d'obtenir le B.E.P.C. sans
 exception. Les élèves qui n'ont
 pas obtenu la mention satisfaisante
 aux épreuves écrites sont soumis
 à une épreuve orale. Cette épreuve
 a pour objet d'une décision d'orien-
 tation vers un lycée ou un lycée
 professionnel. L'enseignement
 professionnel, cependant, en 1978, ne
 représentait que 10 % de l'admis-
 sion. L'absence d'équilibre
 entre les deux types de formation
 a quasi-totalement (988 993) se
 présente à l'examen.

● **Un rassemblement de tous** est dû au Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-P.E.C.C.) aura lieu à Paris début mars. Cette manifestation nationale fera suite à une série de démarches et de meetings locaux prévus par le SNI du 20 janvier au 15 février. On promouvoir « une école de la qualité » et protester contre les « errements de préparation de la rentrée de 1979 qui contiennent, à nos yeux, des dispositions « dangereuses et inacceptables ».

MÉDECINE

Le docteur Jacques Monter, président de la Confédération des médecins médiateurs français (C.M.M.F.), vient d'être reçu par Raymond Barre à l'hôtel Maillot. Le président de la C.M.M.F. a communiqué à la C.G.M.F. « a été porté sur l'ensemble des problèmes médicaux et sociaux. Le président de la Confédération a insisté sur le fait que les médecins médiateurs ont le droit de ne pas respecter la liberté de prescription et le refus de tout traitement arbitraire des dépenses de l'assurance-maladie ». Le docteur Monter a exprimé l'importance de la médecine préventive et de la radiographie médicale. M. Raymond Barre indique encore le rôle de la C.M.M.F. « a été communiqué de la profession médicale. Il est engagé à ce que des études soient entreprises dans les domaines de la médecine préventive et de la radiographie médicale ont été programmatiées avec des services. »

● Après l'insécurité exprimée par l'Organisation mondiale de la santé au sujet des stocks de vaccins anti-varicelleux conservés dans le monde et notamment aux États-Unis (nos dernières éditions du 6 janvier), les autorités péruviennes se sont déclarées « surprises et indignées ». Selon le porte-parole du ministère de la Santé publique, l'Institut gouvernemental de la santé publique à Lima, on a une petite quantité de vaccins « est stockée, est sujet de mesures de sécurité les plus rigoureuses ».

CAPA
Préparation à distance
aux épreuves de
CULTURE GÉNÉRALE
doc. contre 8 F en timbres
ACADEMIA
408, Bd des Sources
34270 St Clément-la-Rivière

ISTH

Depuis 1953

**INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES MODERNES**

Concours d'entrée directe à :

H.E.C. 2 ANNUÉE

☐ Ingénierie Grandes Ecoles
☐ Études secondaires
☐ Enseignement supérieur
☐ Diplômes des I.E.P.

SESSION JANVIER/JUIN
PRÉPARATION INTENSIVE

ADUPT-SEPT.

RÉSULTATS I.S.T.H.

Sciences N°22	Sciences N°24
10 succès H.E.C.	7 succès H.E.C.
5 succès N.E.C.	10 succès N.E.C.

AUTEUIL 6, Av. Leon Heuzey
75016 Paris Tél. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
 Tél. 688.63.91

EXTRAIT DES MINUTES DU SE-
CRETARIAT-GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE

D'un jugement contradictoirement rendu le 10 octobre 1978 par le tribunal correctionnel de Grasse, il appert que :

[illegible]

EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRETARIAT-GREFFE
DU TRIBUNAL
A GRANDE-INSTANCE DE GRASSE

[illegible]

Deux jeunes Algériens, résidant à Toulon, ont été arrêtés, samedi 6 janvier, vers 20 h. Ils étaient du côté de la ville. Attribués par plusieurs balles de pistolet calibre 7,65, M. Noureddine Nahou, 21 ans, est mort sur le coup. M. Salah Aouf, 22 ans est grièvement blessé. La police n'a pas retrouvé le tireur, et déclare ignorer le mobile de cette double tentative de meurtre dont M. Souddiana, l'un des responsables du mouvement de libération des Algériens en Europe pour le sud-est de la France, estime qu'elle se situe *dans une continuation d'exactions racistes contre des ressortissants algériens qui n'avaient rien à se reprocher.*

● M. Yves Bourrier, ancien greffier en chef du tribunal d'instance de Mantoux-la-Joie (Yvelines), a été condamné, jeudi 4 janvier par le tribunal de Versailles, à six mois de prison, avec sursis et 5 000 francs d'amende pour « publicité mensongère et tentatives de tromperie ». Bénéficiant, en raison de sa profession, d'un privilège, il avait organisé des ventes aux enchères. M. Bourrier avait donné un aspect judiciaire à certaines ventes en faisant abusivement figurer sur les catalogues le nom du tribunal. Le greffier avait également profité de la vente du château d'Issou (Yvelines) pour vendre des objets et produits de sa fabrication. (Le Monde daté 18-19 décembre 1971).

● La chambre d'accusation de la cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion a refusé, vendredi 5 janvier, la mise en liberté du docteur André Buisson, neuropsychiatre à Saint-Pierre de la Réunion, inculpé le 1^{er} décembre dernier de détournement de mineurs et de gestes impudiques sur mineurs du même sexe (le Monde du 16 décembre 1978).

● **Quatre cocktails Molotov** ont été lancés dimanche à Jambouille, contre une librairie dijonnaise, « Les doigts dans la tête », local des rencontres d'objecteurs de conscience et d'écologistes, qui organise également des expositions pour lesquelles la municipalité de Jambouille a financé le soutien financier. Les quatre cocktails Molotov ont été jetés contre la façade de la mairie de Chenove, dans l'agglomération dijonnaise, ville gérée par des socialistes, des communistes et des radicaux de gauche, dégauchis et dégauchissants. Les attentats n'ont pas été revendiqués. — (Corresp.)

200.000 F

Une importante société française spécialisée dans la construction de matériel d'équipementement d'usine et membre d'un puissant groupe multinational, recherche pour son siège basé à Paris, le futur responsable de son Département Affaires Juridiques et Accords Industriels, dépendant du Secrétaire Général. Il prendra progressivement en charge l'animation et le contrôle des affaires juridiques contentieuses et d'assurances en étroite liaison avec les différents unités administratives de la société en France. Il aura personnellement à intervenir sur des projets de contrats industriels, commerciaux et d'assurances. Il devra être titulaire d'un diplôme de droit universitaire ne peut être confiné qu'à un candidat, âgé d'au moins 35 ans, de formation juridique supérieure (niveau Doctorat en Droit) et possédant une solide ouverture sur les problèmes économiques et industriels de l'entreprise. Il devra justifier d'une expérience analogues acquise au sein d'un groupe industriel à vocation internationale. De grandes qualités seront exigées sur le plan rédactionnel et du contact humain. La pratique de l'allemand et de l'anglais sera fortement appréciée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 200.000 francs, sera versée sous forme de acomptes annuels. Les informations complémentaires seront fournies sur demande écrite et impérativement confidentielle avec votre curriculum. Écrivez à :

RUE A/2735M

Rhône-Alpes

Une société française : expansion continue, recherche son Directeur d'Achats. Attaché hiérarchiquement à la Direction Financière, en très étroite liaison avec la Direction Générale, il participera à la définition de la politique d'achat des grands postes de matières premières et sera seul responsable pour les autres postes (définition et application des politiques). A la tête d'une équipe de onze personnes, il conseillera les services consommateurs de l'entreprise afin d'assurer une bonne compréhension et la meilleure exécution du programme d'achat. Consulérant personnellement les négociations avec les fournisseurs les plus importants, il assistera les opérations dans la passation de certains marchés d'investissement, il assurera par ailleurs la gestion des approvisionnements de l'entreprise et le suivi de la sous-traitance. Ce poste-ci doit motiver un véritable négociateur, très expérimenté et confirmé, de préférence titulaire d'un diplôme universitaire, âgé de 35 ans minimum, il a une longue et solide expérience d'achats dans une entreprise fabriquant des produits de grande série. La pratique de l'anglais est nécessaire, car quelques déplacements sont à prévoir, en Europe, pour le plupart. La rémunération annuelle, fonction de l'importance du poste, sera nécessairement liée à l'expérience du candidat retenu. Ecrire à G. ANDRIEUX à Lyon. Réf. A/37774

120.000 F

Une société industrielle française, employant environ 900 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 200 millions de francs HT, filiale d'un groupe international, recherche le Chef de Production de sa ligne de produits métalliques. Dans le cadre d'une structure verticalisée, et rendant compte au Directeur de l'usine, il assurera l'entière responsabilité technique et humaine d'un ensemble de 250 personnes, écrira les programmes informatiques des dites d'articles métalliques en série ainsi que les services généraux intégrés tels que méthodes, ordonnancement, etc.. Ce poste conviendrait à un candidat ingénieur diplômé ou très bon technicien, titulaire d'un BTS ou DUT, âgé d'au moins 22 ans, possédant une réelle expérience de la production (fabrication, méthodes, etc.), et de bonnes connaissances de la déformation des métaux et du traitement de surfaces, sensible aux problèmes de gestion, disposant d'un sens aigu de l'humain, d'un ensemble de 250 personnes, écrira les programmes informatiques des dites d'articles métalliques en série ainsi que les services généraux intégrés tels que méthodes, ordonnancement, etc.. Le poste est situé à Annecy. La rémunération, de l'ordre de 120.000 francs net par mois sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à : A. DENNINGER à Paris.

REF. AJ7638

Paris.

Fibres céramiques — La filiale française d'une importante société internationale, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits réfractaires, recherche son Chef de Produit « Fibres Céramiques ». Basé dans la banlieue Nord de Paris, et placé sous l'autorité directe du Chef des Ventes, il sera responsable de la conception et de l'exécution des programmes de commercialisation, participera à l'élaboration des objectifs et des stratégies de vente, et assumera personnellement une part importante de l'action commerciale. Il aura lui-même de nombreux contacts avec la clientèle et devra pouvoir réaliser des ventes directes. Il sera bénéficiaire ponctuellement des Ingénieurs technico-commerciaux de la société de son appui technique et commercial. Compte tenu de la spécificité et de la relative nouveauté de ce produit, il pourra notamment s'attacher, avec l'aide de l'organisation des ventes actuelle, à créer puis à gérer un réseau de distributeurs sur l'ensemble de la France. Ce poste s'adresse à une personne âgée de 30 ans minimum, Ingénieur ou assimilé, avec comme l'anglais, et doté d'une expérience similaire dans le domaine des produits industriels chimiques. La fonction proposée exige, en outre, le goût de l'autonomie et une grande disponibilité personnelle. Le salaire annuel de départ sera directement lié à l'expérience du candidat retenu, et un intéressement aux résultats pourra être envisagé assez rapidement. Vulture fournie. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/75252

110.000 F.

Sprays et eaux de toilette — Une importante société, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits cosmétiques, jouissant d'une excellente image de marque, universellement connue, très largement leader sur son marché et connaissant un taux de croissance de l'ordre de 25 % par an, recherche un Chef de Produits Rattaché à un Chef de Groupe, mais dans le cadre d'une totale autonomie, il sera entièrement responsable du marché des sprays et eaux de toilette. Il aura la charge complète de la vie des produits. Ce poste correspond à un jeune candidat diplômé de l'enseignement commercial supérieur, disposant d'une première expérience comme Chef de Produits et connaissant bien le marché des sprays et eaux de toilette. La maîtrise d'une langue étrangère sera appréciée. Le salaire sera fixé en fonction de la société. Les avantages sociaux sont ceux qui sont offerts par le Chef de Groupe. Le poste est situé dans la banlieue Sud de Paris. La rémunération, pour l'ordre de 110.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Écrire à J.-A. RENNIER, DAF, A/2/SJM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats

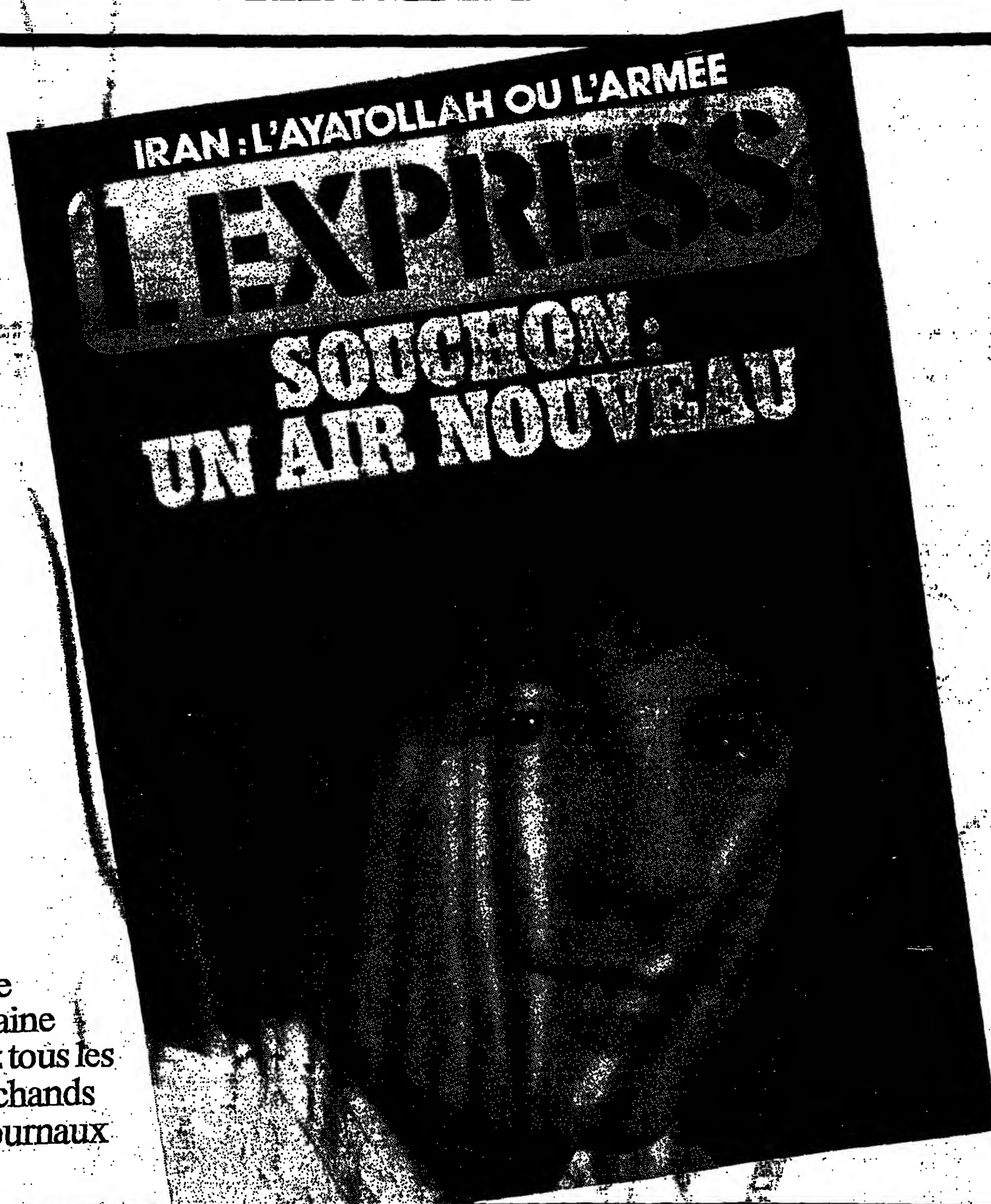
... le premier C.V. en rappelant la référence de :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.
8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30
9, rue Jacques Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-43
 Amsterdam - Bréclone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

هكذا مضى الى منزل

Dans L'Express cette semaine

• **Pierre Mauroy, l'arbitre du P.s., rompt avec Mitterrand : L'Express explique ce revirement lourd de conséquences** • **Iran : l'ayatollah ou l'armée, qui comblera le vide du pouvoir ?** • **L'assurance-vie victime de l'inflation : comment protéger votre argent, le classement des 18 meilleurs contrats** • **Ces virus qui viennent du chaud : les avions nous rapportent de redoutables maladies tropicales** • **Budapest 1956 raconté par l'ex-préfet de police** • **"Toto, 30 ans..." Danièle Heymann présente Souchen, Duteil, Renaud, les chefs de file de la chanson française des années 80.**



Cette
semaine
chez tous les
marchands
de journaux

107 dessins

athétique

diplôme. Un su-
périeur de l'éclat-
te porte, un écarte-
surgers étudiants, in-
sistent à vous dans cette

tant devant un
Au pied du mur
et, dans la tourte-
s'effriter à « bonnes »

« Les grandes écoles,
des prest d'y entrer »

« Un soldat du conti-
nental, allègrement la
dépense paix en saum-
sage, une bombe H. On ne
sautait moins que
sautait : « Vous
sautait dans un village
dans un coin ? »

« Le garçon se au dou-
sautait, j'ai rendu le der-
re, j'ai rendu un paysan »

« Le soldat se forme sur cette
de Wolinski : au milieu
mère du mètre, un
sautait, sourire pose un
enthousiaste : « Si ne
sautait, communautaire ? »

« Le soldat pour que le sel se
en vinaigre »

STIAN COLOMBANI

Les étudiants ont per-
sautait, exclusifs. Editions
sautait, 15 F.

ISTH

Depuis 1953
PRIME DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES

REC. 2^e

8

JANVIER/SEPTE.

RESULTATS L.S.T.E.

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

EXTRAIT DES MINUTES

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

La crise est d'abord celle du Vieux Monde

La crise ! Le mot est servi aujourd'hui à toutes les sauces. Certains y voient un simple attrait entre deux périodes de bonne croissance ; d'autres, plus nombreux, un long temps de répit avant une reprise beaucoup plus modérée que durant les années 60 ; les communistes pensent à une crise majeure du capitalisme ; les humanistes à une crise de civilisation.

Que l'on penche vers l'une ou l'autre de ces thèses, ce que l'on voit moins aujourd'hui c'est que cette crise est surtout « européenne ». Si la plupart de nos pays ont plus de difficultés que les États-Unis de se débarrasser de la langueur économique actuelle, c'est que les industries ont été rebâties sur des bases peu novatrices et que les pays du Marché commun n'ont pu, ou organisé une politique industrielle commune, face à l'offensive des États-Unis et du Japon.

La crise que nous traversons n'est pas un phénomène mondial : c'est l'Europe qui ne s'est pas remise des événements de 1974 tandis que les autres zones de développement connaissent à nouveau une relative prospérité. Les chiffres sont éloquent. L'ensemble des pays développés, à l'exclusion de la Communauté européenne, avait connu entre 1970 et 1974 une

croissance annuelle moyenne de 3,5 %. Depuis 1974, y compris le mauvais score de 1975, cet ensemble, qui ne comprend pas le Marché commun, connaît une expansion moyenne de 3,3 % par an. Ainsi, de part et d'autre de l'année 1974, les pays développés, sans l'Europe des Neuf, n'ont pratiquement pas accusé

de l'innovation. C'était une période d'activité intense, ce qui explique le taux élevé d'investissement de l'époque ou les taux très bas du chômage (inférieurs le plus souvent à 2 %).

Pour nombre d'observateurs, cette période de surchauffe européenne est terminée parce que toutes les ressources de croissance que la construction de l'Europe devait fournir ont été au moins depuis la fin des années 60, largement exploitées. L'Europe serait aujourd'hui entrée dans une phase de maturité de type « crise », moins productive, et aurait désormais des caractéristiques de longue durée tout à fait comparables à celles des économies anglo-saxonnes d'entre-deuxième guerre mondiale.

Baisse de rentabilité

Bien avant la crise énergétique, la déflation, aussi bien de l'efficacité technique des facteurs que des profits laissés à l'entreprise, a été un problème. On observe nettement une baisse tendancielle de la rentabilité pendant la période 1955-1975, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie, au Danemark et aux Pays-Bas. En France, il semble que l'évolution de la fiscalité ait compensé ce phénomène. La baisse est moins nette aux États-Unis et en Suède, peut-être au Canada. À l'inverse, au Japon et en Australie, on constate une hausse de la rentabilité. L'Europe, prise dans son ensemble, n'aurait pas connu de conditions de profit aussi satisfaisantes qu'auparavant, en raison, explique-t-on, de l'évaluation des coûts du capital et surtout de la main-d'œuvre. Le *Washington Post* expliquait, en décembre dernier, qu'en 1980 le niveau moyen de rémunération des ouvriers équivalait en France, en Belgique, en R.F.A., en Grande-Bretagne, à 30 % du niveau américain de l'époque. Aujourd'hui, le salaire horaire moyen de l'industrie européenne dépasse bien souvent le niveau américain : R.F.A., 111 % ; Belgique, 120 % ; Pays-Bas, 118 % (contre 25 % en 1980) ; France, 84 %.

Une troisième raison enfin qui ne fait pas considérer l'Europe comme un pôle de développement rapide est qu'il existe ailleurs, dans les pays nouvellement industrialisés, des zones de haut profit, parce que les salaires y sont bas et que les marchés potentiels sont immenses.

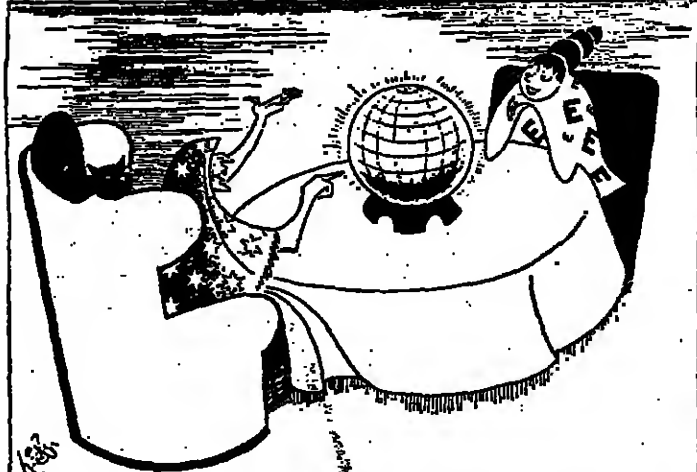
Le salaire horaire moyen de l'industrie européenne dépasse bien souvent le niveau américain : R.F.A., 111 % ; Belgique, 120 % ; Pays-Bas, 118 % (contre 25 % en 1980) ; France, 84 %.

(Lire la suite page 22.)

(*) Ancien élève de l'École normale supérieure, chargé de mission dans un établissement bancaire français.

par PHILIPPE MAHRER (*)

croissance annuelle moyenne de 3,5 %. Depuis 1974, y compris le mauvais score de 1975, cet ensemble, qui ne comprend pas le Marché commun, connaît une expansion moyenne de 3,3 % par an. Ainsi, de part et d'autre de l'année 1974, les pays développés, sans l'Europe des Neuf, n'ont pratiquement pas accusé



un fléchissement de leur activité, 3,2 % contre 3,5 %. Ce fait, simple, en particulier, par la croissance américaine qui est passée de 3,5 % par an entre 1970-1974 à 3,2 % annuellement après 1974 (en moyenne) et la bonne tenue de l'économie japonaise qui a enregistré un certain fléchissement mais continue de progresser au rythme moyen, y compris l'année de crise, de 5 % par an.

Par ailleurs les pays nouvellement industrialisés se sont, en général, fort bien comportés malgré la récession de 1975. La croissance annuelle du PIB par tête a été de 6 % entre 1973 et 1975 contre 3,8 % entre 1963 et 1972 pour la Turquie, 9 % contre 8 % pour la Corée du Sud et supérieure à 5 % entre 1973 et

européenne sont nombreuses, mais peuvent être regroupées sous trois têtes de chapitre.

D'abord, il faut considérer que les années 1960-1980 ont été des années exceptionnelles du fait de deux événements : la reconstruction après la guerre et la création du Marché commun. La création du C.E.E. a, en effet, particulièrement stimulé la production, en favorisant le commerce, qui s'est développé deux fois plus vite entre les pays membres qu'avec le reste du monde. La création d'un grand marché européen a permis, en outre, d'accroître les gains de productivité, du seul fait des économies d'échelle et des occasions nouvelles de rationalisation de la production, et de la diffusion

L'Europe souterraine

Etrange Europe ! Celle qui apparaît au grand jour, dans les titres des publications de toutes sortes, intéressée, semble-t-il, de moins en moins l'opinion. On y parle trop de déboires, on essaie de bâtir, après tant de déboires, un système monétaire digne de ce nom, on bien des replâtrages de la politique agricole commune minée par les « montants compensatoires ». Ces affaires-là, du fait même de leur technicité, détournent l'attention du public.

Or il y a une autre Europe, invisible, souterraine, qui se crée sans tapage, sans publicité, où se tissent entre des associations, des organismes culturels, scientifiques, etc., des liens solides. Finalement, n'est-ce pas cette Europe-là qui, une fois assemblée des Neuf, élue au suffrage direct, aura pour mission d'épanouir ?

Il y a à quelques années, un livre titré *Le grand bruit* sous un titre mystérieux : *Le Collège invisible* (« The Invisible College »), il décrivait les mécanismes discrets mais particulièrement efficaces par lesquels les membres de la communauté scientifique travaillaient, se communiquaient les résultats de leurs travaux, déterminaient les pistes de

Le ressortait de l'analyse de Daniel Crane que le dynamisme de la vitalité de la communauté scientifique américaine ne se situe pas seulement aux moyens considérables dont elle dispose ; ils expliquent aussi par la diversité des liens, non pas organisationnels mais humains, qui lient entre eux les membres de cette communauté. Aujourd'hui André Danzin, dans un rapport « Science et Renaissance de l'Europe » (1), insiste sur le rôle essentiel d'un tel réseau : « Des centaines de hommes (de science ou de technique) sont nés des séminaires d'été, de colloques, d'un désir de travailler en commun s'établissant. Pour parvenir à développer les efforts de synergie (dans la recherche) il ne faut pas compter sur la coordination des programmes nationaux en prenant le problème par le haut, mais au contraire en partant de la base, par la catalyse des communications (entre chercheurs) et par l'exécution de projets conjoints ».

Si nous avons mis entre parenthèses les références au milieu scientifique dans ce propos, c'est qu'il dépasse largement le cadre scientifique et technique. En vérité, il s'applique à toute œuvre de création, à toute construction complexe, dès lors qu'elle repose sur une unité d'initiatives dispersées et autonomes. Il en va de même de l'effort pour l'union européenne, cette création continue, empirique et itérative, qui se confronte des expériences et

initiales des cultures et habitudes d'un ensemble humain de deux cent soixante millions de personnes.

La construction européenne n'est pas suspendue à la seule action des institutions de la Communauté, si importantes soient-elles. Elle est aussi le fait de la base, d'hommes et de femmes qui ne sont ni fonctionnaires ni experts en Europe. Dans leurs pays respectifs, ces fantassins de l'Europe n'occupent pas le devant de la scène ; simplement et modestement ils animent un projet, une équipe dont le champ d'action un jour en vient naturellement à déboucher le cadre national pour déboucher et s'épanouir au niveau européen.

Ces initiatives créent par là même un réseau de relations et de solidarité qui développera dans le temps ses effets multiplicateurs. Le débouché sur l'Europe est l'aboutissement d'une

longue marche et apparaît comme l'aboutissement d'une action parvenue à maturité. La dimension européenne se révèle alors comme une valeur ajoutée et la perspective nécessaire des problèmes traités.

Les exemples concrets sont innombrables. Raisons en quelques-uns qui illustrent la richesse des initiatives et sont significatifs des domaines abordés et des méthodes retenues.

En 1977 Danielle Ghrany, responsable de l'atelier des enfants au Centre Georges-Pompidou, avait organisé une exposition « Les mains regardent » à la suite de la question poignante d'une petite fille aveugle : « Dis, maman, quelle est la couleur du vent ? »

(Lire la suite page 24.)

par GIBERT CATY (*)

recherche se répartissent le travail et se reconnaissent entre eux.

Ainsi donc, aux institutions en place, moyennes de moyens, de crédits et de laboratoires, se superposent des mécanismes plus subtils mais non moins efficaces, constitués par un échec non formel d'échanges propres à la communauté scientifique, élaborés parallèlement et pour leur propre usage. Ce réseau de communications intensives est bien identifié : il est constitué par les séminaires, plus ou moins fermés, les colloques de congrès et colloques, par les sociétés savantes, les comités de rédaction des revues spécialisées, les comités scientifiques, les articles qui circulent de façon hautement sélective avant leur publication (les « preprints »), les week-ends de travail à la campagne ou en montagne, bref par un ensemble foisonnant de relais de communication.

(*) Secrétaire général d'Europe-Enseignement, Paris.

Soyons sérieux L'initiation aux initiales

L'année 1979 sera celle des bâtons, chiffres et lettres. Elle vient de commencer avec les bâtons, mis dans les roues de la campagne électorale européenne par l'Assemblée nationale en France. Des chiffres, ceux du budget communautaire et le conseil des ministres, ainsi qu'un sommet ou conseil européen. Quant aux lettres, au cours des douze mois à venir, il s'agira surtout des lettres initiales.

D'ici à quelques semaines, des optimistes préconisent la conclusion des N.C.M. ou négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT. On prévoit également la poursuite des entretiens avec les pays A.C.P. (africains, caribéens et pacifiques). Au mois de juin, les citoyens de la C.E.E. (l'Europe des Neuf) voteront aux E.E. ou élections européennes. Et, déjà, enfin, le 1^{er} janvier a vu la naissance du serpent à sonnettes, mieux connu des zoologistes européens sous le sigle du S.M.E.

Ce système monétaire européen, comme le Saint-Empire romain, n'est pas encore digne de son nom. Il n'est pas tout à fait un système, ni seulement monétaire, ni intégralement européen. Il constitue néanmoins, avec son ECU ou E.C.U., un début d'U.E.M. ou Union économique et monétaire. Et si, pour l'instant, il y a des vides sur la carte, il ne faut jamais oublier que la construction de l'Europe est un jeu de patience.

PANGLOSS.

SOLDES

SAINT LAURENT

rive gauche

boutiques hommes

Un film écrit et réalisé par JACQUES DOILLON

SAINT LAURENT

DOLBY

L E panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de l'Économie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, points de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers sont l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, en se limitant à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (taux de chômage limité) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre des échanges, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Éviter un cercle vicieux pétrole-dollar

L ES derniers résultats mensuels obtenus par les quatre grands pays européens sont dans l'ensemble meilleurs. C'est le cas pour l'activité. L'Allemagne fédérale maintient une croissance élevée (6 %), qui a secoué tous les secteurs, y compris celui des biens d'équipement, ce qui confirme sa solidité et les espoirs d'une progression de près de 4 % du P.N.B. en 1979 (en dépit des menaces que fait planer le conflit de la sidérurgie). Mais, fait nouveau, la production industrielle se met à remonter en France (3 %) et en Italie (2 %) sous l'effet de la consommation des ménages et de la reconstitution des stocks. En Grande-Bretagne, l'activité s'est essouffée certes, le troisième trimestre n'ayant plus enregistré qu'une augmentation de 0,5 % du P.N.B. par rapport au deuxième, ralentissement confirmé par l'indice de la production industrielle d'octobre. Cependant le patronat britannique, le C.B.I., reste optimiste dans son dernier rapport : il note en effet que la demande est forte et que les carnets de commandes de remplissent à nouveau.

Le chômage (corrigé des variations saisonnières) a encore une fois reculé partout, sauf en Italie, où il s'est quand même stabilisé à un taux certes élevé de 7,5 % de la population active. Le cas le plus remarquable est celui de l'Allemagne, où le taux n'est plus guère que de 4 %, et

où l'effet des chômeurs se maintient remarquablement en dessous du million et se rapproche même des neuf cent mille. Enfin, comme le montrent nos courbes, les balances commerciales s'inscrivent peu près les mêmes acquisitions, du moins celles de l'Italie et de la France, car celle de la Grande-Bretagne, qui novembre a été nettement moins bonne, recule de temps à autre. Les quatre grands pays européens sont donc en voie de s'acheminer, au seuil de cette nouvelle année 1979, vers un avenir un peu meilleur que pour ne pas être brillant, n'en est pas moins réconfortant. Ainsi une croissance plus durable apparaît maintenant possible, que le nouveau système monétaire européen peut favoriser : à condition que la France et l'Allemagne surmontent leurs divergences à propos des montants compensatoires monétaires, et surtout que les participants trouvent le moyen de concilier les nécessaires disciplines monétaires avec des taux d'inflation qui, comme le montrent nos courbes, ne se rapprochent suffisamment pas. Cet avenir un peu meilleur apparaît d'autant plus envisageable que dans plusieurs pays des données conjoncturelles encore médiocres cachent une évolution plus lente mais plus profonde des mentalités et des structures industrielles.

Cependant, pour accélérer, cette évolution nécessiterait des investissements privés et pro-

ductifs qui sont partout insuffisants. Ainsi, en France, jusqu'ici, contrairement aux espoirs du gouvernement, les mesures prises en faveur du financement, la baisse des taux d'intérêt et la reprise de la Bourse n'ont pas réussi à les débloquer, si bien qu'en 1978 les investissements ont été nettement inférieurs à ceux de 1977. Cependant, la dernière enquête de l'Institut national de la statistique effectuée auprès de deux mille cinq cents chefs d'entreprise a causé une certaine surprise, car elle annonce une augmentation de 7 % en volume, le troisième trimestre marquant un affaiblissement et le rythme de progression tombant à 0,5 %. En Italie, le rythme des dépenses d'équipement a sensiblement reculé en 1978 : rien n'indique que les espoirs du gouvernement tels qu'ils ont été exposés dans le plan Fanfani (la

ministre du Trésor, qui insistait plus particulièrement sur les investissements et les créations d'emplois comme contrepartie d'une nouvelle discipline salariale) vont se réaliser rapidement. En revanche, en Allemagne fédérale, de nombreux signes concordent sur un net redressement, en particulier l'évolution favorable des commandes de biens d'équipement, qui ont augmenté de 8 % en septembre-octobre par rapport à juillet. La Bundesbank, de son côté, constate dans son rapport mensuel un fort accroissement de la proposition à investir et elle avance des taux de progression de 4 % pour 1978 et de 5 à 6 % pour 1979.

Une autre cause d'optimisme tient aux incertitudes qui pèsent encore sur l'évolution de l'économie américaine. Certes, cette dernière maintient une activité élevée, qui récemment s'est même accélérée, comme le montrent les taux mensuels d'augmentation de la production industrielle (6 % en octobre et 6,7 % en novembre) et la très forte poussée de 3,2 % des commandes nouvelles à l'industrie en novembre. Mais

Grande-Bretagne, exportatrice de pétrole.

Même pour l'ensemble de vingt-quatre pays, l'O.C.D.E. estime que l'influence sera faible pour la croissance et l'inflation et ne se traduira pour la balance des paiements courants que par un déficit additionnel de 3 à 4 milliards de dollars qui ne compromettra pas fondamentalement le retour à l'équilibre des pays industrialisés acquis depuis 1978.

En revanche, cette surcharge de pétrole, mal venue pour les États-Unis, qui espèrent réduire sensiblement le déficit de leur balance des paiements de 18 milliards de dollars en 1979, a avec une facture supplémentaire de 6 milliards. Mauvaise surprise qui risque surtout d'affaiblir plus durablement le moment américain en entraînant un nouveau cercle vicieux dollar-prix du pétrole, au cas où la dépréciation s'accroît, les pays de l'O.P.E.P. menant à exécution la menace contenue dans leur communiqué de nouvelles hausses. Pour conjurer ce danger, des

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

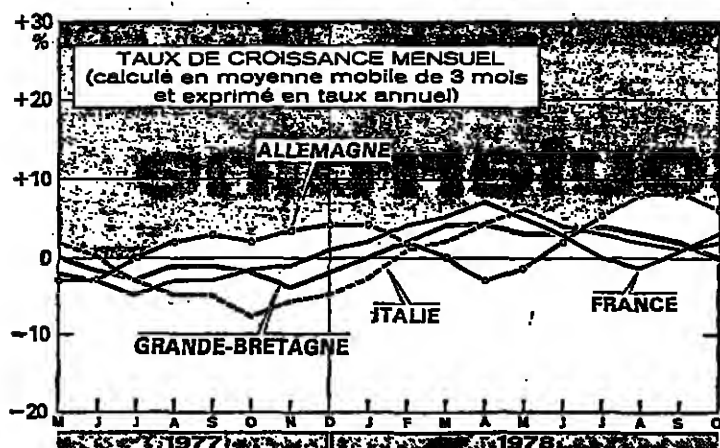
INDICATEUR	NOTATION	COMMENTAIRE
CROISSANCE	++ (+)	Presque tous les chiffres concordent pour montrer que l'économie américaine progresse toujours, bonne allure à la fin des derniers taux d'augmentation de la production industrielle (6,5 % en octobre et 6,7 % en novembre).
PREX	(--) (--)	Les prix de détail ont augmenté fortement en octobre (0,8 %), mais nettement moins en novembre (0,5 %), ce qui fait baisser légèrement à 0,7 % le rythme des trois derniers mois. Cependant les prix de gros eux-mêmes ne ralentissent pas leur cadence (0,9 % en octobre et 0,8 % en novembre).
CHOMAGE	(-)	Le taux de chômage par rapport à la population active est resté stable à 5,8 % en octobre et novembre. Mais les effectifs au travail ont continué à augmenter régulièrement de 324 000 en octobre, et de 343 000 en novembre.
CAPACITE	(-)	Le taux d'utilisation des capacités productives a encore une fois augmenté de 0,1 % en octobre à 83,7 %, en novembre, atteignant son plus haut niveau depuis 1974. Pourtant, les incertitudes s'accroissent et pèsent sur les projets d'investissements des entreprises.
ECHANGES	(--) (--)	Le déficit de la balance commerciale d'octobre s'est à nouveau aggravé à 2,1 milliards de dollars (calculé en Feb-Feb), ce qui entraîne sur les dix mois un déficit cumulé de 25 milliards.
MONETAIRE ET FINANCIERE		Après une courte accalmie, une nouvelle escalade des taux d'intérêt américains s'est déclenchée, le prime rate passant fin décembre de 11,50 % à 11,75 %. La forte hausse du prix du pétrole dénotée pour 1979 pèse sur le dollar. Dans les pays européens, peu de changements, sauf en France, où le taux de base a légèrement baissé de 4,50 % à 4,25 %.
ECONOMIQUE		L'activité continue à aller bon train aux États-Unis : il n'est pas sûr qu'une récession intervienne, et en tout cas le moment où le ralentissement se produira est difficile à prévoir. En attendant, la production européenne aura le temps de se redresser et de prendre le relais.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (I) internationale
ALLEMAGNE	++	+++	---	++	++	++
FRANCE	+	---	---	---	+	++
ITALIE	+	---	---	---	++	+
GRANDE-BRETAGNE	---	---	---	---	---	+

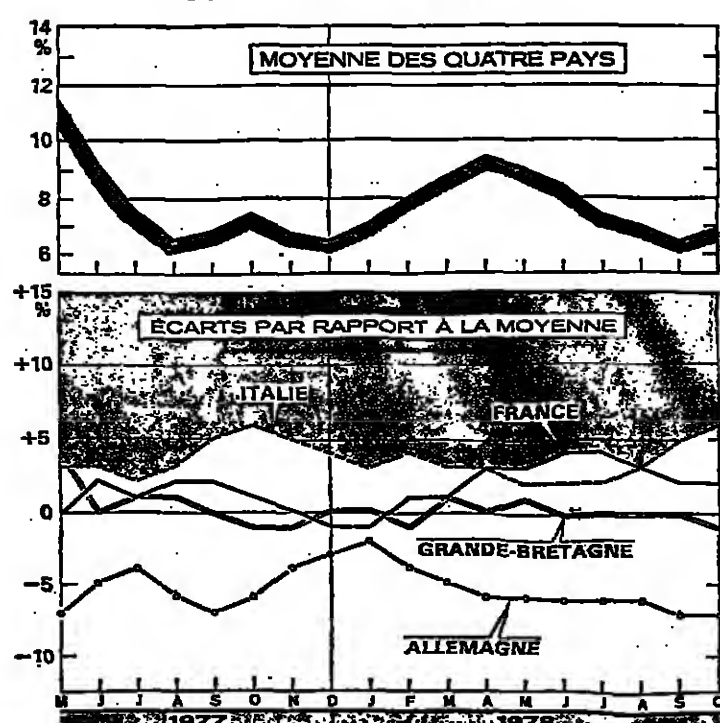
(I) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE



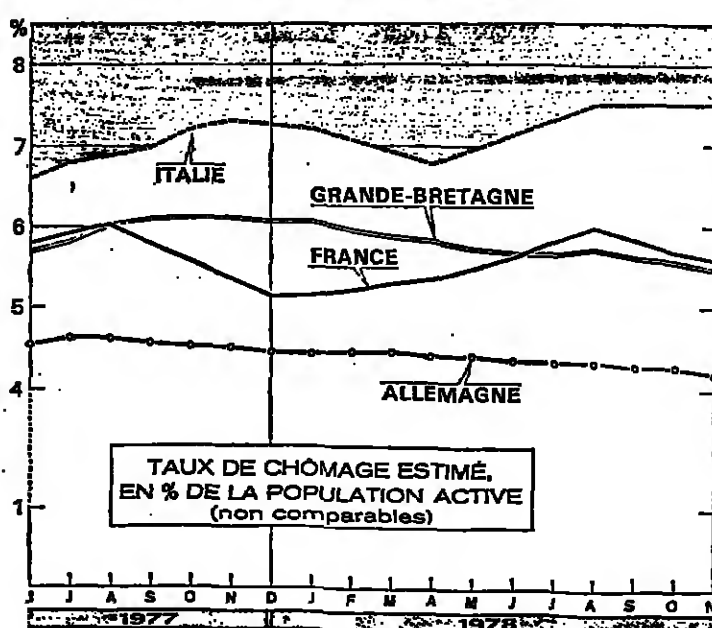
Entre septembre et octobre, le rythme de la production industrielle a peu changé en Allemagne fédérale (6 %). Il s'est un peu redressé en France (de 1 à 3 %) et en Italie (de 1 à 2 %). Malheureusement il s'est affaibli en Grande-Bretagne (de 2 à 0 %).

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



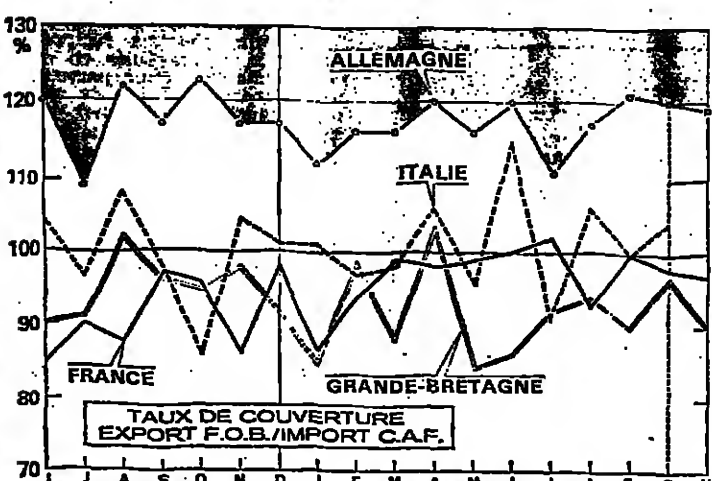
Après avoir atteint un point bas de 0,5 % en septembre, l'inflation moyenne des quatre pays est remontée à 0,7 % en octobre sous l'effet d'une accélération de la hausse en Italie (1,2 %). En France le rythme reste proche de 0,9 % et en Grande-Bretagne de 0,8 %. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois (septembre, octobre et novembre) et ramenés en rythme annuel. Calculés sur les deux derniers mois, les taux deviennent 2,5 % pour l'Allemagne fédérale, 2,1 % pour la Grande-Bretagne, 2,4 % pour la France et 1,6 % pour l'Italie.

III. — NIVEAU DE CHOMAGE



Entre octobre et novembre, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a encore une fois baissé presque partout : de 5,7 % à 5,6 % en France, de 5,80 % à 5,50 % en Grande-Bretagne et même celui de la récession de 6,30 % en Allemagne fédérale. En Italie ce taux est resté stable à 7,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations par les exportations (calculé Feb-Feb et corrigé des variations saisonnières) reste toujours de 120 % en Allemagne fédérale, légèrement supérieur à 100 % en Italie (104 % en octobre) et un peu inférieur à 100 % en France (97 % en novembre). Il a en revanche reculé en Grande-Bretagne de 97 % en octobre à 90 % en novembre.

les tensions croissent aussi : le taux d'inflation 1978 va atteindre plus de 9 %, et les taux d'intérêt ont marqué une nouvelle étape dans leur escalade qui les rapproche des records enregistrés en 1974 (en effet, le prime rate a été relevé encore une fois, la quinzisième depuis le début de 1978, de 11,50 % à 11,75 %). Rien d'étonnant si lors de la réunion des chefs d'entreprise s'accroît, en dépit de la forte activité et du taux très élevé d'utilisation des capacités productives (83,7 % en novembre). Comme l'a fait ressortir une récente enquête de Merrill Lynch, les dirigeants sont maintenant quatre fois plus nombreux que d'habitude à ne pas fixer leurs dépenses d'équipement pour l'année à venir.

efforts se déploient déjà : ainsi M. Guido Brunner, le commissaire européen de l'énergie, vient de proposer une réunion urgente regroupant pays consommateurs et producteurs de pétrole, qui ont tous intérêt à une politique économique et monétaire renforcée et stable. Puisse ce nouvel (et probablement pas dernier) obstacle qui se dresse sur la route d'une croissance régulière être débloqué rapidement !

MAURICE BOMMENSATH.

Un fardeau pas trop lourd

Mais le fait nouveau qui risque de jeter encore plus de trouble est la décision annoncée par l'O.P.E.P. d'augmenter de 14,5 % le prix du baril au cours de l'année 1979 alors que tous les calculs étaient basés jusqu'ici sur un taux de 5 à 6 %, ou au pire, de 10 % (1). Ce fardeau supplémentaire ne gênera pas trop les pays européens. Bien entendu pas l'Allemagne, d'où M. Lambsdorff, son ministre de l'économie, a déclaré qu'« elle était plus à même que tout autre pays à l'accommoder de la hausse des prix du pétrole ». Même bien trop la France, s'il faut en croire M. Barre, qui estime que les 6 milliards de francs de l'addition pourront être couverts par l'excédent de 3 milliards engendrés de la balance et par 3 milliards d'exportations supplémentaires. Ne parlons pas de la

(1) En réalité, du fait de l'augmentation trimestrielle des augmentations, l'indice des années plaine 1979 sera de 10 %.

Le Monde

Service des Abonnements
75007 PARIS - CROIX-ROUGE
C.C.P. Paris 085

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
128 F 235 F 343 F 450 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
P.A.S. VOIE NORMALE
222 F 438 F 643 F 750 F

ÉTRANGER
Quatre messageries

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
153 F 260 F 368 F 475 F

II. — SUISSE - TUNISIE
203 F 335 F 503 F 735 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) yon-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse : der-
nité ou provisoire (d'un an
au plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres et
capitalisés d'imprimerie.

Copyright « Le Monde ».

EUROPE
UNION
EUROPE

Conseil de rédaction : Pierre Drouin,
Jacqueline Gropin (« Le Monde », Place
de la Sorbonne), Mario Fasanetti (« Le
Stamp », 1, rue de la Sorbonne),
« The Times », Ingeborg Schönbelt,
Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Gropin.
Publicité : Michel Girard (« Le
Monde »), Riccardo di Corato (« Le
Stamp », 1, rue de la Sorbonne),
Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Coordonnateur : Eric Wolfenbühl.

EUROPA

Passion

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

la majorité divisée

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

Le scrutin qui se dérou-
le dans les départements et terri-
toires de la France est la plus
grande pratique et dans
plus — du scrutin municipal
plus — pose de nombreux

حکومت اسلامی

Les déclarations du président du conseil italien

FORUM

Ni fédération ni confédération

(Suite de la première page.)

— Toutefois, la majorité au Parlement s'est divisée, au moment du vote.

— Malheureusement, nous avons du travailler à un rythme serré, et nous n'avons pas eu le temps d'approfondir tous les thèmes avec les partis. Je n'exclus pas que, s'il y avait eu une demi-journée en plus (la séance de la Chambre du 12 décembre était à 10 heures et nous avions travaillé jusqu'à 5 heures du matin en consultations techniques et internationales), on aurait évité des votes contre ainsi que les réserves des communistes et des socialistes.

— Certains ont reproché au gouvernement d'avoir donné l'impression d'être plus intéressé par le transfert de ressources dans la C.E.E. que par une réciprocité réelle des interventions de défense du taux de change.

— Il n'est pas vrai que du côté italien on ait prêté une attention moins soutenue aux aspects techniques de l'accord de change et à la réciprocité des interventions : les contributions du ministère du Trésor du gouvernement de la Banque d'Italie le montrent assez. Mais, pour nous, toute la négociation devait, comme cela avait été convenu à Brême, évoluer sur des voies parallèles : c'est-à-dire qu'à côté de l'accord de change, il fallait définir des mesures qui permettraient aux Etats membres dont les économies sont moins prospères de soutenir la discipline monétaire rigide sans subir de dommages mais, au contraire, en tirant des avantages.

— D'autre part, on ne peut parler dans ce contexte de transfert de ressources comme s'il s'agissait d'aumônes accordées par les pays riches aux pays plus pauvres. Si on veut un développement harmonieux de la Communauté, il est dans l'intérêt de tous les partenaires de mettre en œuvre des politiques structurelles tournées vers une redistribution plus équilibrée des ressources. Autrement, on s'engage inévitablement vers une Europe à deux ou plusieurs vitesses, surtout si nous gardons à l'esprit les suites possibles du prochain élargissement de la Communauté aux trois nouveaux pays candidats.

— Venons-en à la question agricole. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle est un motif de faiblesse et de division à l'intérieur de la C.E.E. Elle menace de bloquer tout développement sérieux de l'intégration européenne, surtout lorsqu'un pays tel que la France la soulève. Quelle est la position de l'Italie, qui, tout en dépendant plus que la France pour la politique agricole commune, en tire un bénéfice moindre ?

— L'élimination graduelle des montants monétaires compensatoires, à travers des mécanismes à convenir, a été soulevée par l'Italie depuis un certain temps, avant que la France ne le fasse. Notre action en ce sens, aussi bien que la demande française, vise à reconstruire une réelle unité du marché agricole et donc à favoriser l'intégration économique, non pas à la bloquer.

— En ce qui concerne la seconde partie de votre question, je voudrais préciser qu'il ne s'agit pas exact de dire que l'Italie « dépense plus que la France pour la politique agricole commune ». Le problème est que la Communauté dépense plus pour la garantie des produits agricoles continentaux que pour les produits agricoles méditerranéens.

— Nous avons déjà depuis longtemps attiré l'attention de nos partenaires sur les carences de la politique agricole commune. Il suffit de penser à l'aide notoirement plus impor-

tante offerte à l'heure actuelle aux productions continentales, si l'on compare aux productions méditerranéennes, à l'abandon des mesures obligatoires croissantes, toujours plus difficiles à écarter, de produits agricoles, à ces mécanismes qui supportent des dépenses obligatoires énormes pour les Etats membres, et que leur automaticité absolue fait échapper complètement à tout contrôle en séance d'examen du budget. Pour ne pas parler du fait insensé que le secteur agricole absorbe plus de 70 % du budget lui-même.

— C'est précisément grâce aux pressions italiennes que les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé à la Commission de Bruxelles d'étudier des mesures de rééquilibrage de la politique agricole : un premier document a été présenté au Conseil européen. Ce « pacte méditerranéen » pour la diminution des disparités a été approuvé, et ce n'est pas sans signification qu'il ait été complété peu de jours après notre « oui » au S.M.E. De même, il est aussi très important que le Parlement européen ait confirmé une dotation beaucoup plus consistante pour le fonds régional. Je pense que les représentants des peuples voient plus loin et sont moins embarrassés que les organes de gouvernement.

— Le nouveau système monétaire européen tournera inévitablement autour du mark. Ne se dirigera-t-il pas vers une sorte de système solaire avec une monnaie hégémonique et une série de monnaies satellites ?

— Mis à part le fait que l'Allemagne a construit sa force actuelle en travaillant dur (même avec nos ouvriers bilingues), et qu'elle peut donc donner une orientation aux autres, votre définition technique ne me semble pas exacte. Je me souviens de tous les efforts qui ont été faits, en particulier par le gouvernement italien, pour créer un système basé sur un « panier » de monnaies : dans ce panier, le mark aurait, certes, un poids

important, mais pas déterminant. — En outre, nous avons travaillé vigoureusement pour que le système prévienne une symétrie des charges d'intervention et d'ajustement. Cela veut dire que si une pression sur le mark se développait, il reviendrait aux autorités allemandes de prendre des mesures opportunes, aussi bien monétaires qu'économiques, dans le but, précisément, d'éviter que de telles pressions ne repercutent en priorité sur les autres partenaires.

— 1979 apparaît comme l'année de l'Europe, non seulement pour le S.M.E. mais aussi, selon certains, pour l'élection directe de l'Assemblée parlementaire européenne. A quelles conditions l'un et l'autre événements pourraient-ils donner un choc politique au processus d'unification européenne ?

— J'ai toujours pensé que l'élection directe du Parlement européen doit représenter un changement qualitatif dans le processus de construction de l'Europe. Même si aujourd'hui certaines forces politiques européennes — mais pas les italiennes, il faut le répéter — manifestent des réserves et des réticences. On ne peut pas ignorer que le passage du système actuel d'élection indirecte au suffrage universel direct pose en soi un lien immédiat entre les peuples et l'Assemblée, augmentera nécessairement le prestige de cette dernière et donc son influence.

— Si c'est ce qui arrive, comme je le crois, on ne peut que constituer un stimulant réel pour une plus grande cohésion politique, de même que le système monétaire, s'il fonctionne, de manière efficace, représentera un facteur important de cohésion économique. L'essentiel est de ne pas perdre de vue la tension des efforts qui ont été faits, nous osons le dire, à la réaffirmation des engagements nationaux, on se souviendra de 1979 comme de l'année où l'Europe aurait raté le train de l'unité.

Au-delà des visions particulières

— Le fait que les deux pays qui ont pris l'initiative du S.M.E. en lui attribuant une haute signification politique, semblent s'être accordés sur un point, c'est que le développement des pouvoirs du Parlement européen, l'Allemagne et la France, ne semblent pas de très bon augure.

— A l'approche de la date des élections européennes, il était inévitable que certaines forces politiques reprennent les vieilles polémiques. Nous ne voulons pas créer de difficultés de ce genre en approfondissant la question maintenant. Il y a des mouvements historiques qui font au-delà de toutes les visions particulières.

— Un pays comme l'Italie apporte différents thèmes dans l'Europe communautaire : pays faible à côté de pays forts, pays politiquement instable ou peu homogène en face de pays factices ou plus homogènes, pays avec le plus fort parti communiste du monde occidental.

— L'unification de l'Italie n'a pas rendu les Siciliens Lombards, ou réciproquement, et pourtant, en plus d'un siècle, l'Italie est restée unie et est devenue plus harmonieuse. Ainsi nous ne prétendons pas, ou nous ne pensons pas souhaitable, que l'industrialisation de l'Europe doive effacer les caractéristiques nationales des pays membres. Mais je considère que tous peuvent tirer avantage d'une plus grande homogénéité sur le plan économique et social. Notre choix européen n'est pas d'aujourd'hui : notre ambition n'a pas été inférieure à celle

des autres. L'insistance de nos partenaires pour que nous restions pleinement dans la Communauté lors de cette phase délicate, nous oblige à nous oser à la réaffirmation des engagements nationaux, on se souviendra de 1979 comme de l'année où l'Europe aurait raté le train de l'unité.

— Vous avez toujours donné une importance notable aux élections européennes. Toutefois, le P.C.I. est, malgré tout, le parti qui a exprimé les réserves les plus fortes sur le S.M.E. et a finalement voté contre.

— Je ne crois pas que l'attitude du P.C.I. soit représentative du S.M.E. — et je l'ai dit au Parlement — puisse être interprétée comme un indice d'affaiblissement du choix européen. Les déclarations précédentes faites par les orateurs communistes, comme du reste par les socialistes, sur leur adhésion tardive à notre participation à la Communauté confirment ma conviction.

— Aujourd'hui, de toute façon, l'Italie est dans le système monétaire et cela suppose une convergence des différentes politiques économiques, donc un progrès, même si, comme vous le dites, la dépense publique en Italie est élevée. Comment pensez-vous que cela puisse se concilier avec la nécessité de réduire la dépense publique en Italie et avec les difficultés réelles à adopter une politique salariale dans la ligne de celle des autres pays ?

— Je considère non seulement que notre adhésion au S.M.E. est cohérente avec l'engagement du gouvernement d'assainir notre économie en diminuant le taux d'inflation et en augmentant l'emploi et la production, mais aussi que le fait de ne pas y adhérer aurait mis en doute notre volonté d'atteindre de tels objectifs.

— Je voudrais en outre rappeler que l'ordre du jour de la Chambre après le débat sur le S.M.E. a engagé le gouvernement à suivre une politique de renforcement des investissements, de défense et de développement de l'emploi, avec priorité absolue au Mezzogiorno, en réduisant le déficit des dépenses courantes, les besoins totaux du secteur public élargi et en diminuant les coûts de production. Le gouvernement remplit un tel engagement en faisant de ces objectifs autant de points-clés de son « plan triennal ».

— Je souhaite d'autre part que, dans les neuf pays, les syndicats prennent une part toujours plus active à la vie de la Communauté. Ce sera un autre bond de qualité et un signe d'une future « popularisation » de la C.E.E.

Propos recueillis par ALDO RIZZO.

EN 1978, une hémisse de l'air obtient d'un tribunal belge la condamnation de la Sabena pour non-respect du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. En 1975, la Cour de cassation française donne raison à la société Jacques Vabre face à l'Administration des douanes, qui exigeait le paiement d'un droit contesté. En 1974, une P.M.E. italienne (le laboratoire Zoja) gagne un procès contre une multinationale

américaine (C.S.D.). Régulièrement, des entreprises sont sanctionnées pour pratiques contraires aux intérêts des consommateurs, etc.

Ces exemples, pris au hasard des tribunaux (nationaux) d'Europe appliquant le droit communautaire, montrent bien que les lois de la Communauté exercent, qu'elles concernent directement les personnes (aussi bien physiques que morales) et que celles-ci peuvent s'en prévaloir devant leur tribunal habituel.

On est alors surpris lorsqu'on entend dire que la Communauté « doit tendre à devenir une confédération », alors qu'elle a dépassé ce stade. En effet, dans une confédération, les destinataires des décisions ne sont en aucun cas les citoyens directement, mais les Etats (la seule exception étant la Confédération helvétique, qui, juridiquement, est en réalité une fédération).

Mais si la Communauté est déjà sous certains aspects plus qu'une confédération, paradoxalement, elle n'a pas atteint ce niveau d'intégration : l'autorité fédérale est en principe investie de compétences internationales ; or, si tel est partiellement le cas de la Communauté (en matière économique et commerciale), les neuf Etats membres restent maîtres de leur diplomatie, même si une certaine coordination se fait dans le cadre des mécanismes de coopération politique. Si la Communauté est ainsi à la fois moins et plus qu'une confédération, tend-elle à devenir une fédération, tend-elle à devenir une fédération, comme d'autres l'annoncent ? Elle en a déjà un certain nombre de caractères (sans évoquer ici la question, controversée, du vote à la majorité) :

— De même que les chartes fé-

dérales, les traités communautaires transfèrent des compétences précises à une autorité supranationale : les accords commerciaux ne sont plus négociés par les Etats mais par la Communauté (qui a en outre conclu d'importants accords de coopération ou d'association avec les pays du bassin méditerranéen, avec cinquante pays en voie de développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention de Lomé, etc.) ; la politique agricole commune est bien connue et, à un moindre degré, le droit européen de la concurrence, de l'environnement, les normes de qualité des produits.

— La Communauté, à l'instar d'un pouvoir fédéral, dispose d'un réel pouvoir législatif et édicte des règles générales directement applicables à deux cent soixante millions d'Européens (un seul exemple, parmi des centaines d'autres, est la réglementation relative aux licenciements collectifs — soit-on

Toutefois la Communauté ne possède pas un certain nombre d'autres éléments caractéristiques des fédérations :

— Elle est régie par des traités internationaux, non par une Constitution ;

— Sa compétence internationale est limitée et exclut la politique étrangère et les questions de défense ;

— Alors que les institutions fédérales ont le pouvoir de déterminer leurs compétences propres au regard de celles des Etats fédérés, les institutions communautaires n'ont pas ce pouvoir ;

— La Cour de justice est juge de la légalité des actes de l'autorité communautaire, mais pas de la légalité des actes nationaux — elle ne s'assimile donc pas à une cour suprême fédérale ;

— Dans nos communautés comme dans l'Etat fédéral, nous nous trouvons en présence d'un système de subordination-participation à la règle commune mais participation de ces Etats à son établissement. Mais aussi, force est de reconnaître que dans nos communautés, le rôle des Etats dans l'établissement de la législation communautaire (leur participation)

(*) Délégué de l'Association française d'études européennes au livre *Pratiques de l'Europe communautaire*, Ed. A.P.I.L. Versailles, 1978.

La crise est d'abord celle du vieux monde

Trois types de raisons peuvent être proposées pour expliquer la mauvaise riposte européenne à la crise.

En premier lieu, l'Europe, qui est théoriquement une zone hautement industrialisée, a reconstruit son industrie sur des bases traditionnelles et peu novatrices : on peut dire, à titre de symboles, que les deux tiers de l'industrie européenne en charbon et en acier n'a pas eu l'avenir, le charbon européen allait être rapidement supplanté par le pétrole américain, et les plus grandes firmes du monde sont des firmes pétrolières américaines, et l'acier des nouveaux pays industrialisés. Le choix de départ portait en germe toutes nos difficultés actuelles.

La deuxième explication qui permet de mieux cerner les difficultés actuelles de l'Europe tient dans un mot : Etats-Unis. Il ne fait pas de doute que les Américains jouent de toutes leurs armes, et, en particulier, de l'arme du taux de change pour rendre dans un rôle de leadership l'Europe, amie et rivale. Le nouvel arbitrage défavorable envers l'Europe, par comparaison de la balance des paiements aux Etats-Unis ou dans les pays nouvellement industrialisés, provient largement du changement de parité dollar contre monnaies européennes. La

Rendement et protection sociale

La crise de ce paroxysme des problèmes de l'Europe, on ne peut ressentir un sentiment profond d'expectative. Il ne fait pas de doute que les politiques d'ajustement des situations financières des entreprises sont une condition de la reprise, mais elles ne provoquent pas la relance de l'activité. Les entreprises ne croient plus à une Europe en croissance rapide et surtout ont des occasions de profits plus favorables ailleurs dans le monde : l'industrialisation n'est pas au bout de ce chemin. La constitution d'une zone monétaire stable dans la C.E.E. est certainement un préalable à toute croissance équilibrée, mais si le S.M.E. — au reste tronqué — n'est qu'un serpent qui enserrera les politiques économiques des pays, en l'absence d'une expansion dynamique et convergente des économies des Neuf, il

qu'elle a été décidée à Bruxelles ?

— Comme dans une fédération, les Etats membres sont subordonnés à la Cour de justice des Communautés européennes (C.J.C.E.) de Luxembourg. Dès 1964, dans une affaire de facture d'électricité impayée, les juges ont clairement affirmé que ces Etats, en ratifiant le traité instituant la C.E.E., ont définitivement renoncé à exercer leur souveraineté dans les matières régies par ce texte et ne sont donc plus en droit d'imposer dans ces domaines des règles contraires.

— A la manière des chartes fédérales, des traités de Rome sont conclus sans limitation de durée et sans possibilité de retrait ; la procédure de révision des traités associe les institutions de la Communauté (excluant donc la simple conférence diplomatique) ; ils créent directement des droits et obligations pour les particuliers (principe dit de l'« immédiateté fédérale »).

Une construction originale

Il est beaucoup plus important qu'il ne l'est dans le système fédéral. (Professeur Pierre-Henri Teitgen, cours de droit institutionnel communautaire, Paris, 1974.)

Si la déclaration Schuman du 9 mai 1950 évoquait « les premières années concrètes d'une fédération européenne », le traité de 1957 est dans son préambule à la fois moins immédiatement ambitieux et plus pragmatique, les signataires se déclarant « déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens ». Le choix entre fédération et confédération peut donc être écarté, car on se trouve en présence d'une construction « au génie », avec pour caractéristique majeure d'être évolutive, progressive. Elle n'atteint pas le stade de la fédération, tout en le dépassant ; elle n'est pas tout à fait, tant s'en faut, une fédération... et probablement ne doit pas tendre à le devenir.

En effet, pourquoi une fédération, qui supposerait le transfert à l'administration européenne d'un certain nombre de compétences qui sont aussi bien, si ce n'est mieux, assumées au niveau national, régional ou local ? Pourquoi creuser davantage le fossé entre gouvernements et gouvernés quand rien ne le justifie ? Les compétences et pouvoirs doivent être assumés au niveau géographique approprié.

La crise est d'abord celle du vieux monde

balance du dollar être les coûts relatifs de main-d'œuvre (exprimés en dollars) partout en Europe, et spécialement en R.F.A. et dans les zones très industrialisées, accélérant les délocalisations vers d'autres pays à bas salaires, aggravant donc l'obsolescence d'équipement de production de biens de pas de gamme ou très standardisés. La « crise » du dollar, dont le cours varie différemment selon les devises, contribue, en outre, à accroître les disparités entre nations européennes et gêne durablement une plus forte intégration, si elle ne détruit pas la seule base vivante de la C.E.E., le Marché commun agricole.

Troisième explication : la division des Européens. Devant la dépendance d'une partie de ses moyens industriels, l'Europe doit gagner la bataille des marchés de haute technologie. Les exemples de division ne manquent pas qui expliquent la lenteur de la concentration pour mettre en œuvre une politique industrielle nouvelle commune, face à une offensive onduleuse des Etats-Unis ou du Japon. On comprendra cependant que la dépendance de l'Europe, sur le plan de la défense, lui ôte toute indépendance économique véritable dans la mesure où cet argument diffère nettement des intérêts fondamentaux des différents pays européens.

Le risque d'avoir un terrible effet dépressif, aggravant ainsi la crise en Europe.

Et surtout, ce qu'il faut craindre avant tout, c'est que les gouvernements, comme il semble qu'ils en aient un peu partout, l'intention, ne voient plus la solution, en désespoir de cause, pour rétablir l'Europe comme une zone de hauts rendements que dans le démantèlement des systèmes sociaux de protection, de retraites, d'assurance... qu'ils ont fait de plus en plus lourds à supporter, à mesure que la croissance se ralentit. Pour le long terme, c'est là que nous voyons, nous, la grande menace industrielle.

Souhaitons que nous soyons assez lucides pour ne pas croire aller de l'avant en faisant un terrible chemin en arrière.

PHILIPPE MAHRER.

le chèque-restaurant c'est nous.

Nous avons été les premiers, il y a 18 ans, à vous offrir les avantages du CHEQUE-RESTAURANT. 18 ans d'expérience au service de votre société.

A compter du 1^{er} janvier 1979, reprenez bien en compte : la part patronale exonérée de toutes charges sociales passe de 5,00 F à 8,50 F, d'où un avantage supplémentaire important.

Nous pouvons vraiment vous aider plus. Interrogez-nous.

Distribué par les 250 agences du Crédit Lyonnais

LE CHEQUE-RESTAURANT m'intéresse. Je désire recevoir votre documentation.

Nom _____

Société _____

Adresse _____

LE CHEQUE-RESTAURANT
1, RUE MAGELLAN 75008 PARIS
TEL. 723.94.11 / 74.18

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'APPARTEMENT que vous recherchez.

Je paye 150

50 من الاصل

EUROPA

EUROPA

COLLOQUE

L'irrésistible montée du chômage et les balbutiements de ses guérisseurs

Fin 1978, il y avait environ six millions de chômeurs en Europe, soit 5,5 % de la population civile active. Chaque année, le potentiel de la main-d'œuvre européenne augmente de 0,8 %. Ce qui signifie que tous les ans un million à un million et demi de demandeurs d'emploi viennent s'ajouter aux autres. Ce problème du marché du travail demeure aigu encore pendant environ dix années. Ensuite, le nombre de la population active diminuera. En 1990-1995, il se pourrait même qu'il y ait à nouveau une pénurie de main-d'œuvre. Le cercle « Bergstein », un forum allemand de discussion, discutait d'une telle considération internationale, à la fois de la gravité des problèmes, de la nécessité de prendre des mesures, de l'insécurité des entreprises, des investissements, de la flambée des prix du pétrole et du travail au noir.

M. ERICH STREISSLER, professeur de l'université de Vienne, a lancé dans le débat la thèse que n'était pas très difficile, dans une société de surabondance, garantir à chacun un emploi. « Il suffit de faire de l'État », a-t-il déclaré. Un certain nombre de pays du monde occidental avaient commencé à suivre cette voie, notamment la Grande-Bretagne. Mais M. Streissler a répété cette possibilité. Comme par le passé, l'objectif devait être la réduction de la main-d'œuvre disponible dans l'économie privée. M. Gottfried Bombach, professeur à l'université de Bâle, a dans des doutes sur le nombre des chômeurs. En Suisse, jusqu'à présent, il n'y avait pas d'assurance-chômage — et pas de chômeurs. Lors de prochaines élections, d'ici à l'été, il y aura statistiquement des chômeurs en Suisse. Lors de la dernière élection en Suisse — sans assurance-chômage — cent quinze mille travailleurs, dont les autorités suisses compétentes ne savaient pas qu'ils étaient devenus, avaient disparu.

Un exemple suisse

Ce n'est pas seulement la fuite du pouvoir d'achat dans les pays du pétrole qui est rendue responsable du chômage mondial, mais également la fuite pour la répartition du travail entre les États industrialisés et les pays en voie de développement qui a été déclinée vers le monde occidental. Les États-Unis ont subi ces changements de structure il y a dix ans déjà, a déclaré M. Otto Kreye, collaborateur scientifique de l'Institut Max-Planck — Institut de recherche des conditions de vie du monde technico-scientifique. À l'époque, il y avait eu des transferts de capitaux vers le Mexique, vers le Sud-Est asiatique et surtout vers l'Europe occidentale. Donc, à l'époque, le « boom » avait été pratiquement importé par l'Europe. Des emplois nouveaux y furent créés, mais aux États-Unis le chômage se développa.

Le Fonds régional ne peut continuer à gaspiller ses crédits

(Suite de la page 10.)

Le cas du Royaume-Uni est encore différent, où le problème n'est pas de développer, de créer des emplois, mais bien de revitaliser un tissu industriel vieillissant. Face à ces situations diverses, le Fonds régional se trouve dans un rôle essentiellement bureaucratique, celui d'organiser et de répartir des transferts financiers automatiques vers les États membres. La vérité est celle-ci : il n'y a pas de politique régionale communautaire. Il y a une politique d'actions propres à la C.E.S., mais pas de choix actif de projets. Les Fonds sont des caisses de redistribution passive, dont les interventions ont comme unique sens de compléter (ou ce qui est plus grave de remplacer) l'effort national : les projets sont envoyés à Bruxelles, et s'ils ne sont pas acceptés, ils sont rejetés dans les régions. Cette dernière défaillance ne suffit-elle pas d'ailleurs à expliquer les réactions des pays payeurs, en particulier de l'Allemagne, à développer le rôle de ces fonds ?

Les États membres sont responsables de cette situation lamentable. La création du Fonds régional a été réclamée par certains d'entre eux avec l'objectif d'obtenir un budget communautaire mieux équilibré, moins exclusivement attaché au fonctionnement du Marché commun agricole. Le Royaume-Uni et l'Italie, estimant bien malgré les remboursements qu'ils recevaient du Fonds européen agricole, ont voulu diversifier les instruments financiers communautaires, organiser des transferts dans d'autres secteurs. Pour justifier l'absence, on lui a donné une peinture régionale ou sociale.

qu'avec un temps de travail l'échange les salaires pourraient également augmenter plus fortement. M. Hauff met en garde contre la thèse d'une forte augmentation des emplois. Il cite une étude américaine qui détermine que ce sont justement les branches industrielles qui ont une forte augmentation de productivité, qui enregistrent également la plus forte croissance de l'emploi. Cela ne peut être que le point de vue des branches en expansion comme très utiles.

Cette idée est également confirmée par la thèse de Spehmann, responsable de la société Thyssen, la plus grosse société allemande de la sidérurgie. La construction d'une centrale nucléaire avec une production de 1 200 mégawatts offrirait un emploi à l'heure-neuf mille personnes, ce qui est considérable. Mais la construction de logements, puisque la population des années à forte natalité atteint maintenant l'âge du mariage, M. Spehmann voit un danger pour le marché du travail dans le « travail noir ». D'après ses constatations, il augmente rapidement. Rien que pour la République fédérale allemande, le chiffre d'affaires du travail au noir oscillerait entre 25 milliards et 30 milliards de deutschemarks, soit 2 % du produit national brut allemand. De façon purement arithmétique, il résulte des indications de M. Spehmann, que rien qu'en Allemagne, quatre cent cinquante mille emplois environ sont perdus.

Une plus grande possibilité de choix pour les salariés entre le temps de travail et le revenu, l'extension des possibilités du travail à temps partiel, l'abaissement de la retraite, le temps de travail à la carte, les congés spéciaux, la mise en congé pour un an et le développement de nouvelles professions féminines dans des secteurs réservés jusqu'à présent aux hommes, sont des mesures réduisant le chômage ? L'idée que trop de salariés dans des secteurs réservés jusqu'à présent aux hommes, sont des mesures réduisant le chômage ? L'idée que trop de salariés dans des secteurs réservés jusqu'à présent aux hommes, sont des mesures réduisant le chômage ?

HANS BAUMANN.

Des aménagements mineurs

Pour rendre efficace le fonctionnement des Fonds ? La Commission y réfléchit. Certains aménagements, à vrai dire mineurs, ont déjà été décidés : ainsi les États membres devront désormais soumettre des programmes de développement régionaux, et il faudra que les projets pour lesquels les crédits sont sollicités soient inscrits dans ces programmes. C'est le cas de ceux qui, dans la Commission, déterminent des domaines prioritaires d'intervention. M. Giolitti, le commissaire chargé de la politique régionale, envisage le lancement d'opérations intégrées de développement régional. Ainsi, une opération intégrée de reconversion industrielle pourrait concerner la zone située à cheval sur les frontières du Luxembourg, de la Sarre et de la Lorraine.

Cette initiative revêt une double préoccupation ressentie par tous comme essentielle, du moins si l'on veut échapper à l'insatisfaction actuelle.

1) Pour « coller » davantage à la réalité, il faut rendre les interventions de la Communauté plus sélectives. Dans cet esprit, il faudrait éviter la dissémination, le saupoudrage des crédits sur un nombre considérable de projets que l'on ne contrôle pas. (Cinq mille projets d'investissement ont bénéficié d'un financement du Fonds régional de 1975 à juin 1978.) Autrement dit, la Communauté pourrait avoir intérêt à concentrer ses efforts sur un petit nombre d'actions, d'opérations intégrées du type décrit par M. Giolitti.

Philippe Lemaître.

AU PAYS DES ÉCONOMISTES

MM. Bacon et Eltis : trop peu de producteurs en Grande-Bretagne

Il y a treize ans, cette question d'examen de l'université d'Oxford était posée : « Peut-on rencontrer à la fois une croissance zéro, une inflation élevée, un fort chômage et une balance des paiements déficitaire en économie ? » Les étudiants interrogés avaient alors répondu qu'un tel phénomène ne se rencontrait que dans les pays sous-développés, ce en quoi ils se trompaient, comme d'ailleurs leurs professeurs.

Od une telle combinaison inimaginable, dans laquelle des objectifs macro-économiques ne sont pas atteints, de reconnaître qu'il s'agit d'un problème de Grande-Bretagne, dans un pays qui n'a rien d'un pays sous-développé et ne peut pas se plaindre de manquer de moyens de gouverner la politique économique dans ses « grandes larges » comme dans ses « petites larges ». Au milieu des années 70, la situation était telle que toutes les recettes classiques utilisées jusqu'à la pour soigner la maladie britannique ne semblaient plus faire d'effet.

Robert Bacon, professeur d'économie à l'université d'Oxford, et Walter Eltis, professeur d'économie à cette même université, sont partis de ces observations pour développer une théorie fondamentale. C'est ainsi qu'ils ont rédigé en commun un ouvrage intitulé « Le problème économique de la Grande-Bretagne : trop peu de producteurs, qui

absorbés trop rapidement et en trop grandes quantités par des secteurs économiques dont les résultats ne peuvent pas être commercialisés, il peut en résulter un effondrement, une désintégration de l'économie. La population « productive » qui doit « entretenir » la partie de l'économie qui ne travaille pas pour le marché (ce qui n'est pas obligatoirement la même chose que le secteur public, quand bien même c'est, la plupart du temps, de celui-ci qu'il s'agit) n'est pas prête, en dehors des périodes de guerre, à payer des impôts de plus en plus élevés. Les travailleurs frustrés reportent les charges qu'ils supportent sur leurs salaires, qu'ils veulent de plus en plus élevés. Les entreprises, qui n'ont pas avant de faciliter pour s'imposer au plan politique, une fois épuisée leurs propres possibilités de répression sur les prix, ou lorsqu'ils les leur à réduire, ne peuvent plus investir suffisamment, ce qui accroît le chômage et, de concert, le mécontentement des travailleurs.

Une pyramide inversée

Bacon et Eltis peuvent constater avec satisfaction que, dans leur propre pays, des politiciens venus de tous les horizons, que ce soit de l'aile située à l'extrême gauche du parti des travaillistes ou parmi les dirigeants actuels du parti conservateur, acceptent le point de départ de leur analyse. Même le gouvernement britannique actuel (depuis 1976) se comporte — mises à part quelques récentes recrudescences provisoires dans de vieilles et mauvaises habitudes — comme s'il ne prenait plus ses leçons uniquement de Cambridge, mais à Oxford. Le modèle de pensée Bacon/Eltis a, depuis, également été « essayé » sur d'autres pays. Les deux économistes d'Oxford ont eux-mêmes testé leur théorie sur la situation des États-Unis et du Canada, en la modifiant légèrement. Des études du même genre sont en cours, applicables à l'Australie et à la Suède. D'autres économistes — Claude Jessua en France et Laura Castellucci en Italie, au cours des années 1977 et 1978 par exemple — ont également travaillé depuis à partir de la distinction utilisée par Bacon et Eltis entre « secteurs du marché » et « secteurs du non-marché ». Les économistes d'Oxford ont, bien sûr, également leurs critiques. Il leur a notamment été reproché de faire l'hypothèse — insoutenable selon certains — suivante : l'offre non vendable (c'est-à-dire l'offre qui ne peut pas être échangée sur le marché) est à un prix croissant le prix de revient, ni exportée, est moins satisfaisante que l'offre produite pour le marché. La réponse de Bacon et Eltis, qui, du reste, n'ont jamais vraiment formulé une telle hypothèse, est très simple : c'est moins la demande de services publics supplémentaires qui mérite d'être critiquée que le rythme auquel ces services se développent par rapport à la croissance de la « production ». Autrement dit : le bien-être, même émanant d'un service public, devient un luxe insupportable lorsque le poids de son financement pèse de façon croissante sur la couche productrice de la population, à l'instar de la pointe d'une pyramide inversée.

KARL GRUN.



LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE C'EST ÇA !

Sans aucun accident à l'égard d'un tiers, la voie navigable a transporté, en 1 an 49 millions de tonnes d'hydrocarbure et 2 millions de tonnes de produits chimiques ainsi que de nombreux colis lourds et encombrants sur les voies navigables. transport exceptionnel n'est jamais convoi exceptionnel.

De plus le transport fluvial est le plus économique en énergie : il consomme 5 fois moins de carburant que la route.

Je souhaite mieux connaître les possibilités du transport fluvial :

Nom :	Prénom :
Société :	Secteur économique :
Fonction :	Adresse :
Code postal :	Tél. :

Pour réaliser des économies de transports permettant d'améliorer vos coûts de production et de distribution, retourner ce coupon dès aujourd'hui sans aucun engagement de votre part.

Office National de la Navigation

2, boulevard de Latour Maubourg - 75007 Paris - Tél. : 550.32.24 - Tél. ext. : 250.857

L'Europe souterraine

(Suite de la page 19.)

Le parcours tactile qu'organise cette étonnante exposition se propose d'être le début d'une recherche et d'une rencontre entre un musée et des enfants non-voyants. Cette exposition aura fait le tour de France puis de l'Europe; elle est maintenant demandée au Japon, au Mexique, aux Etats-Unis. Elle n'a pas été seulement l'objet d'une

innovation pour les enfants (« c'est un musée où on peut toucher »); elle a été également l'occasion de rencontres européennes sur la pédagogie sensorielle et aussi d'échanges de personnes — voire d'équipes entières — entre musées d'enfants d'Europe pour comparer méthodes et matériels pédagogiques. La perspective? Un consortium européen des musées d'enfants.

La Poste de l'amitié

Pour rester dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, mentionnons encore la Poste européenne de l'amitié créée en 1975 par le Salon de l'enfance, à Paris. C'est une association composée exclusivement de bénévoles et dirigée par un fonctionnaire européen à la retraite, M. Leymarie. Cette « poste » met en présence de jeunes Européens de la Communauté et de jeunes Français. En 1977 le réseau de correspondants a dépassé quarante mille jeunes. Le rythme de la correspondance entre deux jeunes s'établit souvent à deux lettres par mois et se prolonge par des séjours de vacances dans les familles. Les Danois et les Néerlandais correspondent en anglais avec les Français.

La Poste de l'amitié rencontre un tel succès et répond à un tel besoin qu'elle doit freiner sa propre publicité: à la suite d'un reportage qu'avait publié sur elle un journal allemand pour jeunes filles, elle a reçu en quelques semaines, d'entre Rhin, dix mille demandes de correspon-

dance! Le simple échange de timbres n'explique pas seulement cette faveur. Les raisons en sont énoncées dans les nombreuses lettres que les jeunes correspondants envoient aux responsables de la poste: « Vous m'avez permis de me faire un nouvel ami; pour moi, c'est très important »; « Cela me permet de découvrir des mœurs et coutumes différentes, de connaître d'autres habitudes », lit-on fréquemment. D'ailleurs, l'essentiel des lettres porte sur l'école et les modes de vie.

Les actions peuvent tout autant s'attacher à des problèmes de société. Un exemple récent en est fourni par les Ateliers européens de l'abbaye de Fontevraud qu'organise le GREP (2). D'ores et déjà, on considère que ces rencontres constituent les « Etats généraux » de la ruralité en Europe.

Par l'ampleur des débats qui s'y déroulent, c'est en réalité à une réflexion concrète sur la société post-industrielle que se livrent les participants. A un niveau plus

modeste, les Ateliers de Fontevraud sont devenus un forum permanent où des hommes — souvent issus dans leur action quotidienne, — ayant appris à se connaître et à s'apprécier, échangent des informations, élaborent des programmes de recherche, font le bilan de leurs expériences et se re-schématisent ensemble à la façon de traiter des problèmes communs.

Mentionnons aussi l'action du Centre européen de recherche sur l'évolution de la société — European Center for Women Studies in a Changing Society. Le CEFRES a été créé à Genève en 1977 par Françoise Latorre Da Veiga Pinto. Le CEFRES veut faire en sorte que les femmes,

loin de s'enfermer dans un féminisme passionnel ou de continuer à laisser la société aux mains des hommes, modifient les structures sociales en y participant totalement. C'est-à-dire en acceptant et même en défendant la spécificité de leur condition et des valeurs qui les insistent. Aujourd'hui, le CEFRES, qui est introduit au B.I.T. et à la Communauté européenne, a étendu son réseau à quinze pays européens. L'aboutissement provisoire en est un important colloque européen qui, en janvier, à Lisbonne, traitera du thème « Travail et emploi: vers quelle société? », à partir d'une réflexion féminine particulièrement riche.

Le champ du quotidien

Ces actions à la base, quoique centrées sur les pays de la Communauté, les dépassent largement, ce qui est normal. Mais, dans bien des cas, la Commission n'est nullement le point de passage obligé, le point de convergence et d'aboutissement de ces initiatives. Le plus souvent elles s'élaborent et se réalisent en dehors d'elle. A dire vrai, les nouveaux secteurs de l'Europe du quotidien ne connaissent pas toujours les institutions européennes qui leur paraissent trop distantes et complexes et dans lesquelles, parfois, ils ont cherché vain un interlocuteur.

Autant dire que les services de la Commission ne font pas toujours l'effort nécessaire pour reconnaître ces initiatives et contribuer à leur concrétisation par une modeste contribution financière ou une information appropriée.

Combien de hauts fonctionnaires peuvent-ils se flatter d'être en contact avec les associations qui relèvent de leur secteur des relations aussi sérieuses et ouvertes que M. Michel Carpentier, directeur général du service de l'environnement et de la protection des consommateurs?

La démocratisation de la Communauté ne se fera pas du jour au lendemain par la seule vertu de l'élection au suffrage universel de son Assemblée: cette démocratisation relève aussi d'un effort constant de l'administration communautaire sur elle-même pour se rendre plus transparente et prêter une attention plus attentive au vœu européen: telles étaient déjà les conclusions d'un colloque tenu à Paris en 1976 sur la question (3).

Cette déficience serait d'une

toute la richesse. Il contribue de façon décisive à forger l'unité européenne. C'est que, comme l'écrit André Danzin, « ce n'est pas en confrontant des programmes, c'est-à-dire par la bureaucratie, que l'on parviendra

à ces objectifs de communication et d'autocoordination: c'est par l'action, c'est-à-dire par l'association de diverses équipes réunies autour d'une étude commune, la réalisation d'un projet commun... »

portée limitée. Il existait par ailleurs des institutions à même de soutenir des actions de coopération à la base. Malheureusement, les rares organisations qui agissent au niveau européen sont trop souvent soucieuses de leur prestige pour le « risquer » dans des projets apparemment aléatoires et modestes, qui, de surcroît, exigent souvent un financement pluriannuel. Enfin, à l'inverse des Etats-Unis, l'Europe répugne toujours à reconnaître la valeur de la recherche-action (« action-research ») et d'une démarche comparative fondée sur l'induction.

Dans ces conditions, les initiateurs des projets d'intérêt européen n'ont que plus de mérite. Ils doivent déployer d'immenses efforts et consacrer un temps considérable pour concrétiser leurs projets, c'est-à-dire souvent réunir quelques dizaines de milliers de francs. Dès lors, la sélection naturelle joue à plein. Pour un projet parvenu à maturité, après deux ou trois ans de travail bénévole, combien ont sombré dans l'indifférence?

Il faut espérer que la nouvelle Fondation européenne dont la création a été formellement approuvée par le conseil européen de Brême en avril 1977 jouera ce rôle irremplaçable: faire en sorte qu'un échange incessant innove l'Europe, une Europe des citoyens ancrée dans leur quotidien.

GILBERT CATY.

La Simca Horizon domine 16 concurrentes, et enlève le titre de Voiture de l'Année 78/79.

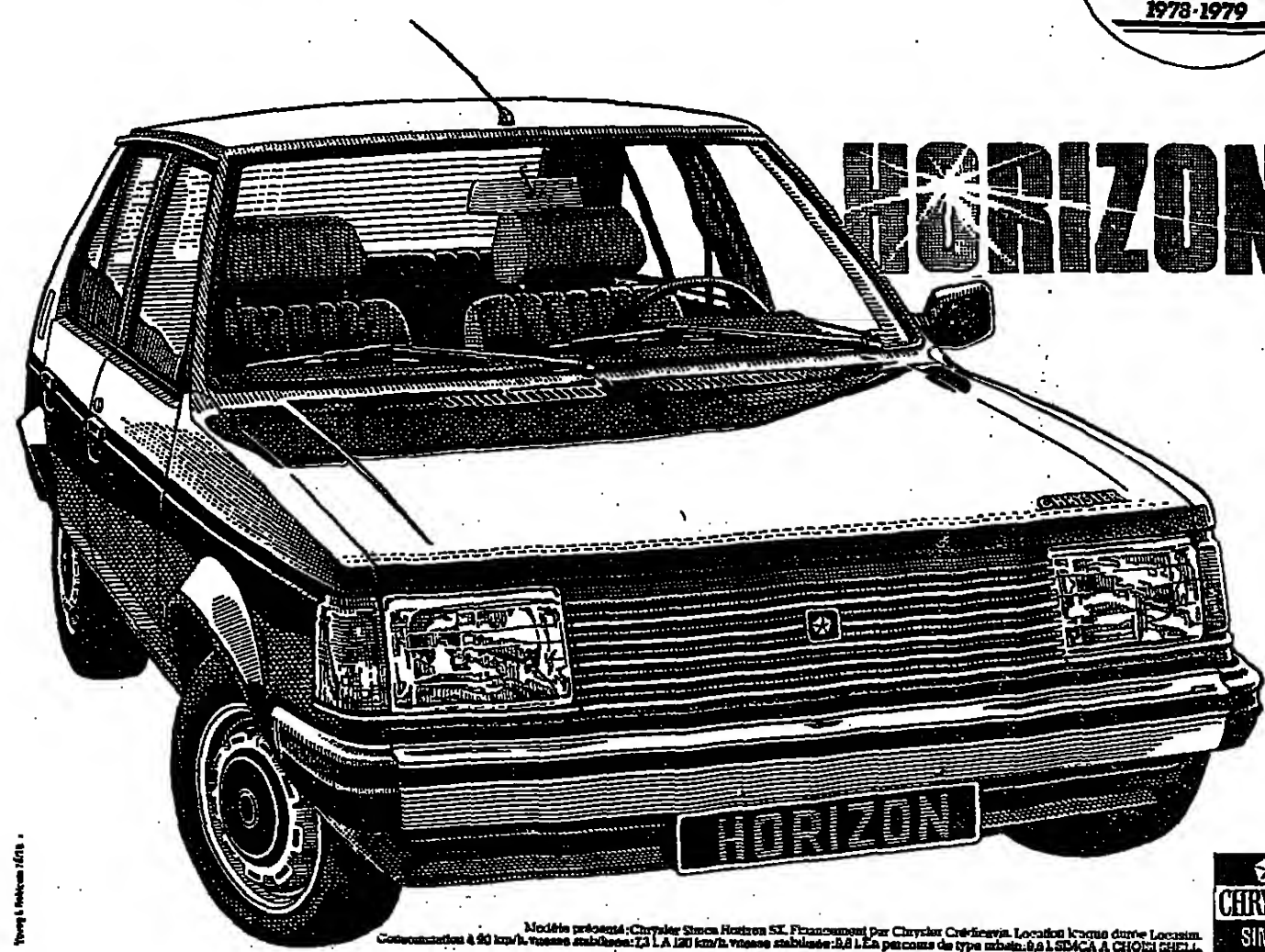
Cette année le jury est composé de 53 journalistes de la presse automobile européenne représentant 16 pays. En face d'eux 17 concurrentes, les nouveautés lancées en 1978. Chaque voiture est jugée puis notée en fonction de 5 critères fondamentaux: la sécurité, le confort, les performances, l'innovation technique et le rapport qualité/prix.

Parmi les concurrentes il y a bien sûr des favorites, quelques voitures entre lesquelles tout va se jouer. Le verdict des notations est sans appel. La moindre défaillance coûte

des points. Le titre de Voiture de l'Année est considéré comme la plus haute récompense pouvant être attribuée à un constructeur automobile.

Pour la 2^e fois en 4 ans, il sera

décerné à Chrysler Simca. En 75/76, la Voiture de l'Année était la Simca 1307/1308, en 76/77, la Voiture de l'Année s'appelle Horizon.



Concours : le droit des minorités

Quels devraient être les droits des minorités? Europa et la Fondation internationale de recherche et de formation sur les droits des minorités (the Minority Rights Group) vous ont posé la question. Le concours ouvert au terme duquel un prix de 500 livres sterling (4500 F) sera attribué par cet organisme à l'auteur du meilleur article répondant à cette interrogation, sera

clos le 31 janvier 1979. Les textes devront être adressés en trois exemplaires ne dépassant pas mille cinq cents mots au Minority Rights Group, Benjamin Franklin House, 38 Craven Street, London WC2N 5NG. Le meilleur essai, choisi par un jury composé de représentants d'Europa et de l'institution londonienne, sera publié dans nos colonnes au mois d'avril prochain.

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES
FONTAINEBLEAU

Ouverture des admissions pour la session 1979/80 du
PROGRAMME MBA

Ce programme d'un an, débutant en Septembre prochain, couvre les principaux domaines de la gestion internationale. Suivi chaque année par 200 participants représentant plus de 30 pays, il intéresse particulièrement:

- les Economistes et Diplômés d'Ecoles Commerciales
- les Ingénieurs
- les Juristes et Diplômés de Sciences Sociales

Le Service de Placement de l'INSEAD aide les participants à trouver des situations de tout premier ordre.

Les conditions d'admissions comprennent en particulier:

- un test d'aptitude au management (GMAT)
- des connaissances linguistiques (Anglais et Français courant; Allemand souhaité)
- de préférence une expérience professionnelle préalable

Pour toute information complémentaire sur le programme, l'admission ou les modes de financement, écrire à:

INSEAD
Institut Européen d'Administration des Affaires,
Service Admissions (I.M.), Centre Filie, Boulevard de Constance,
77305 Fontainebleau Cedex, France.
Téléphone: (1) 422 48 27. Télex: 690389 F.

a. meysignac

DÉCORATEUR FABRICANT - TAPISSERIE - EBENISTERIE
ATELIERS BUREAU D'ETUDES MAGASINS
42-44, Fbg St-Antoine Paris 12^e PARKING 343 96 31

NOUVEAU!
RETENEZ VITE
VOTRE PREMIER
NUMERO EN VOI
ABONNANT
DES AUJOURD'HUI
à partir de 25 janvier 1979

Un format magazine
pratique et attrayant
Une mise en pages
claire et agréable
Et beaucoup
de couleurs!

سكزا من الاصل

NOUVEAU MENSUEL, INTROUVABLE EN KIOSQUE!

Enfin un magazine qui ose se consacrer à tous vos problèmes d'argent: Mieux-Vivre

Faites une première économie de 47F en devenant Abonné-Fondateur:

un an pour **98^F** seulement

ÊTES-VOUS de ceux qui évitent de parler d'argent? Pourtant, il vous faut bien l'admettre : quelles que soient votre situation, votre position sociale, l'argent se trouve au centre de vos préoccupations quotidiennes, et conditionne votre mode d'existence.

Mais si, dans votre profession, vous êtes un spécialiste, vous vous sentez par contre trop souvent désarmé, face aux problèmes que soulevait vos propres intérêts. Pour la première fois, un magazine s'est fixé pour objectif de vous aider chaque mois à bien gérer vos finances personnelles. Ce magazine, nouveau par son contenu comme par sa forme, c'est Mieux-Vivre.

L'argent que vous gagnez

Vous pourriez peut-être avoir un salaire plus élevé... vous créer un second revenu... faire une brillante carrière à l'étranger... fonder votre propre entreprise plus facilement que vous ne l'imaginez, avec de faibles capitaux de départ... aider votre femme à ouvrir un magasin... vous reconverter dans un secteur mieux payé...

Mieux-Vivre vous suggère chaque mois de nombreuses idées qui stimuleront votre esprit d'entreprise, illustrées par ces enquêtes d'exemples de cas vécus grâce aux

quels vous bénéficiez de l'expérience de ceux qui, avant vous, ont tenté - et souvent réussi - quelque chose : une reconversion après 40 ans... la création d'une affaire en devenant le fournisseur de leur ancien employeur... le lancement d'un restaurant... etc.

L'argent que vous dépensez

Avez-vous déjà songé aux sommes considérables que vous pourriez économiser si vous étiez toujours sûr de tirer le meilleur profit de votre argent, qu'il s'agisse de dépenses quotidiennes ou occasionnelles... de votre assurance-vie (qui vous coûte peut-être trop cher)... de votre logement (vaut-il mieux acheter ou louer? préférer le neuf ou l'ancien?)... de vos vacances (il y a tant de solutions auxquelles vous n'avez peut-être pas songé)... de vos loisirs (votre piscine est-elle vraiment un rêve inaccessible?)... de l'équipement de votre foyer (comment choisir votre chaîne Hi-Fi?) de votre voiture (certaines se déprécient deux fois plus vite que d'autres)...

Mieux-Vivre mènera à votre place les enquêtes que vous n'avez pas le temps de faire sur vos principales dépenses, étudiera les solutions qui vous feront réaliser, dans tous les domaines, des économies.

L'argent que vous épargnez

L'inflation existe, c'est indiscutable. Mais certains savent lui résister, en réalisant d'excellents placements, qui leur assurent des revenus confortables en dividendes et plus-values.

Que valent vraiment les placements containers? Les bijoux sont-ils une valeur-refuge? Quels sont les inconvénients des bons anonymes? Où en est le prix de la terre? Devez-vous acheter des parts de forêt? Comment choisir vos obligations? En suivant les conseils de votre banquier? La loi Monory est-elle une aubaine pour les épargnants?

Des grands types d'investissements (immobilier, terre, actions et obligations...) aux placements moins connus (objets d'art, tapis d'Orient, timbres, numismatique...), Mieux-Vivre passera en revue toutes les formules, décodera pour vous les plus rentables, et vous aidera à éviter les faux-pas: enfin, dans chaque numéro, un cahier de dernière heure sera exclusivement consacré à la gestion d'un portefeuille boursier.

Devenez Abonné-Fondateur

Inutile de chercher Mieux-Vivre en kiosque. Il sera vendu uniquement par abonnement.

Le prix normal pour un an est fixé à 145 F. Mais si vous décidez dès maintenant de devenir Abonné-Fondateur, vous recevrez chaque mois Mieux-Vivre pour 98 F seulement, soit une économie de 47 F!

Vous bénéficierez en outre de plusieurs autres avantages.

Un abonnement garanti

Cette garantie inhabituelle vous place à l'abri de tout risque: si, par extraordinaire, Mieux-Vivre cessait de vous plaire, vous pourriez interrompre votre abonnement à tout moment. Vous seriez alors immédiatement remboursé du solde de votre abonnement. Sans discussion.

Toujours le tarif le plus bas

Au moment de renouveler votre abonnement, vous aurez l'assurance de bénéficier, en votre qualité d'abonné-fondateur, du tarif de réabonnement le plus avantageux. Et cela, aussi longtemps que vous voudrez bien compter au nombre de nos abonnés.

Pour devenir Abonné-Fondateur, remplissez et retournez-nous le bulletin ci-dessous.

NOUVEAU! RETENEZ VITE VOTRE PREMIER NUMERO EN VOUS ABONNANT DES AUJOURD'HUI
(à partir du 1^{er} janvier 1979)

- Un format magazine pratique et attrayant
- Une mise en pages claire et agréable
- Et beaucoup de conseils



EN CADEAU
si vous choisissez de régler dès maintenant votre abonnement :
L'Agenda-Budget 1979 de Mieux-Vivre
un cadeau très pratique pour comprendre sans peine où passe votre argent.

BULLETIN D'ABONNÉ-FONDATEUR

à remplir et à adresser à Mieux-Vivre 26, rue du Bojoi, 75001 Paris

- Je m'abonne pour 1 an (11 numéros) à Mieux-Vivre. En qualité d'Abonné-Fondateur, je vais bénéficier des avantages exclusifs suivants :
1. Une réduction de 47 F sur le montant normal de l'abonnement (98 F au lieu de 145 F).
 2. Je recevrai le premier numéro de Mieux-Vivre qui sera introuvable en kiosque.
 3. Une garantie de pouvoir interrompre mon abonnement à tout moment, et d'être alors immédiatement remboursé du solde de mon abonnement.
 4. L'assurance de toujours pouvoir me réabonner, dans l'avenir, au tarif le plus avantageux.

☐ Je préfère vous régler dès maintenant 98 F et dans ce cas je recevrai en cadeau mon Agenda-Budget Mieux-Vivre (ci-joint mon règlement par : ☐ Chèque bancaire ou postal ☐ Mandat lettre à l'ordre de Mieux-Vivre).

☐ Je ne vous envoie pas d'argent. Je recevrai votre facture après avoir reçu le premier numéro.

Nom _____ Prénom _____

Adresse : N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Tarif étranger par train-bateau : 1 an 120 F, par avion : nous consulter.

SEAD
UNION EUROPEENNE
ADMINISTRATION
SAFETAIRES
TAPISSEUR
pour la session 1979-80 du
DIPLOME MBA
diplômés en Septembre prochain
de la gestion internationale
participants représentant
Diplômés d'Etudes
Diplômés de Sciences Sociales
de l'INSEAD et les participants
de tout premier ordre.
compréhension en participation
étude au management (GMAT)
langues linguistiques : Anglais et
Allemand souhaités
pour une expérience professionnelle
complète. Pour le programme, l'adressez
à : SEAD
Chère Pâle, Boulevard de Constance,
Paris 12^e.
Tél : 69.089.61

eyssignac
TAPISSERIE - EBENISTERIE
ET FURNIS MAGASIN
PARIS 12^e PARKING 343 96 31

SPORTS

SKI

- Ken Read à Morzine
- Ingmar Stenmark à Courchevel
- Christa Kinshofer aux Gets

La Coupe du monde de ski alpin, qui faisait étape en France ce week-end, n'a pas donné lieu à des surprises. Aux Gets, la jeune allemande Christa Kinshofer a confirmé sa suprématie en slalom géant, tout comme le Suédois Ingmar Stenmark, à Courchevel. Ce dernier a laissé son second, le Suisse Peter Lüscher, qui reste leader de la Coupe du monde, à près de quatre secondes.

Fabienne Serrat a dû se contenter d'une septième place aux Gets derrière sa compatriote Sophie Caprio, mais c'est Jean-Marc Muffat qui a réussi la meilleure performance dans le camp français en prenant la cinquième place de la descente de Morzine-Avoriaz, dominée par les Canadiens Steve Podborski et Ken Read.

Peur et solitude du descendeur

Morzine. — Comment les descendeurs n'auraient-ils pas peur ? Immédiatement après la barre du chronomètre électronique, le descendeur se trouve dans un trou béant qui jette le skieur sur la foule massée en contrebas. Un toboggan vertigineux qui impose un virage effréné aux jambes par sa pente en dévers avant de dévaler la montagne par la Combe à Machon. Vue d'en haut, la piste Jean-Vuarnet ressemble à une rampe de lancement.

Les candidats au guidage blanc, les descendeurs de la Coupe du monde de ski, sont arrivés les derniers sur l'aire de départ. A leur vue, les pisteurs, les techniciens, les officiels de l'épreuve sont devenus plus graves, les plaisanteries se sont faites rares. Les skieurs ont fait naître la tension. Les Suisses, confortables, ont dressé une tente, les autres se sont mis où ils ont pu et dégagent le matériel dans une forêt de skis plantés.

La peur s'est installée sur le carré de neige employé aux mille et un gestes de la préparation technique, aux exercices d'alignement, chacun a sa manière d'« entrer dans la course ». Pas rassés, comme pour garder encore le souvenir du double de la chambre d'hôtel, les Autrichiens se sont agenouillés dans la neige, silhouettes casquées occupées à une énigmatique adoration au soleil. D'autres se sont simplement approchés du virage et se mesurent à la piste. Ils ne seront rassurés qu'en voyant les ouvreurs de l'épreuve passer sur cette neige glacée.

Andy Mill, un Américain, éclate de rire. Refaisant le tracé de la course apprise par cœur, ses mains décrivent une musique de rock. Il a l'air sincèrement ravi d'être là. Il a raison : l'algèbre hyper-réaliste de son casque volera jusqu'à l'aire d'arrivée. Les Canadiens sont d'une décontraction à porter sur les nerfs. Ils doivent le savoir : aussi changent-ils de place sans arrêt et vont saluer leurs adversaires à grande coupe de cliques dans le dos. Les Soviétiques s'apaisent mutuellement en parlant entre eux.

Les Français sont les plus inquiètes groupés autour de leur médecin, le Dr Jean-Pierre Paoletti. Trois fois Serge Crelier a demandé si les dossards avaient bien été montés. Les « skimen » des fournisseurs de l'équipe nationale s'affairaient autour de Jean-Marc Muffat, le seul à avoir quelque chance de prendre une place honorable. Depuis trois jours toute la vallée pousse l'« enfant du pays » à faire honneur à Morzine. Dans le bas du téléphérique, tout à l'heure, il refaisait mentalement le parcours de la piste des Hauts Ports ; il a goûté un dernier moment de bonheur avant qu'une skieuse lui demande si l'inscription « O » portée à l'encre noire sur son casque vert était bien son groupe sanguin. Jean-Marc Muffat pèle sous les encouragements de ses anciens camarades devenus pisteurs ou moniteurs. Il encaisse comme des coups les dernières marques de tendresse. Sourires. Baisers. Mais tiendra-t-il ?

Sept minutes avant le départ. La tension monte encore. Dossard numéro 1, Steve Podborski, le Canadien, retire son équipement de froid pour apparaître en combinaison de descente d'un jaune incongru. Derniers assouplissements. Podborski s'élanche avec un cri de rage.

L'Autrichien Franz Klammer s'approche de son tour. Sa seule vue impressionne terriblement les Français. Il est grand, solide, professionnel jusque dans sa relaxation. Ses yeux derrière les lunettes pointent la trace d'une inquiétude. Logique du succès, les meilleurs partent les premiers. Avec la répétition, l'attention des skieurs est redoublée ; les paroles s'agrippent à la trace, les paroles d'affection ont déjà trop servi. Trente dossards ; plus tard, la cadence des sauts dans le vide semble s'accélérer, l'aire de départ se rétrécit. Le regard du chronomètre n'exprime plus aucun

encouragement, la clameur de la foule ne parvient plus jusqu'à la tente maintenant en désordre.

La peur après devient solitude. Ceux qui attendent encore leur tour sont presque des retardataires. Tous les accompagnateurs sont impatients de retrouver en bas les joissances de la victoire. Il faut en finir. Quand le dernier descendeur, Gérard Kambou, dossard numéro 69, s'avancera, il n'y aura plus sur l'aire de départ que le chronomètre et le médecin de l'équipe de France.

PHILIPPE BOGGIO.

CYCLO-CROSS

Hinault et Gimondi : des routes qui se séparent

La carrière de Felice Gimondi, le plus grand rouleur italien de ces vingt dernières années, s'est virtuellement terminée, samedi 6 janvier, à l'occasion du cyclo-cross à l'Américaine organisé dans le fort d'Aubervilliers. Associé au jeune Français Patrice Thévenard, l'ancien vainqueur du Tour de France, du Championnat du monde et de Paris-Roubaix a pris la troisième place, après avoir accompli son contrat avec la conscience professionnelle qu'on lui connaît, dans des conditions rendues pénibles par le froid et par la neige. C'est également à l'issue d'un cyclo-cross à l'Américaine, dans le Nord, que Raymond Poulidor, le plus populaire des coureurs français, avait fait ses adieux à la compétition il y a tout juste un an.

Cette discipline athlétique et difficile d'est pas pour autant, ainsi qu'on le disait autrefois, le domaine réservé des coureurs de cyclo-cross. A Aubervilliers, où il était venu entre deux avions, Felice Gimondi a croisé Bernard Hinault au cours d'une rencontre symbolique. L'un s'en va : c'est l'italien, qui participera encore à trois ou quatre épreuves de six jours à Milan, Hanovre, Montréal, et peut-être Anvers, avant de raccrocher définitivement son vélo de course. Le Français, lui, prépare l'avenir avec la ferme intention de transporter à nouveau le Tour de France et s'emploiera à améliorer son bagage technique. Car, pour ce jeune professionnel, le cyclo-cross représente un moyen, le moyen d'enrichir son registre, d'assouplir son style et de cultiver la virtuosité qui lui manque encore pour s'affirmer dans une épreuve aussi acrobatique que Paris-Roubaix, bref pour acquérir la maîtrise indispensable.

En dépit d'un froid très vif, plusieurs milliers de spectateurs assistaient à la course d'Aubervilliers. Ce qui prouve que le cyclo-cross a toujours son public. Même s'il n'a plus de vedettes.

J. A.

FOOTBALL

Bibliographie

Argentine 78

de Jean Ekenazi

Avoir « couvert » depuis 1934 dix des onze Coupes du monde est un privilège que peu de journalistes partagent. Aussi faut-il s'attendre que, malgré le titre trompeur de l'image — Argentine 78 — Jean Ekenazi s'attache à nous les raconter toutes, ne manquant jamais de les relier dans le contexte politique et économique, mais aussi de tirer, chaque fois qu'il le peut, sa propre philosophie des événements. Les tableaux récapitulatifs, tous les résultats enregistrés à l'occasion des onze Coupes du monde en font de surcroît un ouvrage de référence.

Éditions de Mosène, diffusion Vito, 234 p., 125 F.

● Réuni le 8 janvier à Paris, le conseil fédéral du football français a autorisé les sept joueurs et les deux entraîneurs licenciés par le Stade de Reims à signer dans un autre club avant le 10 février.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vie s/Se. Pal. Justice, Pontoise (95) JEUDI 18 JANVIER 1979 à 14 h.

APPARTEMENT à HAUTE-SEINE (95)

42, route de la Vallée, Cour, cave. Mise à Prix : 30.000 F

S'ad. à M^e BUISSON, avocat (Tél. 022-31-62) à Pontoise (95).

Vie s/Se. Pal. Just. Pontoise (95) JEUDI 18 JANVIER 1979 à 14 h.

APPARTEMENT à MONTIGNY

les-Cornouilles (95), rue Victor-Bugo, bâtiment A, avec cave et 2 parkings. Mise à Prix : 30.000 F — S'ad. à M^e BUISSON, av., t. 032-31-62 Pontoise (95), 29, rue P.-Budin.

VENTE au PALAIS DE JUSTICE de Pontoise (95) JEUDI 18 JANV., 14 h.

PROPRIÉTÉ à AUVERS-SUR-OISE (Val-d'Oise)

35 ter, rue Remy - Superf. 2.295 m² M. à P. : 1.000.000 F

Consolid. pr. ench. : 45.000 F. S'ad. à M^e BUISSON, avocat à Pontoise (95), t. 032-31-62.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 25 janvier 1979, à 14 heures

LOCAUX COMMERCIAUX à IVRY-SUR-SEINE (HAUTE-DE-SEINE)

ENSEMBLE JEANNE HACHETTE Simon-Denis, 6 et 8, rue des Libres de LOCATION et d'OCCUPATION

MISE A PRIX : 3.000.000 DE FRANCS

S'adresser M^e Bernard de SARTAC, avocat, 70, av. Marceau, Paris (8^e). Tél. 720-82-38. M^e FERRARI, MARTIN, synd. à Paris. — PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRIFFINAY OTTOMANE.

Cabinet de M^e STEFANI, PANNIER et DESOUCHES-EDET, avocats associés à Casn, 34, av. du 6-Juin ; Cabinet de M^e S.C.P. d'avocats AUGER, CHEVREAU, MAST, ROUSSEL, dont le siège est à Casn, 5, rue Desmoureaux. VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME par adjudic. le jeudi 25 janvier 1979, à 14 h. précises, à l'audience des salles immobilières du Tribunal de Grande Instance de Paris, au Palais de Justice, de la commune de CASN, d'une MAISON D'HABITATION, construite en pierre, couverte en tuiles, composée d'un rez-de-chaussée et d'un étage, le tout en parfait état. Derrière ce premier pavillon : UNE DEUXIÈME MAISON, de construction plus récente, couverte en tuiles, composée d'un rez-de-chaussée et d'un étage ; à l'arrière du deuxième pavillon, il existe un terrain d'agrément.

Autour des deux maisons : TERRASSE et JARDIN D'AGRÈMENT.

Au sud, COURT DE TENNIS ENTREBÂILLÉ, AMÉNAGÉ av. une terrasse couv. TERRAIN à usage de vergers à la suite duquel petite construction à usage de garage. Le tout d'une contenance de 28 a 82 ca.

MISE A PRIX (résultant de la surenchère) : 618.200 F

Pour tous renseignements, s'adresser à : M^e STEFANI, PANNIER et DESOUCHES-EDET, avocats associés à Casn, 34, av. du 6-Juin ; la S.C.P. d'avocats AUGER, CHEVREAU, MAST, ROUSSEL, dont le siège est à Casn, 5, rue Desmoureaux ; au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Casn, où le cahier des charges a été déposé le 24 janvier 1978.

Vie sur saisi au Palais Justice Pontoise (95), jeudi 25 janvier, à 14 heures

MAISON A USAGE DE COMMERCE ET D'HABITATION à ARGENTEUIL (95) - MISE A PRIX : 100.000 F

S'ad. à M^e BUISSON, avocat à Pontoise (95) - T. 032-31-62

Vie sur saisi au Palais Justice Pontoise (95), jdi 1^{er} février 79, à 14 heures

PAVILLON à SARCELLES (95) avec JARDIN 33, route de Garges MISE A PRIX : 150.000 FRANCS

S'adresser à Pontoise (95) M^e BUISSON, t. 032-31-62 et M^e MALHERBE, t. 464-17-16

VENTE au Pal. de Just. à Versailles, le mercredi 17 janv. 1979, à 10 h. EN UN LOT

UNE PROPRIÉTÉ sise à HOUILLES (YVELINES)

15 ter ou 17, rue Vauquelin

Mise à prix : 100.000 francs

S'ad. à Versailles à M^e Xavier SALON, avocat, 19, rue Sainte-Sophie.

Vente sur licit. au Palais de Justice à Paris, lundi 22 janvier 1979, 14 h.

APPARTEMENT PARIS (8^e) - 81-83-85, r. LA BOÉTIE

de 300 m² sur rue 3^e étage gauche ; 6 pièces, antichambre, cuisine, office, toilettes, deux débarras, W.C. ; de garage ; chambre n^o 8 ; 20 m² cave n^o 22

Mise à Prix 350.000 F - S'ad. M^e Marie JEANMONOD

avocat à Paris (14^e), 8, rue Riva, tél. 336-15-73 ; M^e FALLOUX, avocat à Paris (14^e), 6, rue Ballu, tél. 336-15-73 ; à tous avocats près les Tribunaux de Gr. Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de Nanterre ; et en place pour vis.

Cabinet de M^e Michel VERNUDACHI, avoc. au Barreau de Tours, demeurant à Loches, 9, rue des Ponts - VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME au plus offrant et dernier enchérisseur, le mardi 23 janvier 1979, à 14 h., à l'audience des criées et des salles immob. du Trib. de Gr. Inst. de Tours, au Palais de Justice de la ville de Tours (Indre-et-Loire), place Jean-Jaures.

UNE FERME D'ENVIRON 130 HECTARES

située à « St-Hubert », Cne de CHANCEAUX-PRÈS-LOCHES (I.-et-L.)

Mise à prix : 1.023.000 francs

Il est rappelé que le cahier des charges dressé par l'avocat assesseur est déposé au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Tours, où chacun peut en prendre connaissance. Les frais de poursuite de vente seront à la charge de l'adjudicataire. Les enchères ne pourront être portées que par des avocats au Barreau de Tours, faits et rédigés par l'avocat poursuivant la vente.

DECEMBRE 1978. — Signé : M^e VERNUDACHI.

Pour tous renseignements, s'adresser à : 1) M^e Michel VERNUDACHI, avocat poursuivant la vente, demeurant à Loches, 9, rue des Ponts ; 2) au Greffe du Trib. de Gr. Inst. de Tours, où est dép. le cah. des charges ; 3) tous les avocats au Barreau de Tours.

VENTE sur surenchère du dixième au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 25 JANVIER 1979, à 14 heures

PROPRIÉTÉ à CHATILLON-SOUS-BAGNEUX (92)

Comprend : UN GARAGE ET UNE STATION-SERVICE

LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUPATION - MISE A PRIX : 473.033 F

S'adresser M^e Michel BERTIN, avocat, 7, rue de Penthièvre à Paris (8^e), tél. 265-24-05 ; M^e Yves TOULLE, avocat à Paris, 48, rue de Clugny ; M^e Alain PERNOT, synd. 144, rue de Rivoli à Paris ; ou pour vis. à M^e BUISSON, avocat à Pontoise (95), t. 032-31-62.

PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRIFFINAY OTTOMANE.

Vente au Palais de Justice à Pontoise (95), le jeudi 25 janvier, à 14 heures

MAISON D'HABITATION à ARGENTEUIL (95)

71, rue Antonin-Georges-Belin - Jardin - Contenance 431 m²

Mise à prix : 120.000 francs

S'ad. à M^e BUISSON, avocat à Pontoise (95) - T. 032-31-62

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Le Néo-Zélandais John Walker, champion olympique du 1 500 mètres à Montréal, a établi le 6 janvier Long Beach (Californie), une nouvelle meilleure performance mondiale en salle de la distance en 3 min. 37 sec. 4.

Le challenge Aycaguer, cross de 11 kilomètres, organisé par notre confrère « le Progrès », a été gagné par le Sochalien Jacky Bergeron en l'absence des Belges et des Anglais bloqués chez eux par le mauvais temps. Les organisateurs avaient réuni pour la circonstance une ancienne champions olympiques Emil Zatopek et Alain Mimoun.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (quatorzième journée)

Villeurbanne b. Châlons... 101-89

Antibes b. Mulhouse... 94-78

Moscow b. Arignou... 107-89

Clermont b. Nice... 84-82

Le Mans b. Bercy... remis

Orléans b. Caen... 85-75

Limoges b. Tours... remis

Classement : 1. Villeurbanne, 28 pts ; 2. Antibes, 26 ; 3. Caen, La Man, 25 ; 4. Moscov, 20 ; 5. Tours, 20 ; 6. Orléans, 17 ; 7. Bercy, 15 ; 8. Mulhouse, 14 ; 9. Nice, Châlons, 13 ; 10. Arignou, 12 ; 11. Limoges, 10 ; 12. Clermont, 8.

Équitation

Le cavalier français Gilles Serran de Balanda a gagné le Grand Prix annuel de jumping disputé les 6 et 7 janvier à Harwood Hall.

Painage

Déjà présenté comme le successeur des Giletti, Calmat et Perra, le jeune Jean-Christophe Simonet, qui a récemment gagné des concours internationaux à Prague et à Zagreb, s'est imposé les 6 et 7 janvier sur la piste de Tours à l'occasion des championnats de France. Après avoir acquis une avance confortable dans les figures imposées et le programme court, Simonet a fait la démonstration de sa maîtrise artistique et technique en tenant six triples sauts, dont une combinaison double saut - triple boucle piquée. Anne-Sophie de Kristoffy a gagné le titre féminin.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (cinquième journée)

Béziers b. Toulon... 12-7

Orléans b. Caillat... 10-0

Bagneres b. La Rochelle... 31-13

Thuir b. Auch... 16-3

Aurillac b. Gravelines... remis

Ski de fond

Le Vogesien Jean-Paul Pierrat, vainqueur de la Vaseloppet en 1978, a gagné le 7 janvier à Gap, le championnat de France des 50 kilomètres. Battu l'an passé sur cette distance par Yves Blondel, cette année, Jean-Paul Pierrat, qui a obtenu son quatrième titre national dans cette épreuve, n'a été inquiété que par l'Auvergnat Paul Fargy, qui dut abandonner, exténué, à 10 kilomètres de l'arrivée. Thierry Tost, classé second, le Savoyard Bernard Verguet, troisième.

Tennis

— A Prague, la France a été battue 2-1 par la Tchécoslovaquie dans la Coupe de roi de Suède (Coupe d'Europe des nations). Novak a battu Smid (7-6, 6-3), mais l'endl a battu Poppa (2-6, 6-2, 6-0) et Smid-Smolič tout emporté sur Novak Moroten (7-6, 7-6).

سكنة الناحية

emph

ADJ

AU DIRECTEUR AMERIQUE

egor

Recruiting

Kaufmännische in Pa

Unternehmensberatung HANS-GEORG SCHU

GESTION 200

INSTALLATION

RENT. ET AMPL. 6

INSTALL

TEL. 248-474

FOOTBALL

Bibliographie

Argentine 78

Jean Eckenazi

« converti » depuis le

« onze Coupes du monde

privilege que peu de

partagent. Avec le

que, malgré le

Jean Eckenazi nous

les raconter toutes

le contexte politique

économique, mais aussi de

chaque fois qu'il le peut

philosophie des événements

récapitulatifs et

résumés enregistrés à

« onze Coupes du monde

en fait de surcroît un

de référence.

« Editions de Minerva, 111

Paris, 125 p., 125 F.

« début le 8 janvier à

« conseil fédéral du

« et les deux

« par le Stade de

« dans un autre

« 10 février.

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALUX	85,00	97,34

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	27,00	30,88
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Parfums Christian Dior ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL AMERIQUE LATINE

Cette zone géographique inclut l'Amérique Centrale et du Sud, les Caraïbes, les duty free shops d'Amérique du Nord.

Sous l'autorité du Directeur International, il conçoit, propose, met en place la politique commerciale générale, extrêmement large et diversifiée, et s'assure de sa réalisation.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 30 ans minimum ayant une parfaite connaissance pratique du pays concerné. Par ailleurs, il justifie d'une expérience professionnelle réussie de 5 ans environ dans la vente de produits prestigieux de consommation.

La connaissance parfaite de l'espagnol et de l'anglais est impérative.

Le poste est basé à St Jean de Linaye (45) et les déplacements représentent environ 40/50 % du temps.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4278 B, à Christian Laue, 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

Recruiting Manager



DOWELL SCHLUMBERGER
International oilfield services company seeks:
RECRUITING MANAGER based in South America

Essential qualities are:
• 3/5 years experience of a personnel function in the oil, construction or related industry.
• fluency in English and either Spanish, Portuguese or French.
• willingness to travel.

Our company offers:
• excellent salary
• fringe benefits and relocation allowances.

Send resume with photo and present salary to the Recruiting Coordinator, DOWELL SCHLUMBERGER, 8, rue Bellini - 75782 PARIS CEDEX 16 - FRANCE

Interviews will be held in Paris and London.

DOWELL Schlumberger

Kaufmännischer Leiter in Paris

In der Bundesrepublik Deutschland gehören wir zu den marktführenden Unternehmen unserer Branche. Unsere Tochtergesellschaft in Paris sorgt für den Vertrieb unserer Markenartikel des täglichen Bedarfs in Frankreich. Als

sind Sie dem Geschäftsführer unserer Tochtergesellschaft direkt verantwortlich. Ihr Aufgabengebiet umfasst die Ressorts Finanz- und Rechnungswesen, Personal- und Sozialwesen, Organisation/EDV, Einkauf und Lager, Steuern und Versicherung sowie Verkaufsförderung. Dazu steht Ihnen ein Kreis qualifizierter Mitarbeiter zur Verfügung.

Zu Ihren Hauptaufgaben gehören neben der Abwicklung des Tagesgeschäftes der weitere Ausbau eines modernen Kosten- und Betriebsabrechnung und die Weiterentwicklung eines aussagefähigen Berichtssystems.

Sie sind nach erfolgreichem Abschluss eines rechts- oder wirtschaftswissenschaftlichen Studiums bereits in vergleichbarer Position tätig oder suchen Ihre Chance zur Übernahme grösserer Verantwortung. Sie beherrschen neben dem Französischen auch die deutsche Sprache in Wort und Schrift. Zu Ihren Stärken gehören Verhandlungsgeschick, Menschenführung und die Gabe, richtige Fakten durchzusetzen.

Sind Sie an der Aufgabe interessiert? Dann machen Sie sich bitte in deutscher Sprache bekannt und senden Sie Ihre vollständigen Bewerbungsunterlagen (Darstellung der letzten Vermögenswerte, Werdegang in Stichworten, Handschriften, Zeugnisabschriften, Lichtbild, Angabengang in Stichworten, Einkommensverhältnisse, und Eintrittstermin) an die Sprachkenntnisse, Einkommensverhältnisse, und Eintrittstermin) an die von uns beauftragte Industrie-Beratung. Sperrvermerke werden korrekt beachtet. Sie können also unbesorgt Kontakt aufnehmen. Postanschrift: D-8022 Grünwald-München, Postfach 320.

UNTERNEHMENSBERATUNG HANS-GEORG SCHU

DER INDUSTRIEPRAKTIKER MÜNCHEN-GRÜNWALD

Important bureau d'études recherche, disponible rapidement, un technicien expérimenté dans les travaux de

GÉNIE RURAL
(aménagement hydro-agricole, irrigation, terrassements), ainsi que dans l'entretien des marais, de stations de pompage. Un séjour de longue durée, qu'il est souhaitable d'aménager en cabinet, est prévu dans un pays d'Afrique pour ce poste. Les candidats sont attachés aux avantages de l'entreprise. Merci d'envoyer votre curriculum vitae et votre lettre de motivation sous la réf. 320, à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

GESTION 2000

DEPLACEMENTS ETRANGER

INGÉNIEURS

INSTALLATIONS

ET TRAITEMENT D'EAUX

Réf. et anglais exigés.

INGÉNIEURS

ELECTRIC, INSTRUMENTAT.

RMK et anglais exigés.

Env. C.V. GESTION 2000,

Tél. : 246-42-01

102, r. La Fayette, 75010 Paris

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR ROUTIER

Important bureau d'études, Paris, recherche une activité d'assistance technique auprès des clients et développement recherche en

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé - Age d'au min. 28 ans. Avoir une première expérience professionnelle dans le domaine des routes et des ponts. Cet ingénieur devra assurer une équipe au sein de laquelle il devra être capable d'assurer la conception, l'exécution et la maintenance des routes. Le lieu d'affectation se situe dans le cadre d'un pays du bassin méditerranéen. Le séjour prévu, soit à l'étranger, est assorti d'avantages liés à l'expatriation (logement, nourriture, etc.). En contrepartie, l'ingénieur devra assurer la formation des techniciens locaux en matière de conception, d'exécution et de maintenance des routes. L'ingénieur devra également assurer la gestion des projets de routes et de ponts. La référence à MEDIA P.A., 1, bd des Illiers, 75002 PARIS, qui transmettra.

GTE SYLVANIA

cherche à s'adjoindre très rapidement pour un programme de formation en ALGERIE un

enseignant en électronique

Le poste comprend l'enseignement de l'électronique (électronique générale, dépannage radio et télévision, etc.) à des agents algériens à SIDI-BEL-ABBES.

Une formation d'ingénieur est souhaitée et l'expérience de l'enseignement est un atout supplémentaire.

La société prévoit des conditions de travail attrayantes, une rémunération élevée, un logement gratuit, des frais de voiture, etc.

Les candidats sont priés de transmettre leur sollicitation écrite accompagnée d'un curriculum vitae (+ n° de téléphone) à :

M. WALTER VERHEGGEN
GTE SYLVANIA
Kruisstraat 15, 2768 Hasselt, Belgique
et, si possible, de téléphoner au 32-14-214524
(heures de bureau) ou au 32-31-764147 (privé)

UNION CARBIDE

pour une unité
Africaine de l'Ouest
recherche

ingénieur entretien cadre commercial

formation A.M. ou équivalent, quelques années de pratique nécessaires.

diplômé études supérieures ESSEC ou équivalent, 3 à 5 ans d'expérience dans vente produits de grande consommation.

Pour ces 2 postes l'anglais courant est indispensable.

Intéressantes perspectives d'avenir offertes à candidats ayant le désir d'effectuer une carrière à l'étranger.

Adr. lettre manuscrite, CV détaillé photo et prétentions à :

UNION CARBIDE FRANCE
Service du Personnel
4, place des Etats-Unis 92124
94518 RUNGIS CEDEX

GTE INTERNATIONAL

recherche pour son Usine Electronique
Grand Public de
SIDI-BEL-ABBES (ALGERIE)

Chef de fabrication

BOBINES ET
TRANSFORMATEURS

Ingénieur ou Contrôleur ayant une longue pratique de la fabrication de bobines et transformateurs pour Radios et Télévisions.

Les conditions offertes par GTE sont avantageuses : détachement de la filiale française comme cadre, logement gratuit, réconfort d'impôts, primes diverses, voyages bi-annuels, voyage payé en France.

Envoyer votre C.V. dactylographié et votre manuscrite avec photo et prétentions à :

JEAN LAURAIN - GTE International
2, rue de la Moselle 54100 NANCY

CARRIERE BANCAIRE/AFRIQUE

Un consortium bancaire prépare le développement de ses activités en Afrique de l'Ouest. Une carrière d'haut niveau est proposée à un

CADRE D'EXPLOITATION

CL VI ou VII
ayant acquis au cours de 6 à 8 années d'expérience une solide connaissance de toutes les opérations techniques par une agence autonome.

Un très bon anglais et une connaissance préalable de l'Afrique Noire sont des atouts importants.

C.V. détaillé à adresser à A.M.P. et réf. 6008/JR-48, rue Olivier-de-Serres - 75013 PARIS (qui transmettra)

Moyenne entreprise, solide, en fort développement, implantée à

CASABLANCA MAROC

recherche un

DIRECTEUR TECHNIQUE IMPRIMERIE

Profil : Très bonne connaissance des différentes techniques d'imprimerie (halo, flexo) ainsi que de l'impression des papiers peints. Solide expérience dans ces domaines. Aptitudes prouvées à l'encadrement et à la formation du personnel.

Missions : Direction de l'imprimerie (40 personnes). Responsable de l'entretien des fabrications : emballages (calendriers, papiers, cartons) et papiers peints. Contribution au développement technique et commercial de ce département.

Poste stable. Rémunération liée à l'expérience.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 7235A2, à :

AVISO conseil 49, rue Servient 69003 LYON
REPOSE ET DISCRETION ASSURÉES

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour son département
EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

UN INGÉNIEUR DES VENTES

CONFIRMÉ

Formation : Etudes supérieures
et école d'ingénieurs

Sera chargé de la vente des équipements automobiles aux constructeurs en Espagne. Déplacements fréquents à l'étranger.

Langues anglaise et espagnole parlées et écrites exigées.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au Service du Personnel YM, 5, boulevard Gallieni - 92231 GENNEVILLIERS.

We are searching for a

french executive

(minimum 30 years old)

who would welcome the challenge of heading a representative office in Paris for a substantial Arabian Peninsula company.

Our company is active in the service industries, manufacturing, trading and construction.

We want to match aggressive and competitive French products and services to opportunities in the Middle East through use of our existing ventures and agencies and by creating new ones.

Our ideal candidate will speak fluent English. He will have a broad commercial background in France. Experience in the Middle East is useful but not necessary.

Salary will be appropriate to the age and experience of candidate. If you believe yourself qualified, we would like to explain the position in more detail.

Please reply under ref. ESAR-IM to Emploie et Carrières, 30, rue Vernet, 75008 Paris, who will transmit.

Société d'Organisation Américaine

opérant en ALGERIE

recherche pour les spécialités suivantes :

• PIPE-LINE-FORAGE-STOCKAGE, Transport

et Sécurité de produits-pétroliers,

• Gestion-Secrétariat Général (procédure administrative) informatique,

• Imprimerie intégrée (micrographie, reprographie, impression)

CHEFS DE PROJETS

capables de concevoir des systèmes

JEUNES INGENIEURS

en organisation. Diplômés.</



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur commercial

Société récemment créée avec l'appui d'un grand groupe industriel français pour fabriquer et vendre une gamme de clôtures ayant un avantage technique indéniable destinées aux industries, administrations et maisons individuelles recherche un VÉRITABLE ENTREPRENEUR, capable en collaboration étroite avec son Directeur Général à dominante technique, de :

- créer, animer et contrôler une équipe et un réseau de vente ;
- compléter et mettre en œuvre la politique commerciale déjà choisie.

Nous demandons :

- une formation commerciale supérieure ;
- l'expérience de la vente à des grossistes et collectivités de produits industriels destinés au bâtiment ;
- la preuve du dynamisme et des qualités entrepreneuriales.

Nous offrons :

- une grande autonomie ;
- l'ambiance stimulante d'une petite équipe ambitieuse ;
- une rémunération motivante.

Siège de la Société dans une grande ville de l'Ouest.

sélé
CEGOS

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous réf. 73475/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.

IMPORTANT ORGANISME D'HLM

LYON

ADJOINT AU DIRECTEUR DE GESTION

Missions : Direction, animation, coordination et contrôle des services de gestion assurant l'activité locale et la mise à jour du patrimoine immobilier.

Profil : Homme 35 ans minimum. Formation supérieure spécialisée. Solide expérience indépendante de gestionnaire. Aptitudes prouvées au dialogue et à la négociation à tous niveaux. Expérience opératoire d'administration d'immobilier. Capacité de direction et d'animation du personnel.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F-1.

Poste offrant de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo récente sous réf. 8284 A, à :

AVISO conseil 49, rue Servant 69003 LYON
RÉPONSE ET DISCRETION ASSURÉES

Directeur (Mines, Ponts, Centrale...)

Vallée du Rhône.

Groupe français, au premier rang dans ses secteurs d'activités (Matériaux de construction) recherche jeune ingénieur pour une collaboration à haut niveau. Dans une première phase, il assurera le commercial correspondant à un important investissement dans la Vallée du Rhône ; il devra prendre rapidement la Direction Générale de l'unité de production. Sa tâche, une évolution de carrière dans le Groupe doit intervenir.

Le poste demande une première expérience industrielle et commerciale. Rémunération de départ élevée.

SEFOP remercie les Ingénieurs intéressés de lui adresser leur dossier sous référence 73153 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.



La société
VOLKSWAGEN FRANCE
recherche pour sa division Marketing

un responsable de promotion

Il sera chargé :

- d'élaborer en liaison avec les agences de promotion des ventes : définition du budget par opération, suivi et gestion de ces budgets ;
- de superviser les travaux d'édition et de fabrication : catalogues, dépliants, affiches, matériel de P.V. ;
- d'organiser des manifestations : salons, foires, conventions.

Le candidat aura un esprit créatif et souple, le sens de l'organisation et de la gestion des affaires avec des qualités de vendeur et d'acheteur.

Une expérience professionnelle chez un annonceur ou une agence de publicité est exigée ; l'expérience du milieu automobile est appréciée.

Le poste est situé à VILLERS-COTTERETS avec de nombreux déplacements de courte durée en province.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Département du Personnel B.P. 62-02600 Villers Cotterets, sous réf. PPV/150.



LILLE COMPTABLE

FORMATION SUPÉRIEURE
ÉCONOMIQUE + D.E.C.S.

- Pour un important Groupe Industriel et Commercial de taille internationale. Le poste se situe au sein de la direction financière du Groupe.

- La fonction couvre les domaines suivants : comptabilité des sociétés holding et bilans trimestriels ; comptabilité des sociétés financières, harmonisation avec la législation fiscale et suivi des opérations financières à l'intérieur du Groupe ; réalisation comptable des opérations de consolidation.

- Compte tenu de la croissance du Groupe, le poste requiert un homme doté d'une capacité d'adaptation et d'évolution de niveau supérieur.

Ecrire à A.BIGOT avec C.V. sous la réf. 340/82 E

BOSSARD SELECTION

«Centre Vauban» 201, rue Colbert 59800 LILLE

contrôleur de gestion

Une importante entreprise industrielle située dans le NORD-OUEST - 250 millions de C.A. - recherche contrôleur de gestion, ayant acquis une expérience réussie de 2 à 3 ans dans un domaine similaire.

Il aura reçu la formation d'une grande Ecole Commerciale (option finances-comptabilité). Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission la définition et le suivi des budgets, et apportera à cette Direction une synthèse de la gestion de l'entreprise. Il aura également la responsabilité de certains problèmes administratifs.

Offrant de nombreux contacts, ce poste, dans un Groupe à vocation internationale, permet de déboucher à moyen terme sur des responsabilités au niveau de la Direction de l'entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8699 A

Q7 organisation et publicité RUE MARCO 75003 PARIS/BOULEVARD TRANSMETTRA

LILLE

DIRECTION FINANCIERE HOLDING INTERNATIONAL

Nous sommes un puissant Groupe Industriel et Commercial d'envergure internationale. Notre structure holding comporte une direction financière, rattachée directement au Président du Groupe, avec autorité fonctionnelle sur les directions financières des différentes Sociétés.

Sa mission consiste à :

- Définir et contrôler l'application des règles de gestion financière pour l'ensemble des filiales.
- Assurer les financements internes et externes nécessaires à la croissance du Groupe.
- Gérer les capitaux disponibles et les placements financiers du Groupe (trésorerie et gestion de fortune).
- Faire réaliser les opérations comptables de consolidation.

Ce poste requiert un homme de formation supérieure, ayant acquis une expérience de haut niveau couvrant les domaines boursiers, financiers, juridiques et fiscaux soit dans une Société Holding internationale, soit dans une Banque d'Affaires.

Ecrire avec Curriculum Vitae à A.BIGOT sous la réf. 34082 D

BOSSARD SELECTION

«Centre Vauban» 201, rue Colbert 59800 LILLE

AUCHAN

POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION
RECHERCHE

cadres ou futurs cadres commerciaux

Vous êtes : • diplômé d'Etudes Supérieures • vous possédez l'esprit commercial • vous avez le courage de vos ambitions • vous savez entreprendre et décider • vous êtes capable de diriger et d'animer des hommes de bon niveau.

Nous vous offrons : • une entreprise performante dans le secteur du libre-service • une école enrichissante sur le plan humain, et sur le plan professionnel • une large délégation : - la responsabilité d'une partie du magasin - la définition de votre politique, de votre gamme et de vos objectifs - la responsabilité de votre personnel • l'évolution de la rémunération est liée aux résultats économiques et humains • une évolution de carrière grâce à une politique active de promotions internes et d'expansion.

Ecrivez-moi en joignant C.V., photo et prétentions, sous Réf. B 641, François LECLERCO, AUCHAN - Rue de la Mouchetière, 45140 ST-JEAN-DE-LA-RUELLE.

Val de Loire. Poste à créer.

JEUNE CADRE DE FORMATION SUPÉRIEURE

Pour fonctions polyvalentes gestion/organisation

Société de transport rapide - air/roue - couvrant le territoire national et ayant des possibilités de développement européen, nous disposons de moyens nous permettant d'assurer à nos clients - grosses entreprises industrielles - un service d'excellente qualité.

Nous recherchons un attaché de direction ayant une expérience minimum de 3 ans de vie industrielle : gestion financière, commerciale, contrôle de gestion... de formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs, ou type HEC.

Rattaché au P.D.G., il devra, dans un premier temps, assurer un certain nombre de missions, telles que : analyse de résultats, mise en place de procédures de contrôle... ensuite, il prendra des responsabilités de plus en plus étendues et directes dans la gestion de la société. Cette activité convient à un homme actif et de bon sens, ayant des facilités de contacts, le « sens du service », réunissant des qualités de rigueur et de mobilité.

Résidence : grande ville du Val de Loire.

sélé
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous réf. 71497/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.



C.A. 120 M. - 1000 personnes Société leader sur son marché de la lingerie féminine et du bain recherche

Un Directeur des Ventes

Réf. 81281 M

Agé d'un mois 30 ans, ayant si possible une formation supérieure et une grande expérience de la vente acquise de préférence dans des secteurs tels que la confection, les cosmétiques, les parfums ; cet homme :

- dépendra du Directeur Marketing ;
- participera à l'élaboration de la politique commerciale et de produit ;
- animera les deux réseaux nationaux (lingerie et bain) ;
- dirigera les services administration des ventes et magasins produits finis.

La mobilité est nécessaire et la connaissance de l'anglais constituerait un atout.

Société déjà implantée à l'étranger sur Filiales, Agents, Licenciés... mais ayant pour objectif d'accroître considérablement son C.A. à l'exportation, recherche le Responsable de son

Développement Export

Réf. 81284 M

Agé d'un mois 28 ans ayant si possible une formation supérieure et quelques années d'expérience dans la vente et l'administration export, cet homme :

- dépendra du Directeur Marketing ;
- participera à l'élaboration de la politique export et de produit ;
- développera suffisamment les ventes dans certains pays de la CEE pour qu'y soient créés des filiales ;
- complètera et animera les réseaux de vente de la grande exportation.

La mobilité ainsi que la bonne connaissance au moins de la langue anglaise sont nécessaires.

Pour ces 2 postes, la résidence est à CIRENBOULE.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. complété d'une photo récente et de votre rémunération actuelle sous la référence choisie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 08

BKC

Laboratoire pharmaceutique, filiale d'un Groupe français international, crée pour son unité de production du Sud-Ouest (1000 personnes) le poste de :

CHEF DE DEPARTEMENT LOGISTIQUE

Rattaché au Directeur Général, il est responsable :

- de l'ordonnancement de la production,
- de la gestion des stocks, des magasins et de l'expédition des produits finis,
- des achats et approvisionnements.

Dans ce cadre, il aura un rôle majeur dans la conception et la mise en place avec l'équipe informatique, d'un système d'ordonnancement approprié à la gestion du flux d'un très grand nombre de matières premières et de produits finis.

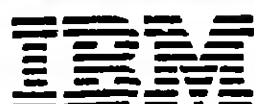
Il s'appuiera sur des chefs de service en place.

Ce poste sera confié à un candidat de formation Ingénieur (CENTRALE, ARTS & METIERS ou EQUIVALENT), minimum 30 ans, ayant acquis la maîtrise de ce type de problèmes dans, si possible le secteur pharmaceutique, ou dans des industries mettant en œuvre de nombreux composants.

Ecrire avec Curriculum Vitae sous référence 32171 A à :

BOSSARD SELECTION

12, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX



propose un poste de

cadre comptable

dans son département comptabilité générale situé près

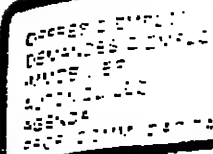
d'ORLÉANS

La nature des activités et leur évolution prévisible requièrent les caractéristiques suivantes :

- stage d'expertise comptable en cours,
- ou diplôme HEC, ESSEC, ESCP, option comptabilité/gestion,
- courte expérience professionnelle,
- bonne connaissance de la langue anglaise,
- être déchargé des obligations du Service National.

Les offres de collaboration devront être adressées sous référence CG1 à Compagnie IBM FRANCE

2, rue de Marengo - 75001 PARIS



emplois

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCE MÉTALLIQUE ET CHALDRONNIÈRE DU SUD

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

Le poste est situé dans une grande ville de l'Ouest.

Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience de 10 ans minimum dans le domaine de la métallurgie et de la chaudronnerie.

Il devra être capable de diriger une équipe et d'assurer la production et la maintenance des machines.

Le poste est très intéressant et offre de réelles perspectives d'évolution.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous réf. 8284 A, à :

AVISO conseil 49, rue Servant 69003 LYON

RÉPONSE ET DISCRETION ASSURÉES

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP remercie les Ingénieurs intéressés de lui adresser leur dossier sous référence 73153 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 PARIS.

offres d'emploi

adjoint au directeur comptable PARIS

Une banque internationale recherche pour secondar le Directeur Comptable, un adjoint capable de prendre en main et de diriger un service d'environ 12 personnes.

Une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire est vivement souhaitée.

Anglais courant indispensable.

Discretion assurée.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 8674 à :

OR organisation et publicité

2 RUE MARBONNE 75002 PARIS/CEDEX 10

GRUPE INDUSTRIEL DE STANDING INTERNATIONAL (Siège Paris-16^e)

DIRECTEUR

Formation Ingénieur Grandes Ecoles ou niveau équivalent.

Très expérimenté dans les domaines

MAINTENANCE-ENTRETIEN

Pour grande industrie tournée vers l'exportation.

Possède des connaissances de court terme à l'étranger.

ANGLAIS NECESSAIRE

Env. C.V. détaillé avec photo et prêt à n° 81.922

Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris

Codes 01 qui transmettra.

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

offres d'emploi

responsable centre de formation

Réf. J.O.3

Le Groupe BSN-Gervais Danone, dans le cadre de sa politique de formation, dispose d'un Centre de Formation implanté dans la région lyonnaise. Il a pour objectif de répondre aux besoins communs des sociétés du Groupe en proposant des cycles ou des sessions de formation à la maîtrise, à l'encadrement, à la Direction (30 programmes actuellement, environ 2000 participants).

Le responsable de ce centre, assisté d'une quinzaine de personnes, est chargé :
- d'assurer le bon fonctionnement (accueil, gestion, hôtellerie, restauration) ;
- de coordonner l'élaboration, la réalisation et l'animation des programmes pédagogiques. Nous désirons confier cette responsabilité à un diplômé d'études supérieures ayant acquis une très solide expérience de la formation en milieu industriel (une dizaine d'années minimum). Il devra avoir personnellement assuré la recherche et la mise en place de moyens de formation, l'élaboration et la réalisation de programmes ainsi que l'animation de sessions. Il aura déjà assumé la gestion de budgets et d'équipes.

informer, développer les communications internes

Réf. JC.12

La Société Gervais Danone France emploie près de 5000 personnes réparties dans une vingtaine d'établissements à travers toute la France. Elle recherche pour son service Développement des Communications, une personne chargée de l'information interne. Cette personne sera plus spécialement responsable de la réalisation des publications centrales (revue d'entreprise, flashs économiques et sociaux...). Elle participera également aux différentes activités du service : enquêtes, interventions de diagnostic et de développement des communications dans les usines et les centres de distribution. Ce poste, évolutif dans la fonction communication ou personnel, s'adresse à un(e) diplômé(e) ESC, ES journalisme, Sc. Po., Maîtrise de Lettres ou Celsa, justifiant d'une expérience d'environ deux ans dans la fonction personnel d'une entreprise. Lieu du poste : Levallois (92).

chef de projet informatique haut niveau

Réf. JC.08

Gervais Danone France (1,5 Md F de CA, 5000 personnes) recherche un chef de projet de haut niveau pour sa Direction Informatique (budget de 15 MR 60 personnes). C'est un ingénieur d'une grande Ecole ayant acquis de solides connaissances en informatique de gestion. Il possède une expérience d'au moins 6 ans dans l'analyse et la conception de systèmes informatiques complexes. Sa pratique des systèmes en temps réel et de l'informatique distribuée est un atout important. En liaison avec le Directeur Informatique et les Responsables concernés, il participera activement à l'élaboration et à la réalisation du plan de décentralisation du système de gestion de la société. Il sera responsable de la mise en place d'un des composants de ce système. Une réelle possibilité d'évolution existe pour un candidat à fort potentiel. Lieu du poste : Levallois-Perret (92).

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous la référence correspondante, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur développement

L'un des principaux organismes français de FORMATION

(500 personnes, 20 centres) recherche son Directeur de

développement.

Ses rôles consisteront à mener une équipe de 4 chefs de "points-formation". Sa liaison fonctionnera avec les centres régionaux. Il aura en outre pour mission d'élaborer et de suivre le plan de développement de la Société.

Agé de 30 ans au moins, de formation supérieure, une expérience d'au moins 5 ans exercée dans une fonction analogue d'encadrement d'équipe.

Homme de contact, négociateur, apte à s'adapter aux

premières fonctions, il devra en plus faire preuve de qualités

de gestionnaire.

Basé à Paris (La Défense) le poste implique de fréquents

déplacements de courte durée en Province.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence

63.12.07/124 à Adéquation, 54, Avenue de Versailles,

75015 Paris.

FABRICANT ALLEMAND

D'APPAREILS ELECTRONIQUES

POUR INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

recherche pour sa succursale française

dans l'agglomération Parisienne

UN DIRECTEUR D'ENTREPRISE

Le candidat devra parler le Français et l'Allemand.

Il devra être soit un Electro-Ingénieur avec

connaissances commerciales ou alors être un

Directeur Commercial avec bonnes notions

l'électronique, capable de diriger un Team de

collaborateurs en voie de formation. Il devra être

au courant de la vente technique tout en sachant

travailler rationnellement. Il devra être à la

hauteur de toutes les questions administratives.

Prérez de faire les offres avec C.V., références

et photo sous n° 783.440 M à REGIE-PRESSE

88 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.

Société de fabrication Produits Para-pharmaceutiques

directeur d'usine

(150 personnes)

Il sera obligatoirement ingénieur chimiste ou pharmacien

Il aura une expérience minimum de 5 ans de responsabilité

d'unité de production dans le domaine des produits

de soin et de beauté.

Adressez CV détaillé, plus rémunération actuelle

s/réf. GD 91, à ICM 83 rue de Rennes Paris 6 qui transmettra

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Cet établissement d'une société filiale d'un des premiers groupes français emploie 50 personnes, en proche banlieue. Il assure l'exploitation et la maintenance d'installations à base d'électromécanique et d'électronique.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant au minimum 35 ans. Plus qu'une formation, nous recherchons une expérience réussie dans la conduite des hommes, l'organisation et la direction d'une unité - production ou entretien - d'au moins 30 personnes. Une expérience de relations avec la clientèle, serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser d'urgence CV manuscrit détaillé, photo et rémunération actuelle, sous référence M 5269 B, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

SOCIÉTÉ

DE PRODUCTION ALIMENTAIRE

LEADER D'UN MARCHÉ
EN EXPANSION CONTINUE

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

BASE A PARIS

- Introduit auprès des Collectivités publiques et

privées.

- Ayant démontré dans l'exercice de grandes

responsabilités chez des Producteurs, ses qua-

lités éminentes d'ANIMATEUR DES VENTES,

DE NEGOCIALEUR ET D'ORGANISATEUR.

POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE

AU SEIN D'UN GROUPE PUISSANT.

RÉMUNÉRATION DE DÉPART :

150.000 F minimum

Adr. C.V. manuscrit détaillé, photo et n° de tél.

M. DUBOIS, 2, rue des Petits-Pères, 75002 Paris.

DISCRETION ABSOLUE.

DIRECTEUR

170.000 F +

Robinerie Sanitaire

Grande banlieue Nord

Une société française, filiale d'un groupe international et spécialisée dans la fabrication de robinetterie sanitaire et d'appareils à douche, recherche son Directeur. Sous l'autorité du D.G.A. du groupe, il sera chargé de la gestion globale de la société à l'exception du commercial et de la comptabilité assurée par les services du groupe. Il devra apporter une attention particulière à la fonction « Développement Produits » de façon à rendre possible le renouvellement de la gamme actuelle d'ici 3 ou 4 ans. Il définira la technologie à utiliser et il assurera la production dans les meilleures conditions de prix, de délais, de qualité et de niveau des stocks. Il sera responsable de la gestion du personnel (180 personnes). Il dirigera également une petite société en même secteur d'activités (40 personnes). Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans, de formation Ingénieur A. et M., I.C.A.M., E.C.A.M., possédant une expérience professionnelle acquise en B.E. en industrialisation et en direction d'une petite usine du secteur robinetterie ou mécanique de précision en séries moyennes. Ecrire sous la référence 234 M à :

G. R. H. Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

analystes programmeurs ingénieurs système

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocéssing, des Analystes (référence 2231 A), des Programmeurs (référence 2231 P), et des Ingénieurs Système (référence 2231 IS).

Le matériel actuellement installé se compose de :
- DEUX 370/168 - AP 6000 K chacun,
- UN 370/168 - UP 5060 K,
- 600 terminaux téléprocéssing.

Envoyer C.V., en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, 11, 92081 Paris-La Défense.

GIE

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Filiale du plus grand constructeur mondial

d'ordinateurs interactifs, recherche son :

Adjoint au Chef du Service Administration Commerciale

Capable de coordonner les activités de notre service suivi des commandes.

Ce poste conviendrait à un jeune cadre ayant une formation supérieure (commerciale ou gestion) complétée par une expérience d'au moins deux ans dans ce domaine, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais.

Rémunération de l'ordre de 80 000 F.

Ecrivez sous réf. M 01 à la Direction du Personnel de

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,

18, rue Sarrasin Silic 225

94528 Rungis Cedex.

GRUPE FRANÇAIS INTERNATIONAL recrute Région Parisienne pour sa Division ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

ingénieur coordinateur

Ingénieur Grandes Ecoles E.S.E., Grenoble... Facultés d'Orsay - Rennes. Agé au minimum de 32 ans, ayant au moins 3 à 5 ans d'expérience, pour prendre la responsabilité de l'industrialisation de systèmes digitaux rapides : méthodes de contrôle, conception du matériel et du logiciel de test. Pratique des techniques informatiques nécessaires.

ingénieur contrôle-qualité

Ingénieur Grandes Ecoles : E.S.E., I.N.S.A., SUDRIA... Agé au minimum de 35 ans, ayant au moins 3 à 5 ans d'expérience.

A - Pour prendre la responsabilité du contrôle d'entrée des composants et sous-ensembles de la production de systèmes digitaux.

B - Du matériel de test automatique utilisé. Excellente pratique de la programmation-assembleur nécessaire.

ingénieurs d'études

Ingénieurs Grandes Ecoles : E.S.E., Grenoble... Facultés d'Orsay - Rennes. Agé au minimum de 30 ans, ayant au moins 3 ans d'expérience.

Pour l'étude de systèmes digitaux rapides : nécessité d'une bonne pratique de la programmation-assembleur.

Une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS est indispensable pour assurer ces différentes fonctions.

Envoyer lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à :

unic industries

Chargé de la recherche

13, rue Chardin - 75016 Paris

Tél. : 525.91.38

GRUPE INDUSTRIEL

recherche

CHEF COMPTABLE

Homme d'organisation et de gestion pouvant assurer prévisions de trésorerie et relations bancaires et surveillances comptabilités.

Libre rapidement

Adressez curriculum vitae et prétentions à :

REGIE-PRESSE

se le n° T 10362 M, 85 bis, r. Beaumour, 75002 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emp

directeur de la comptabi

PRESSE

Le directeur de la comptabilité de la presse recherche un directeur de la comptabilité capable de prendre en main et de diriger un service d'environ 12 personnes.

Une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire est vivement souhaitée.

Anglais courant indispensable.

Discretion assurée.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 8674 à :

OR organisation et publicité

2 RUE MARBONNE 75002 PARIS/CEDEX 10

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ELEC

CHEF D DIVISION

Le chef de division recherche un directeur de la comptabilité capable de prendre en main et de diriger un service d'environ 12 personnes.

Une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire est vivement souhaitée.

Anglais courant indispensable.

Discretion assurée.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 8674 à :

OR organisation et publicité

2 RUE MARBONNE 75002 PARIS/CEDEX 10

En Laboratoire Pharmaceutique

recherche un directeur de la comptabilité capable de prendre en main et de diriger un service d'environ 12 personnes.

Une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire est vivement souhaitée.

Anglais courant indispensable.

Discretion assurée.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 8674 à :

OR organisation et publicité

2 RUE MARBONNE 75002 PARIS/CEDEX 10

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCAISSEES	27,00	30,88
OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOIS	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Une importante société de construction de matériel de maintenance de la région parisienne recherche un

RESPONSABLE DE LA SECTION INFORMATIQUE ET LOGISTIQUE

Informaticien de formation, son expérience de trois à quatre ans minimum aura été acquise dans des applications industrielles temps réel, si possible en automatismes.

Ses responsabilités s'étendront à l'analyse et à la programmation des systèmes programmés au développement de logiciels, à l'aide informatique d'optimisation des installations.

Le poste offre l'adresse à un ingénieur A. et M. INSA, ESS, ENSTA ou équivalent avec spécialisation informatique. La connaissance de la langue anglaise est vivement souhaitée.

Adr. C.V. complet, photo et prêt, à n° 93.337, COITESSER Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{re}.

LYDECFRANCE Filiale française d'un des plus puissants groupes mondiaux. En deux ans, nous nous sommes solidement implantés en France. En 1978, nous nous sommes solidement implantés en France. En 1978, nous nous sommes solidement implantés en France.

jeunes cadres (h ou f) de forte personnalité

Anglais parlé - 25 ans minimum - 120 000 F/an
Ayant l'expérience ou le potentiel nécessaire pour imposer aux entreprises de nouveaux concepts d'ORGANISATION et de GESTION
Ils sont destinés à un rôle de CONSEIL et de VENTE
Ils doivent posséder une bonne connaissance des circuits administratifs des entreprises, une forte capacité d'analyse, une réelle maîtrise des techniques de pointe, le goût du dialogue et le tempérament du résultat.
Les candidats retenus, de préférence de formation supérieure commerciale ou technique, auront des responsabilités sur le terrain.
Nous pratiquons une politique de rémunération très élevée et nous recherchons des hommes ou des femmes capables de devenir rapidement de véritables Managers.

Toutes informations sur cette offre seront données contre paiement au
Téléphone du Lundi au Vendredi aux heures de bureau par INFORMATION-CARRIERE SVP 11-11
qui fixera un rendez-vous aux candidats concernés.
Préciser la référence.

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

SPERRY UNIVAC

recrute pour LA DEFENSE

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour développement et mise en place d'applications de gestion.

Ce poste implique :
- une formation IUT minimum,
- une expérience de 2 années de programmation en COBOL,
- la pratique du temps réel souhaitée,
- la connaissance de l'anglais.
Les avantages et possibilités d'évolution sont ceux offerts par un constructeur.

Adresser C.V. complet et photo au
Cabinet Claude VITET - 20, rue de la Trémoille - 75008 PARIS

giserti

CONSEIL EN INFORMATIQUE
DES GRANDES ENTREPRISES PRIVÉES ET PUBLIQUES,
NOUS LANCONS NOTRE CAMPAGNE DE RECRUTEMENT 1979
POUR RÉALISER D'AMBITIEUX OBJECTIFS DE CROISSANCE

.TROIS CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

REF. 5004 A

Rattachés au Directeur de leur Département, ils assureront :
- des missions de conseil,
- le pilotage d'équipes sur des contrats importants et difficiles,
- et participeront activement à la négociation des contrats et au développement de leur Département.
Il s'agit de postes élevés, pouvant satisfaire des hommes exigeants et dynamiques.

.CHEFS DE PROJETS

REF. 5004 B

— Expérimentés dans la CONCEPTION et la CONDUITE de grands projets informatiques.
— Voulant progresser dans leur technique, et/ou accroître leurs responsabilités.
— Domaines de connaissances :
• télétraitement,
• mini-informatique,
• secteurs d'activités : grandes entreprises, banques, administrations.
— 100 à 130 000 F/an

.JEUNES INGENIEURS

REF. 5004 C

— Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.
— Formation Grande Ecole, de préférence (scientifique ou commerciale).
— Souhaitant acquérir une solide compétence en informatique appliquée à la gestion des entreprises.
— 65 à 95 000 F/an

Notre préférence ira vers des professionnels à la fois ambitieux et soucieux de qualité dans leur travail, possédant de fortes capacités de contacts et d'animation d'équipes.

Nous offrons une ambiance de travail motivante, au sein d'une Société bénéficiant d'une solide image de marque, avec des perspectives importantes de carrière au sein de SERTI et du Groupe GFL.

Certains postes offrent des possibilités de missions temporaires à l'étranger.

Ecrire à Madame Christine TALLON en précisant la n° de référence, SERTI - 49, avenue de l'Opéra - 75002 Paris
Nous pouvons vous accueillir rapidement, mais aussi envisager avec vous une date d'arrivée ultérieure, au cours de l'année 1979.

CHEF DE PROJET. Votre connaissance des traitements comptables nous intéresse.

De formation supérieure (maîtrise, grande école ou équivalent), vous possédez plusieurs années d'expérience en informatique de gestion, conception et réalisation de système, ainsi qu'une bonne maîtrise des techniques temps réel et base de données. Entreprise de service et de conseil en informatique d'un groupe très important, nous vous proposons un poste de chef de projet à notre centre de Sarcelles (95).
Vous aurez pour mission d'élaborer avec les utilisateurs un cahier des charges, de définir les moyens à mettre en œuvre et de conduire la réalisation de projets importants dans les secteurs « Retraites et Garanties Sociales ».

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 1837 à M. Couturier
G.C.A.M. 13, rue du 8 Mai 1945 95200 Sarcelles.

CAP SOGETI SYSTEMES

POUR ASSURER SON DEVELOPPEMENT ANNUEL A PREVOIR DE RECRUTER EN 1979

100 Informaticiens

NOS BESOINS DANS L'IMMEDIAT SONT :

20 analystes programmeurs

Ref. 9011

DUT, AFPA, 2 ans d'expérience
ASSEMBLEUR IBM 370, GEMAP, COBOL, PL/I

12 ingénieurs confirmés

Ref. 9012

3 à 6 ans d'expérience dans les secteurs : banques, assurances, télécommunications, transports.

AINSI QUE PLUSIEURS

ingénieurs consultants

Ref. 9013

diplômés Grandes Ecoles, ayant de nombreuses années de pratique et le sens des relations humaines pour des contrats à plus haut niveau.

Même si vous n'êtes pas candidat aujourd'hui ou si les postes à pourvoir dans l'immédiat ne correspondent pas à votre profil et à vos aspirations, écrivez-nous.
Envoyer C.V., prétentions et photo, en précisant la référence à Mlle Christine JACQUEMINET
CAP SOGETI SYSTEMES
92, Boulevard du Montparnasse
75262 PARIS CEDEX 14

Pour renforcer nos structures dans des perspectives d'avenir, nous recherchons

E.S.C.A.E. ou équivalent

en début de carrière avec orientation commerciale ou administrative.
Les candidats doivent avoir la volonté de faire carrière dans une société industrielle de moyenne importance, mais en développement, et leader dans sa branche (8 filiales à l'étranger), et l'ambition d'accéder à moyen terme aux responsabilités de direction.

L'anglais courant est indispensable.
La connaissance de l'allemand serait appréciée.
Lieu de travail : PARIS 18^e.

Ad. C.V. manuscrit, photo et prêt à n° 1004
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

SOCIETE DE PROMOTION DE PRESSE PAR CORRESPONDANCE

recherche

UN ASSISTANT DE MARKETING

pour prendre la responsabilité du service coordination et trafic des opérations de mailing de formation commerciale ayant un esprit ouvert et le contact aisé.

Cet homme sera âgé de 25 ans minimum, la préférence sera donnée au titulaire de quelques années d'expérience. Ce poste susceptible d'évoluer est un des postes-clés du marketing direct.

Poste à pourvoir à Paris près de l'Étoile au sein d'une petite équipe jeune et dynamique

Ad. C.V. man. + photo + prêt, au n° 7 1836 M
BOULEVARD, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ROBOTRON FRANCE

recherche

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

(petite informatique) pour programmation ensemble de gestion Langage machine.

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions, 91, av. de la République, 75440 PARIS CEDEX 11.

chef de fabrication

Franche-Comté

Nous sommes une fonderie d'acier moule importante (près de 300 p.), moderne et bien performante. Pour diriger nos ateliers de fonderie, de parachèvement et de traitements thermiques (150 p.), nous cherchons un ingénieur diplômé (AM, ICAM, ECAM, ION, + ESF), de 30 ans minimum, ayant une solide expérience de la fabrication en série de pièces de fonderie. Responsable de la fabrication, il a le souci constant de la qualité, de la productivité et des relations humaines dans son atelier.

Ce poste doit évoluer à terme vers des responsabilités plus importantes (parler anglais ou allemand est un atout supplémentaire).
Ecrire à A. LEROUX, réf. 3301 LM

jeune ingénieur commercial

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS

lance un projet pilote, en région parisienne, portant sur l'expérimentation d'un nouveau média combinant télévision, téléphone et informatique. L'objectif est de faire participer le plus grand nombre d'entreprises (privées ou publiques) à cette expérimentation : elles alimentent en informations (banques de données) le système, proposent des services...
Nous vous offrons de conduire cette promotion et d'assister techniquement les entreprises parties prenantes, si vous êtes un jeune diplômé d'études supérieures (grandes écoles scientifiques ou commerciales, 3^e cycle "U") ayant déjà acquis une première expérience dans la vente de services (pourquoi pas dans le milieu de la publicité).
Ecrire à A. LEROUX, réf. 3307 LM

contrôleur de gestion

Une société exploitant un établissement thermal (200 km de Paris) cherche un attaché de direction. Celui-ci établit les budgets et les prévisions de trésorerie, met en place une comptabilité analytique et le contrôle de gestion. Il assure le fonctionnement juridique de la société et l'administration du personnel. Ses fonctions le destinent au poste de secrétaire général. Il réside une partie de l'année dans la station.
Licencié en droit, ESC, DECS, son expérience l'a conduit à exercer des missions de contrôle et d'organisation dans des entreprises moyennes.
Ecrire à J.E. LEYMARIE, réf. 3394 LM

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

F. HOFFMANN LA ROCHE & Cie

DEPARTEMENT VITAMINES ET CHIMIE FINE

ingénieur agronome

ou équivalent

Il sera chargé au sein de la Division Nutrition et Santé Animale, des relations commerciales et techniques avec la clientèle.

Ce poste conviendrait à un candidat jeune possédant une expérience commerciale de 3 à 5 ans des relations avec l'industrie de l'alimentation animale.

Anglais indispensable.
Envoyer C.V. manuscrit détaillé, photo récente (retournée), et prétentions au Département du Personnel
F. HOFFMANN LA ROCHE & Cie
52, boulevard du Parc - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE

Jeune Diplômé

Grande Ecole de Commerce ou Sciences PO + Droit

Importante société de crédit et de construction immobilière en développement crée à Paris le poste d'ATTACHE DE DIRECTION.
Sous l'autorité du Directeur Général, il devra étudier, proposer et suivre l'application de solutions adaptées aux problèmes diversifiés qui lui seront posés, dans le cadre, notamment, de la réglementation concernant le logement et son financement.
Ce poste élargit l'intérêt d'un jeune diplômé-Grande Ecole de Commerce ou Sciences Po + Droit, possédant de solides connaissances en matière de droit civil, droit commercial et ayant un à deux ans d'expérience.
Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 79301 M à notre Conseil

EMPLOI
centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

PRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGENIEURS

Multinationale française industrielle et commerciale de plusieurs dizaines de milliers de personnes recherche pour son service informatique un plein développement.

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

Formation Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, Arts & Métiers...)
Ayant une expérience de plusieurs années dans la conception de grosses applications de Gestion ou d'Informatique Industrielle.
Sera chargé de l'animation d'un groupe d'ingénieurs et de techniciens dans le cadre de la réalisation de projets importants conformes aux objectifs du Plan Informatique de la société.

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Grandes Ecoles (option Informatique - 2 années d'expérience)
Ses capacités d'innovation et d'adaptation devront lui permettre de faire face à la conception de systèmes informatiques dans les domaines divers et d'assumer les responsabilités qui résulteront du développement informatique important de l'entreprise.

INGENIEUR SYSTEME

Sa mission consistera à développer ou améliorer des logiciels de base de données d'exploitation et à conseiller les responsables d'application dans l'optimisation des chaînes de traitement.
Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo sous référence 3500 à :
rue de la République - 75006 PARIS.

DIRECTEUR D'USINE

La Société (128 p. 14 m de CA) fabrique des pièces métalliques découpées et embouties.
La Direction est à Paris, l'usine, très performante, est à 1h15 de Paris, et compte 75 personnes.
Le poste convient à un ingénieur mécanicien diplômé d'une grande école type A et M ayant une bonne expérience en découpe et emboutissage.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à :
22 rue St. Augustin 75008 Paris
Référence 714 M.

Légalité des chances

Chez nous :
• Pas de relations
• Pas de combinaisons
• Pas de caste - pas de truc
• Pas de rancune de situation

La compétition

est ouverte au niveau du trippage
• Combativité • Organisation • Ambition

Nous apportons la puissance et la réputation de notre image de marque et les meilleurs produits du marché.
Nous assurons une formation longue et fortement rémunérée aux plus aptes.

"Aux Meilleurs"

sont garantis
Les plus hauts revenus !
La plus brillante carrière !

Avec 23 ans et une formation correcte
Ecrire P. Simon tél. 1248 - 13 bd des Italiens
75002 Paris. Prière d'indiquer la référence 340

MOORE REED and CO LTD

Leader des fabricants anglais de composants électroniques, a établi à Paris le centre de ses activités commerciales en France et recherche

un INGENIEUR COMMERCIAL

qui ait :
• enthousiasme et ambition
• 3 à 5 ans d'expérience de vente
• connaissances des composants électroniques et des marchés correspondants
• une sérieuse connaissance de l'anglais.
La réussite dans la fonction conduira vers des responsabilités progressivement accrues.

Adresser candidature avec C.V. à :
NEWMAN INDUSTRIES
15 rue du Colonel Driant
75001 PARIS

Henkel HENKEL FRANCE S.A.

C.A. 800 M.F.
recherche pour son département Produits d'hygiène pour l'industrie alimentaire

JEUNE INGENIEUR

diplômé grande Ecole agronomique ou alimentaire, qui souhaiterait débiter sa carrière dans une fonction technico-commerciale.

Sur le secteur 94-95-97-99, il gèrera et développera une clientèle importante (industries laitières, conserveries, boissons, élevage) et pourra évoluer après quelques années vers un poste d'encadrement dans la force de vente ou le marketing.

Résidence sur le secteur.
Veuillez nous adresser :
Ecrire avec CV détaillé, sous réf. 75753,
à Denis JOUSSET,
plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.

jeunes managers

pour pouvoir prouver une réussite commerciale dans une PME ou PMI. Ce sont des hommes de contacts, ambassadeurs, dynamiques, rompus aux principes de gestion moderne.
Responsables de leur région, ils devront assurer l'implantation de nouvelles agences et le recrutement de leurs collaborateurs. Bien sûr, ils seront appuyés sur les plans administratifs, et financiers, par la direction générale, à laquelle ils rendront compte directement.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à MEDIA SYSTEM, sous référence M2308, 104 rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transmettra.

KONÉ ROLLAX®

Le stockage économique

KONE, groupe multinational 10 000 personnes, vient de créer, au sein de sa filiale française, le département Manutention Stockage pour exploiter le système ROLLAX d'une performance exceptionnelle dans le domaine des entrepôts mécanisés et développer des activités d'engineering s'y rattachant. Le Directeur de ce département cherche deux responsables :

Ingénieur grande école chef des marchés

Il organise l'action commerciale en France et en Afrique francophone, dirige les ingénieurs des ventes, conçoit les solutions logistiques correspondant aux commandes complexes, 10 à 20 millions de francs, en liaison avec les services techniques.

Ce poste, basé à Paris, convient à un ingénieur logisticien, bilingue anglais, connaissant les problèmes de l'automatisation du stockage en entrepôts, motivé par une carrière technico-commerciale très autonome et d'un bel avenir.
Réf. 23518/M.

Ingénieur automatique chef des projets

Il prend en charge la définition technique des projets, est responsable de la coordination entre les services commerciaux, les sociétés extérieures, les usines KONE en France et la Direction Technique du groupe. Un stage est prévu en Suisse et en Finlande.

Ce poste, basé à Paris, convient à un jeune électro-mécanicien automatique, bilingue anglais, ayant 3 à 5 ans d'expérience en engineering de la manutention et désireux de faire carrière dans un groupe dynamique.
Réf. 23519/M.

SÉLÉ CEGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à M. J. FOURNIAT, sous référence choisie, à SÉLÉ-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discretion assurée.

Jeune Ingénieur T.P.

Importante société de crédit et de promotion en développement (rythme annuel de construction 300 logements) recherche pour PARIS un RESPONSABLE TECHNIQUE D'OPERATIONS.
Ce poste évolutif, rattaché au Directeur des Programmes, conviendrait à un jeune ingénieur T.P. de caractère ouvert ayant déjà eu une première expérience des chantiers et désireux d'intégrer dans une petite équipe très dynamique.
Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 79701 M à notre Conseil

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

ICL ingénieurs commerciaux

Ces postes sont à pourvoir à RENNES - BORDEAUX - NANCY - STRASBOURG - ROUEN - PARIS.
Les candidats devront justifier d'une bonne connaissance des problèmes de gestion d'entreprise et de leurs solutions informatiques, ainsi que de plusieurs années d'expérience réussies dans ce domaine.
Les candidatures sont à adresser sous référence B 905 à ICL Recrutement 16, Cours Albert 1er 75008 PARIS.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son service de langues :

UN PROFESSEUR D'ANGLAIS

DE PRÉFÉRENCE D'ORIGINE ANGLOPHONE, DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Assistant :
• une expérience pédagogique et la pratique des méthodes modernes d'enseignement
• des connaissances de caractère scientifique et économique.

Le candidat sera conduit à assurer des cours de formation initiale et continue, à l'usage d'ingénieurs ou d'experts du Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications.

Il devra prendre une part active à l'élaboration des nouveaux programmes d'enseignement.

LES CANDIDATURES DOIVENT PARVENIR ACCOMPAGNÉES DE CURRICULUM VITAE ET D'UN PHOTO, AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'É.N.S.T., 46, RUE BARBAULT, 95008 PARIS CEDEX 13.
AVANT LE 1^{er} FÉVRIER 1979.

Société des HOTELS MERIDIEN

recherche pour son département technique à Paris

UN CHARGE D'AFFAIRES

de formation Architecte - Ingénieur Bâtiment

Dans le cadre de contrats d'assistance technique confiés à la chaîne MERIDIEN par les Sociétés propriétaires, Maîtres d'ouvrages (publiques ou privées) dans le monde entier, il sera responsable :
- dans la phase conception, du contrôle des projets d'architecture, techniques, décoration, équipement hôtelier en rapport avec le programme prévu et les normes de MERIDIEN
- dans la phase réalisation, du contrôle du calendrier des travaux et du respect des normes et de l'assistance aux réceptionnistes.

Ce poste s'adresse à un candidat parlant et rédigeant en Anglais, ayant acquis une expérience d'environ 3 ans comme responsable dans une société ou un bureau d'études techniques, chargé de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'hôtels, hôpitaux, ... si possible à l'étranger.

Missions fréquentes de courte durée à l'étranger.
Adresser Curriculum Vitae, photo et prétentions sous référence 2456 à :
65, Avenue Kléber 75116 PARIS. Discretion assurée.

BRAUN

Le DESIGN BRAUN et notre technologie avancée nous positionnent comme des leaders sur notre marché, tant sur le plan national qu'international.
Nous développons notre structure marketing France, actuellement composée d'une équipe de quatre chefs de produits. Nous créons un poste de chargé(e) d'

études de marché

Rattaché(e) à notre directeur du Marketing France, vous serez des liaisons fonctionnelles permanentes avec les chefs de produits, les responsables du Marketing International et les autres départements. Nous attendons de vous, la mise en œuvre et le suivi d'opérations présentant une meilleure approche de notre marché (études de consommateurs, profil clientèle, positionnement vis à vis de la concurrence) et une exploitation dynamique de nos statistiques. Vous serez aussi à l'origine et à coordonner d'éventuelles interventions de conseils extérieurs. Ces missions devront se traduire par des synthèses et des recommandations à l'attention des chefs de produits.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur par une école de commerce, vous avez une première expérience (2 à 5 ans) de études de marché, acquise en entreprise ou en agence. Vous parlez couramment anglais.
Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous référence B 4616 à Mme Ribault au 1, Rue de Bercy - 75008 - Paris.

bernard julhiet psycom

UFB LOCABAIL

PARIS - LYON - ROUEN

FRANCE (missions d'intervention)

jeunes commerciaux

Notre rôle :
Financer l'équipement des entreprises, PME, PMI et leur permettre ainsi de se développer.

Votre activité :
Conseiller en VENDRE aux chefs d'entreprise, commerçants, artisans et professions libérales la meilleure formule de financement (crédit et leasing).

Votre formation :
Débutant ou 1ère expérience, un Bac + 2 ou 3 années d'études commerciales, comptables ou juridiques nous permettra, après une période de formation rémunérée, de vous confier le développement et le suivi de notre clientèle sur un secteur géographique donné. Plan de carrière assuré en fonction de votre réussite.

Envoyer C.V. + photo sous référence 107 en joignant le lieu de travail souhaité à Madame CHIRON - Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement - 25, av. Kléber - 75116 Paris.

compagnie bancaire

cadre/fonction personnel

30 ans environ (niveau d'études supérieures : Université, Grandes Ecoles...).

En collaboration avec le Chef du Personnel, il aura à mettre en œuvre tous les aspects d'une fonction évolutive : recrutements, affectation et suivi de carrière, gestion administrative, politique, des salaires, relations avec les partenaires sociaux, etc.
Pour réussir dans ce poste, une expérience de deux ans minimum en entreprise est indispensable et le candidat devra faire preuve de réelles qualités de contacts et d'écoute. Lieu de travail : PARIS.
Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 517 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter rue de l'Assommoir - 75013 Paris

27.00	20.00
6.00	0.88
21.00	24.02
21.00	24.02
21.00	24.02

REPRODUCTION INTERDITE

emploi

LINIVAC

DEFENSE

INGENIEUR

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

et mise en place des systèmes de gestion

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	52,00
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,50
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,00
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,00
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,00
IMMOBILIER	21,00	24,00
AUTOMOBILES	21,00	24,00
AGENDA	21,00	24,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

KLOCKNER INA
Installations industrielles
recherche un

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE
expérimenté
pour
ETUDE ET REALISATION DE COMPLEXES
AGRO-ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN
VOIE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL.

RESPONSABILITES
• Conception des projets.
• Direction des études techniques.
• Coordination des prestations des partenaires pendant l'étude et la réalisation.
• Gestion des appels d'offres.
• Analyse des prestations et fournitures pour la réalisation du projet.

DOMAINES D'ACTIVITES
• Aménagement rural.
• Mise en valeur d'installations agro-industrielles.
• Réalisation d'usines de traitement et de transformation des produits agro-alimentaires.
• Programmes de formation de personnel et d'assistance technique.
• Commercialisation des produits.

PROFIL DU CANDIDAT
• 35 ans minimum.
• Expérience des domaines précités.
• Langues étrangères : anglais, allemand, espagnol.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :
KLOCKNER INA
Installations Industrielles
21, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

offres d'emploi

SIE PORGES S.A.
PARIS (75)
recherche

**ADJOINT (E)
CONTRÔLEUR
DE GESTION**

Les candidats (es) de formation supérieure, minimum I.U.T. gestion, option finance, comptabilité, devront pouvoir faire preuve d'un dynamisme réel dans leur relation avec l'environnement.

Déplacement de courte durée en province à prévoir.

Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions à :
M. B. C. 104, Champs-Élysées,
75008 PARIS, qui transmettra, sous référence n° 97.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour ses
départements PARIS

**CHEF
DE SERVICES VENTES**

30 ans minimum.
H.E.C. ESSEC ou équivalent.
Responsabilités ventes produits à base de produits médicaux et électroniques.
Animation représentants et réseau de vente.

Pratique de l'anglais.

Adresser C.V. et photo à :
CONTEXTE PUBLICITE,
20, av. de l'Opéra, PARIS-16.

offres d'emploi

Une importante Société
Siège Paris
livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français, recherche

UNE PERSONNALITE DE PREMIER PLAN
spécialisée dans la

**NEGOCIATION
INTERNATIONALE
DE GRANDS PROJETS
A L'EXPORTATION**

La pratique de la conduite d'affaires à niveau élevé et la parfaite connaissance des mécanismes du commerce international sont bien entendu indispensables.
Bilinguisme anglais.

Merci de faire parvenir votre C.V. par l'intermédiaire de
CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
sous référence 91952, qui transmettra.
DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

offres d'emploi

Un des premiers Groupes
Français d'Ingénierie
à vocation internationale
recherche

**POUR DÉPARTEMENT HOSPITALIER
EN FORTE EXPANSION**

**ARCHITECTES
PROGRAMMISTES**
Ayant solide expérience hospitalière.

**INGENIEURS
CHEFS DE PROJET**
ayant pratique coordination études techniques et travaux T.O.E.

**INGENIEURS
BIO-MEDICAUX**
tous confirmés dans la connaissance des équipements hospitaliers.

Postes à pourvoir en région parisienne avec déplacements de courte ou longue durée en Afrique Noire.

Situation intéressante pour candidats compétents, volontaires et dynamiques.

M. C.V., photo et prétentions sous le n° 92.621 à
CONTEXTE Publi. 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris
Cedex 01, qui transmettra.

**LE SERVICE FORMATION
DES RÉSEAU
CONCESSIONNAIRES
GROUPE AUTOMOBILE
INTERNATIONAL**
recherche son

**CONSEIL-
ANIMATEUR-
FORMATEUR
EN LEGISLATION SOCIALE
HYGIENE-SECURITE
CONSUMERISME**

Ce poste conviendrait :

- A l'ingénieur-formateur ayant forte expérience en gestion de personnel.
- A l'agile ayant qualités d'animateur et expérience humaine et industrielle assez vaste.
- Avec expérience automobile souhaitable (Statut vacataire ou salarial indifférent).

Envoyer C.V. complet :
SIRTES - TOUR VENDOME
204, Rond Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE

Qui organisera rapidement un rendez-vous avec notre Direction.

Veuillez faire connaître les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que le C.V. soit transmis.

offres d'emploi

UN COMPTABLE A TRAPPES (78)

Le candidat (te) doit avoir au minimum une formation D.E.C.S. ou équivalent et une expérience pratique réussie de trois ans.

Le poste à pourvoir consiste dans un premier temps à prendre en charge la comptabilité, trésorerie, gestion du personnel de la société.

Il doit former ensuite en prenant en charge l'information temps réel et l'organisation administrative.

Merci d'adr. lettre man. + C.V. et appointements souhaités à P. TRAPPES-VOITURIEZ S.A., B.P. 28, 93031 Senlis.

offres d'emploi

INGENIEUR SYSTEME
IBM OS

- Formation Grande Ecole ou équivalent.
- Chargé des Etudes de Système (matériel + logiciel) de plusieurs gros centres de calcul et dans un premier temps des moniteurs de télétransmission.
- Une pratique de l'OS/VS - MVS - SVS - VSI - VM est nécessaire.
- Une connaissance VSAM - VTAM - NCP - CICS et IMS est souhaitable.

Vous disposerez de tous les moyens nécessaires à de grandes réalisations.

Si vous voulez faire une vraie carrière en informatique, envoyez C.V. détaillé et prétentions à :
Mme JACOB EUROPE FACILITIES, 6, rue Picot, 75116 PARIS.

offres d'emploi

C.J.C. ACTION
Agence Technique en Communication

recrute dans le cadre d'une importante opération qui lui est confiée par un établissement public à caractère industriel et commercial.

INGENIEURS

Après une formation spécifique, l'équipe constituée sera chargée, dans les foires expositions des grandes villes :

- de conseiller techniquement les visiteurs sur les utilisations de l'énergie dans les domaines du chauffage, de l'électroménager et de l'automobile.
- de les informer sur les missions et actions d'intérêt public de l'établissement.
- de les renseigner et les mesures d'incitation financière et fiscale.

Une formation Ingénieur (T.P. bâtiment ou électrique, A & M, I.D.N., ENSAIS) ou équivalent et un début d'expérience dans le bâtiment seront vivement appréciés.

Si les déplacements et les contacts avec le public vous attirent - 13 foires d'une durée moyenne de 10 jours sont prévues en 1979 - veuillez écrire, en précisant votre salaire actuel, sous référence 025 M à notre conseil Richard Bénatou, GROUPE BBC, 37, bd de Sébastopol, 75001 Paris.

Réponse rapide et discrétion assurées.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DE CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES
ET CHAUDRONNERIE**
de plus de 100 MP de C.A. annuel en développement recherche

pour son bureau de Paris

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

Celui-ci devra avoir déjà exercé cette fonction dans une entreprise similaire, soit être issu d'une grande école de commerce ou d'ingénieur (I.E.C. ou similaire, Arts et Métiers ou similaire). Formation complémentaire élargie dans les usines de province afin d'y connaître collaborateurs, possibilités et méthodes de la société. Agé 40 ans environ.

Poste de haut niveau en relation directe avec la direction générale.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions au n° 8788 « Le Monde » Publicité, 2, rue des Italiens - 75221 PARIS-9.

Armstrong
Dans le cadre de l'expansion de sa division
REVÊTEMENTS DE SOL,
notre Directeur des Ventes souhaite étoffer son équipe commerciale et recherche pour l'un de ses secteurs géographiques

jeune attaché commercial

de formation supérieure (B.D.H.E.C. - E.S.C. - E.S.S.E.C.) ou présentant de par son expérience un profil équivalent.

Il aura pour mission d'organiser et d'animer sur place le dispositif marketing ARMSTRONG de distribution de revêtement de sol par grossistes indépendants.

Une préparation identique au training ARMSTRONG pratiqué aux États-Unis est prévue pour le candidat retenu.

Une opportunité de salaire et de carrière est offerte à ce nouveau collaborateur qui devra par ailleurs (condition impérative) parler l'Anglais.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 532 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 rue de Valenciennes - 75013 Paris

Entreprise de robinetterie
industrielle automatisée -
pneumatique -
normandie et région
PARISIENNE

**AGENTS
TECHNICO-COMMERCIAUX**
Téléphone 16 (1) 754-30-84.

**ATP
ELECTRONIQUES**
A 13
LOGIQUES NUMÉRIQUES
A 12 - A 13
APPAREILS DE MESURE
Sérieuses références exigées.
BASIC, 7476, rue Michel-Ange,
Paris-16 - 75016-40.
Métro Porte de Saint-Cloud.

**ORGANISATION TOUTE
INTERNATIONALE**
recherche
pour bureau de PARIS son

**CADRE
BILINGUE ou TRILINGUE**
Bonne connaissance
de la communauté.

Ecrire sous réf. 75022 à
HAVAS CONTACT, 156, boulevard
Haussmann, Paris-8, qui tr.

Dans le cadre de l'évolution de l'équipement automobile vers de NOUVEAUX MATERIAUX

**GROUPE INTERNATIONAL
GRANDE NOTORIÉTÉ**
en forte expansion recherche pour son
Siège Européen PARIS

**INGENIEUR
CHEF DE PROJET**

directement rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE chargé de concevoir et développer gamme de produits adaptés aux véhicules européens.

Ce poste implique une bonne connaissance de l'anglais et des Matières Plastiques peut évoluer vers des responsabilités d'industrialisation et de production. La rémunération sera fonction de l'expérience et de la valeur potentielle du candidat.

Ecrire L. JUSTET Psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

CENTRAL INFORMATIQUE S.A.

Société de conseil et de services en informatique, partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion, dans le cadre d'un développement continu,

recherche pour le 5 Mars 1979
plusieurs jeunes

**INGENIEURS et
UNIVERSITAIRES**
DEBUTANTS - Physiciens, Chimistes ou Agro
Femmes ou Hommes

- Les postes à pourvoir impliquent des relations suivies avec les clients.
- Les six premiers mois sont consacrés à la formation à l'informatique et à nos méthodes.
- Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre de candidature avec C.V. manuscrit et prétentions sous références CI/379 à
CENTRAL INFORMATIQUE S.A.
A l'attention de Mlle Ruzé - 15/17 rue Rivay
92300 LEVALLOIS PERRET

**ingénieurs
diplômés ECP-ETP-AM**
LILLE - REGION PARISIENNE

Importante Société Immobilière recherche Ingénieurs diplômés ECP, ETP, AM. Ils participeront à la conception des opérations et seront responsables de leur réalisation sur les plans technique, administratif et financier jusqu'à la livraison aux acquéreurs. Ils devront justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans l'IMMOBILIER. Les postes sont à pourvoir à Lille et en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, C. V., photo et prétentions sous référence 8699 à :

Q7 organisation et publicité
2, rue d'Alsace 75001 PARIS, qui transmettra

**GRAND GROUPE
INDUSTRIEL**
recherche pour sa

FILIALE INFORMATIQUE
spécialisée dans les réalisations avancées et équipe d'un centre de traitement avec 2 ordinateurs IBM 370 - 158 MVS - télétraitement IMS - VTAM

ingénieurs système
(références 1)

programmeurs système
(références 2)
CONFIRMES pour développement progiciel technique et télétraitement (OS, BOS, Série 1).

**B.T.S. - D.U.T.
informatique**
DEBUTANTS (références 3)
Perspectives d'évolution de carrière dans les sociétés industrielles du groupe.

Lieu de travail : HAUTS DE SEINE (92).

Envoyer C.V. sous la référence choisie à :

Q7 organisation et publicité
2, rue d'Alsace 75001 PARIS, qui transmettra

SIE Presse Internationale
recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
minimum 2 a. expérience Agence de publicité. Salaire 3.500 X 13.
Env. C.V. et photo à SOCEP,
16, rue G.-Tollé, 75017 Paris

DIXIT INFORMATIQUE
PRÉPARATEURS
sur IBM 370 en COBOL
connaissance DOS/VS POWER

PUPITRIERS
en DOS/VS POWER,
horaires décaés et 3 x 8.
45, r. Turbigo, 75005 PARIS

PROJET INFORMATIQUE
Lieu de travail

**ANALYSES-
PROGRAMMEURS**
1) En Cobol-Sys OS
2) Assembleur S/OS
matériel IBM 370,
45, r. de Londres-9, 75013-44.

CISI
COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

Ingénieurs commerciaux

niveau enseignement supérieur. Bonne expérience de la vente de services informatiques.

Chargés de la prospection, négociation, gestion administrative et de la coordination des réalisations.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à CISI, Direction du Personnel, 35 boulevard Brune, 75014 Paris.

**DÉPARTEMENT ORGANISATION
DE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE**
recherche

ORGANISATEURS

pour prise en charge de projets clés en main

- Il faut une solide formation générale et comptable.
- Plus de goût pour l'action que pour le papier.
- Une absence de complex vis-à-vis des informaticiens.
- Une disponibilité certaine.

Il est proposé :

- Un travail rapidement autonome au sein d'une équipe dynamique.
- Un profil de carrière calqué sur les résultats.

Envoyer curricula vitae manuscrits et prétentions à :
P. CONVENT - U.F.E.C.
2, avenue Hoche - 75008 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

telecommunications

LES "ECONOMIQUES" DE LA COMMUNICATION

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

**UN (e) RESPONSABLE
DE LA DOCUMENTATION**

Le candidat (te) devra avoir une expérience de 5 ans minimum en gestion de documentation, en particulier dans le domaine de la documentation technique et scientifique.

Il devra être capable de concevoir, organiser et mettre en œuvre un système de documentation.

Il devra être capable de gérer une équipe de documentation.

Il devra être capable de travailler en étroite collaboration avec les services de l'entreprise.

Il devra être capable de travailler en français et en anglais.

Il devra être capable de travailler en horaires décalés.

Il devra être capable de travailler en déplacement.

Il devra être capable de travailler en équipe.

Il devra être capable de travailler en autonomie.

Il devra être capable de travailler en responsabilité.

Il devra être capable de travailler en créativité.

Il devra être capable de travailler en innovation.

Il devra être capable de travailler en développement.

Il devra être capable de travailler en amélioration.

Il devra être capable de travailler en gestion.

Il devra être capable de travailler en organisation.

Il devra être capable de travailler en planification.

Il devra être capable de travailler en suivi.

Il devra être capable de travailler en évaluation.

Il devra être capable de travailler en reporting.

Il devra être capable de travailler en communication.

Il devra être capable de travailler en marketing.

Il devra être capable de travailler en vente.

Il devra être capable de travailler en service client.

Il devra être capable de travailler en gestion de la qualité.

Il devra être capable de travailler en gestion des risques.

Il devra être capable de travailler en gestion des ressources humaines.

Il devra être capable de travailler en gestion des finances.

Il devra être capable de travailler en gestion des opérations.

Il devra être capable de travailler en gestion des projets.

Il devra être capable de travailler en gestion des processus.

Il devra être capable de travailler en gestion des systèmes d'information.

Il devra être capable de travailler en gestion des technologies.

Il devra être capable de travailler en gestion des innovations.

Il devra être capable de travailler en gestion des connaissances.

Il devra être capable de travailler en gestion des compétences.

Il devra être capable de travailler en gestion des talents.

Il devra être capable de travailler en gestion des carrières.

Il devra être capable de travailler en gestion des salaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des avantages sociaux.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations publiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les médias.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les clients.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les partenaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les pouvoirs publics.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les associations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les syndicats.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les investisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les banques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les assureurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de matériel.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de logiciels.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services informatiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de télécommunication.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de transport.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de logement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de restauration.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de divertissement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de santé.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de formation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de conseil.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de recherche.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de développement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services d'innovation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services d'organisation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de planification.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de suivi.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services d'évaluation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de reporting.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de communication.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de marketing.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de vente.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de service client.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion de la qualité.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des risques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des ressources humaines.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des finances.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des opérations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des projets.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des processus.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des systèmes d'information.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des technologies.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des innovations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des connaissances.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des compétences.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des talents.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des carrières.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des salaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des avantages sociaux.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations publiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les médias.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les clients.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les partenaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les pouvoirs publics.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les associations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les syndicats.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les investisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les banques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les assureurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de matériel.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de logiciels.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services informatiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de télécommunication.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de transport.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de logement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de restauration.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de divertissement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de santé.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de formation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de conseil.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de recherche.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de développement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services d'innovation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services d'organisation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de planification.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de suivi.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services d'évaluation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de reporting.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de communication.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de marketing.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de vente.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de service client.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion de la qualité.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des risques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des ressources humaines.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des finances.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des opérations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des projets.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des processus.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des systèmes d'information.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des technologies.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des innovations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des connaissances.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des compétences.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des talents.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des carrières.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des salaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des avantages sociaux.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations publiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les médias.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les clients.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les partenaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les pouvoirs publics.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les associations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les syndicats.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les investisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les banques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les assureurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de matériel.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de logiciels.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services informatiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de télécommunication.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de transport.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de logement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de restauration.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de divertissement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de santé.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de formation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de conseil.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de recherche.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de développement.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services d'innovation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services d'organisation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de planification.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de suivi.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services d'évaluation.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de reporting.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de communication.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de marketing.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de vente.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de service client.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion de la qualité.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des risques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des ressources humaines.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des finances.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des opérations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des projets.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des processus.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des systèmes d'information.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des technologies.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des innovations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des connaissances.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des compétences.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des talents.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des carrières.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des salaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des avantages sociaux.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations publiques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les médias.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les clients.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les partenaires.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les pouvoirs publics.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les associations.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les syndicats.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les investisseurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les banques.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les assureurs.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de matériel.

Il devra être capable de travailler en gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les fournisseurs de services de gestion des relations avec les

...the

Ecrivez aujourd'hui même pour ne pas l'oublier : cela ne vous engage à rien. Envoi cacheté et discret.

CONSTRUCTION

La Caisse des dépôts a bâti moins de logements en 1978 mais en a plus vendu

Durant l'année 1978, la SCIC (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts) a construit moins de logements mais en a plus vendu qu'en 1977. En effet, elle a enregistré un ralentissement d'environ 18 % de ses mises en chantier (13 500 logements contre 16 000 en 1977) mais une progression de 7 % de ses ventes (8 000 logements contre 7 500).

Selon la filiale de la Caisse des dépôts, ce ralentissement de ses activités de construction qui accompagne le fléchissement général dans ce secteur depuis plusieurs années, est dû à la fois aux « retards déplorables dus à la mise en place de la réforme du financement du logement », et à « la limitation globale des financements d'État ».

Sur le nombre total des mises

en chantier, plus de la moitié (17 200, soit 64 %) sont destinées à l'accession à la propriété, et un tiers (en accession ou en immeubles locaux) sont construits en Ile-de-France.

Presque la moitié des logements engagés seront construits par des organismes H.L.M., soit 8 800 logements. Rappelons que la réforme du financement du logement a été généralisée depuis le 1^{er} juillet 1978, en accession à la propriété, tandis que tout au long de l'année le choix était laissé, en ce qui concerne le logement local, entre l'ancien et le nouveau système de financement. Pour l'accession, la SCIC a fait appel aux procédures nouvelles, prêts aidés à l'accession (P.A.P.) et prêts locaux aidés (P.L.A.) pour 62,5 % de ses mises en chantier.

SOCIAL

Selon le Bureau international du travail

LE NOMBRE DES GRÈVES, EN 1977, A BAISSÉ DE 17 % DANS LES PAYS A ÉCONOMIE DE MARCHÉ.

(De notre correspondant.)

Genève. — Dans les vingt-deux pays industrialisés à économie de marché on a enregistré cinq mille grèves de moins en 1977 qu'en 1976. Les experts du B.I.T. (Bureau international du travail), soit une baisse de 17 %. Il y a eu 13 millions de moins de journées de travail perdues qu'en 1976. (En France, 5 millions en 1976 pour 3 700 000 en 1977.)

Les grèves ont nettement pris moins d'ampleur en 1977 qu'en 1976 dans des pays comme l'Italie, la R.F.A. et l'Irlande, mais, dans l'ensemble de l'Europe occidentale, le nombre de journées de travail perdues s'est accru en raison de l'augmentation considérable des grèves en Finlande, en Espagne et au Royaume-Uni.

La baisse a été spectaculaire au Canada (11 % de moins de journées perdues (11 600 000 en 1976 et 3 300 000 en 1977). Au Japon, le recul est de 53 % et en Océanie de plus de 80 %.

Le B.I.T. précise cependant que les statistiques nationales disponibles concernant les conflits sociaux « varient considérablement d'un pays à l'autre ». Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les grèves qualifiées de « sauvages » sont différemment considérées selon les pays. Les comparaisons doivent donc être faites avec prudence.

ISABELLE VICHNIAC.

A Brest

LES PERSONNELS DE LA VILLE ET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE VONT BÉNÉFICIER PROGRESSIVEMENT DE LA SEMAINE DE TRENTE-CINQ HEURES.

(De notre correspondant.)

Brest. — Le personnel de la communauté urbaine et celui de la ville de Brest ont eu droit à des étrennes particulières. Leurs présidents respectifs, M. Joseph Gourmelon (P.S.) et le maire de Brest, M. Francis Le Bié (P.S.), leur ont fait part de leur décision de réduire progressivement de quarante à trente-cinq heures l'horaire hebdomadaire de travail, sans diminution de salaire. Dès cette année, le temps journalier de travail sera diminué d'un quart d'heure, soit une heure un quart par semaine. Une mesure identique interviendra en 1980.

« Elle entraînera peut-être des adaptations mineures », a indiqué M. Gourmelon. Il ne faut pas, en effet, que les avantages sociaux qui sont accordés se traduisent par une dégradation de la population.

La communauté urbaine emploie environ sept cents personnes et la ville de Brest plus d'un millier.

■ Indemnisation du chômage. — M. Robert Boulin va consulter les organisations syndicales et professionnelles sur les modalités d'application de la loi-cadre portant réforme du système d'indemnisation du chômage.

P.T.T.

LE PÈRE NOËL RESTE À LA POSTE

Les P.T.T. ont eu recours cette année encore aux services du Père Noël. Les temps sont certes, très durs et les difficultés budgétaires qui obligent la direction générale des postes à licencier nombre de postes auxiliaires ont provoqué un congélement, comme cela s'est produit en Grande-Bretagne. Les lettres qui lui adressent un mail au quatre-vingt mille enfants seraient parties à la poubelle avec leur contenu de vœux et de prières.

M. Norbert Séguin, secrétaire d'État aux P. T. T., a tenu à maintenir en activité le service qui, au centre postal de Libourne (Gironde), assure le secrétariat du Père Noël. Pour la correspondance enfantine adressée à celui-ci et comportant une adresse reçue sans réponse, l'activité des chéques postaux de la légende, mais surtout à la poste.

RETARDS DANS LES CHÈQUES POSTAUX DE MARSEILLE

Certains titulaires de chèques postaux dépendant du centre de Marseille se plaignent de retards dans les opérations de virement. C'est ainsi que la C.G.T. fait état de salaires versés avant Noël et non crédités à la date du 5 janvier. Selon ce syndicat, ces retards sont imputables aux licenciements d'agents auxiliaires réalisés en cette période de l'année où le trafic est en nette augmentation. A la direction des services financiers, à Paris, on reconnaît que le centre de Marseille fait partie des « points noirs » de la poste, mais que le retard de traitement n'excède pas deux jours.

Les licenciements d'auxiliaires et l'insuffisance des effectifs sont également au centre de conflits locaux. C'est ainsi que les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont appelé le personnel du centre de tri de Limoges à essayer le travail, le mercredi 10 janvier, pour obtenir des agents titulaires supplémentaires.

■ Grève au centre de tri de Pontoise. — A 80 %, le personnel de la poste de Pontoise (Val-d'Oise) s'est mis en grève, le 6 janvier, pour protester contre les conditions de travail. D'autre part, pour 30 %, le personnel de la caisse d'épargne de Pontoise observe un motif d'ordre de grève suivant en ceci les collègues de Saint-Etienne, Roanne, Béziers, Lyon et Grenoble. Ils réclament une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. — (Corresp.)

ENVIRONNEMENT

UN NOUVEAU ÉQUIPAGE EST MONTÉ À BORD DE L'« ANDROS-PATRIA »

L'équipage d'un Breguet Atlantique de la base aéronavale de Lann-Bihoué (Lorient) qui a effectué une reconnaissance aérienne au nord de l'Espagne, le samedi 6 janvier, a déclaré ne pas avoir décelé dans la surface survolée la moindre trace d'hydrocarbures provenant de l'Andros-Patria. Pourtant, du pétrole marocain et cinq marins, huit techniciens hollandais et un nouveau capitaine.

Une réunion s'est tenue, vendredi soir, entre le chef d'état-major adjoint de la marine et les représentants des armateurs du bâtiment grec. L'entreprise néerlandaise de remorquage, de la British Petroleum et du pétrolier anglais British Promise, à bord duquel devait être transvasée la cargaison du pétrolier grec.

Une nouvelle réunion aura lieu ce lundi 8 janvier en vue de prendre une décision finale quant à la destination du pétrolier, qui ne sera pas autorisé à rentrer dans le port portugais tant qu'il perdra du pétrole.

CONJONCTURE

Les conséquences économiques se font surtout sentir sur les prix des légumes

Il est évident beaucoup trop tôt pour évaluer les conséquences du froid sur le plan économique. Le gel est les difficultés de transport ont cependant d'ores et déjà influé

■ Dans le bâtiment. Traditionnellement, il y a beaucoup de congés dans le bâtiment au moment des fêtes de fin d'année. Mais le gel, la neige, le verglas ont empêché les chantiers de retrouver leur activité : le gros œuvre et les travaux de couverture sont directement frappés, tandis que l'impossibilité de transporter hommes et matériaux a pu provoquer des blocages et l'arrêt de certaines entreprises de second œuvre.

Une caisse spéciale indemnise les arrêts de travail dus aux intempéries. A titre d'exemple, en 1977-1978, elle avait indemnisé 44 millions d'heures de travail, soit 10 millions de journées de travail. Les entreprises de bâtiment ont été très favorisées par un temps plus clément.

En dehors du bâtiment, la récupération des heures perdues à la suite d'intempéries ne donne pas lieu à paiement d'heures supplémentaires si cette récupération est effectuée par la suite au-delà des quarante heures par semaine. S'agissant d'heures normales qui n'ont pu être exécutées, les heures récupérées conservent leur caractère d'heures normales. C'est dire que les coûts des entreprises qui « récupèrent » les journées perdues à cause du froid ne seront pas alourdis. En revanche, les difficultés actuelles des firmes se traduisent par un gonflement des frais généraux (maintien en activité d'ateliers travaillant à faible régime, notamment).

■ A l'électricité de France. L'É.D.F. prévoit pour le lundi 8 janvier, aux heures de pointe, une demande d'électricité de 40 000 mégawatts qui devra être fournie par l'établissement public sans délestages, grâce à la bonne disponibilité des centrales thermiques et hydrauliques. L'établissement reste toutefois à la merci de défaillances matérielles.

En conséquence, les consommateurs doivent suivre les conseils d'économies : s'abstenir de mettre en marche des appareils gros consommateurs de courant (chauffage, d'appoint, machines à laver) pendant les deux points difficiles de la journée (entre 9 h. 30 et 10 heures et entre 19 heures et 19 h. 30).

■ Production alimentaire. Pour les consommateurs, la conséquence la plus tangible de la vague de froid a été la flambée des prix des produits alimentaires. Le kilo de poireaux est à 1,30 F, la carotte de 0,70 F à 1,30 F le kilo, mais les pommes de terre ont augmenté de près de 30 %. Pourtant, les agriculteurs ne paraissent pas s'alarmer outre mesure des conséquences du froid. Les productions animales (viande, lait, volailles) ne sont pas touchées, à part les poissons dont les arrivages ont été complètement stoppés. Parmi les productions

végétales, seuls les légumes ont subi les conséquences du gel. Un bon quart de la production de choux-fleurs a été gelée. La récolte des carottes a été quasiment arrêtée pendant une semaine, mais la production n'a pas été détruite. Pour les laitues, seule la production de plein champ dans le Roussillon (20 % environ du total) a été détruite par le gel. Quant aux poireaux, champion de la hausse des prix, la production a été très fragilisée, selon les régions, l'arrachage ayant été particulièrement entravé dans le Nord, la Bourgogne et la région parisienne. Selon les producteurs, le ralentissement de l'interruption des livraisons de la plupart des produits est largement due aux difficultés de transport, qui expliquent, notamment, la hausse des prix des pommes de terre (la récolte est terminée depuis novembre) et des endives.

Quant aux autres productions, et notamment les céréales, il est encore trop tôt pour apprécier les conséquences des variations climatiques récentes. Les cultures ne devraient guère être atteintes dans le Nord, mais elles risquent d'être touchées dans la Beauce, où l'on constatait depuis l'automne un retard de végétation important et où les variations de température ont été particulièrement brutales.

Joël PICARD
CONSEILLER DE DIRECTION
Gestion de personnel - Formation - Recrutement
RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT 100.000 F
+ Intéressement

MARSEILLE-AIX. — Une société française de notoriété, implantée en région Provence-Côte d'Azur, réalise des programmes de maisons individuelles importantes, recherche, dans le cadre de son expansion, un responsable du développement. Sous l'autorité du directeur de région, il aura une double mission. D'abord trouver des terrains par des contacts permanents avec les prescripteurs et les représentants communautaires et une analyse des documents cadastraux, P.O.S. et autres. Ensuite aborder à une négociation avec les propriétaires afin que de nouveaux programmes puissent être développés. Cette fonction pourra évoluer vers un poste englobant la réflexion sur la politique de produits et le montage financier des opérations. Le candidat aura une formation commerciale ou juridique solide et devra attester d'une maîtrise de ces problèmes par une expérience de plusieurs années. Ou fin expérimenté, ayant la goût du contact et sachant aller à l'essentiel, réussira dans ce poste. A la rémunération de 100 000 F s'ajoutent un intéressement substantiel directement lié au résultat. Larges perspectives.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser curriculum vitae en rappelant la référence à :
Joël PICARD - 67, avenue Maréchal-Foch, 69006 LYON - Tél. (78) 89-44-66.

DE MAGNIFIQUES TAPISSERIES
pour créer sur vos murs un décor de luxe raffiné

Si vous désirez enrichir le décor de votre intérieur, choisissez une magnifique tapisserie de style, peinte à l'aquarelle, réalisée dans l'esprit même des traditions séculaires, en une œuvre moderne, finement tissée, signée à la main par l'artiste. Livrée toute prête à être posée, l'élégance des motifs et la symphonie de leurs couleurs apporteront cette chaleur humaine intimiste qui donne une âme aux intérieurs. Plus de 20 années de perfection de 250 F vous sont présentées dans notre nouveau catalogue qui vous est offert gratuitement. Il suffit de joindre le bon ci-joint à votre commande pour recevoir le catalogue.

Bon à retourner à: Christal Gallery
11, rue Comte F. Gastaldi - MC MONACO

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleur sur vos splendides collections de tapisseries. 61-janv 430 F

Je m'abonne au catalogue pour participer aux frais.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

■ Création d'une société de caution mutuelle dans la région Midi-Pyrénées. — A l'initiative des chambres de commerce de la région Midi-Pyrénées et de banquiers locaux, une société de caution mutuelle, la SOCAU-MIP, vient d'être créée. Présidée par M. Jacques Fabre, président de la chambre de commerce de la région, elle apportera sous forme de cautionnement et d'avalis son concours au développement des entreprises petites et moyennes de la région.

Social

■ Une partie des cheminots de Paris-Austerlitz ont décidé le dimanche 7 janvier de reconstruire la grève déclenchée le 1^{er} janvier par le personnel du mouvement, c'est-à-dire par les agents qui coopèrent à la manœuvre des convois en gare. Cette action revendicative — qui avait fait l'objet d'un préavis de la C.G.T. et de la C.F.D.T. le 27 décembre dernier — a pris, semble-t-il, une plus grande ampleur après la constitution d'un « comité de grève » élargi. Elle concerne environ quatre-vingts agents par périodes de travail et elle porte sur les classifications, les horaires, les effectifs, les règles de sécurité, le paiement des jours de grève. Aucune répercussion, pour l'instant, sur le trafic des voyageurs.

■ Assemblée générale des dockers marseillais. — Prés de quinze cents dockers du port de Marseille ont participé le 6 janvier à l'assemblée générale convoquée par la fédération C.G.T. Au cours de la réunion, ils ont notamment affirmé leur volonté « de ne pas se lancer dans des actions séparées, mais de rester, au contraire, dans le cadre de l'action nationale ».

Dès la fin de l'assemblée générale, six cents participants ont repris le travail, tandis qu'un millier d'autres allaient pointer pour recevoir leur indemnité de chômage.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT 79 CHARBONNAGES DE FRANCE

Les Charbonnages de France émettent, à partir du 8 janvier 1979, un emprunt représenté par des obligations de 2 000 F, portant intérêt à un nominal de 8,90 % l'an, garanties par l'Etat, émises et remboursables au pair.

La durée maximale d'amortissement est de dix-sept ans. La date de jouissance étant fixée au 14 janvier, les taux actuels bruts s'établissent à 9,37 %.

L'émission sera close sans préavis.

ÉTRANGER

En République fédérale d'Allemagne

Un accord de compromis est soumis aux métallos en grève

Bonn. — Les citoyens de la République fédérale sont en train de vérifier une constatation très ancienne: c'est juste avant l'aube que la nuit est la plus noire. Alors que la grève de la sidérurgie arrivait à son quarantième jour et que personne ne voyait d'issue à une situation apparemment inextricable, il a suffi de quelques heures aux représentants ouvriers et patronaux pour parvenir, le dimanche 7 janvier, à un compromis dont l'acceptation est des plus probables.

Ce conflit a offert, il est vrai, tant de surprises que, même aujourd'hui, un nouvel échec ne peut pas être complètement exclu. L'accord, conclu dimanche, doit encore être ratifié par l'assemblée des employeurs de la sidérurgie, ce qui ne paraît pas présenter de difficultés. Un peu plus délicate est la situation du côté syndical, puisque la commission tarifaire de la I.G. Métal, composée essentiellement de membres des conseils d'entreprises, a déjà repoussé une fois les propositions qui avaient été acceptées par les négociateurs. Depuis lors, toutefois, il est devenu clair que la base est fatiguée par une grève trop longue, dont cha-

De notre correspondant

un se rend compte qu'elle ne saurait durer plus que ce que le patronat offre depuis le début des négociations. Il n'est donc pas impossible que l'on inaugure, dès aujourd'hui, la procédure du référendum, par lequel les travailleurs eux-mêmes doivent approuver ou rejeter le compromis qu'on leur propose. Sur ce plan, le résultat n'est guère mis en doute: les statuts syndicaux prévoient que pour lancer une grève il faut une majorité d'au moins 75 % des voix: lorsqu'il s'agit de mettre fin à un conflit, il suffit, en revanche, d'obtenir l'approbation d'un quart des intéressés.

L'accord proposé ne diffère pas beaucoup de ceux qui ont déjà été en avant depuis le début du conflit. Les salaires des sidérurgistes seront relevés de 4 % à partir du 1^{er} novembre 1978 jusqu'au 31 janvier 1980. Les travailleurs contraints de participer aux équipes de nuit se verront accorder quatre nouvelles vacances payées, mais non effectuées, chiffre qui sera porté à six en 1981. Tous les ouvriers de plus de cinquante ans bénéficieront de deux vacances libres en 1979 et de trois en 1981. Enfin, le temps de travail est encore réduit d'une autre manière: deux jours

supplémentaires de vacances sont immédiatement accordés à tous. Un troisième jour supplémentaire est prévu en 1980. Les jeunes de moins de trente ans, dont le congé est actuellement plus court, verront celui-ci prolongé de deux jours en 1981. De cette façon, l'ensemble des ouvriers de la sidérurgie bénéficiera de six semaines de vacances à partir de 1982.

Les trente-cinq heures ne sont pas reconnues

Une première constatation réjouissante pour les dirigeants de la R.F.A.: l'accord est intervenu entre ouvriers et patrons, sans même qu'il y ait eu besoin de rappeler le médiateur, M. Friedhelm Fathmann. Le ministre du travail de la Rhénanie du Nord-Westphalie, lui-même ancien syndicaliste, était parti en vacances la semaine dernière, lorsque ses propositions avaient été rejetées par les représentants des travailleurs. Complètement désorienté, il se contenta de dire aux uns et aux autres: « Valoi! le numéro de téléphone où vous pouvez m'appeler en cas de besoin. »

Aussi est-il remarquable, dans cette situation tendue, le dénouement intervenu de la manière apparemment la plus aisée. Le pèril est ainsi écarté qui aurait mis en jeu le principe presque sacré de l'autonomie tarifaire.

Quant à savoir qui a gagné cette longue bataille, les avis divergent naturellement quelque peu. Les employeurs assument, certes, des charges plus lourdes qu'ils ne l'avaient souhaité au départ. Ils ont toutefois la satisfaction d'avoir pu maintenir le principe selon lequel la semaine normale de travail comporte quarante heures, alors que le syndicat s'est battu pour faire accepter l'introduction progressive de la semaine de trente-cinq heures. Sur ce point essentiel, ce sont les représentants syndicaux qui, en fin de compte, doivent opérer un retrait. Leur principal négociateur, Kurt Herb, tout en proclamant dimanche soir que les travailleurs allaient être victorieux, n'a pas eu le courage de faire la moindre allusion à l'objectif des trente-cinq heures.

JEAN WETZ.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

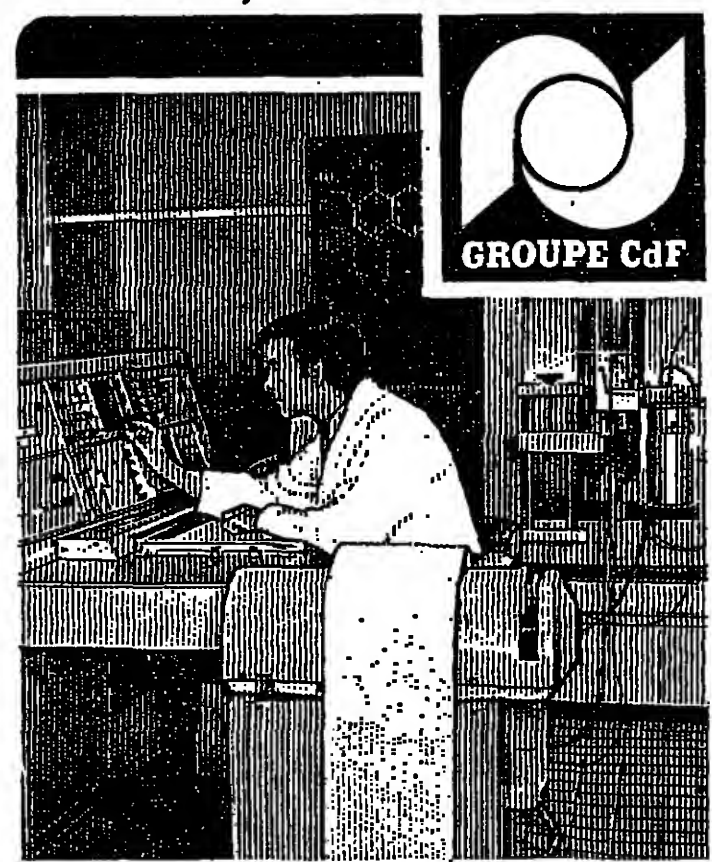
	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep + au Dep	Rep + au Dep	Rep + au Dep
\$ E.-U.	4,2975 4,3125	- 150 - 150	- 350 - 350	- 1150 - 1115
\$ can.	3,5450 3,5545	- 120 - 80	- 255 - 210	- 750 - 700
Yen (100)	2,1530 2,1580	+ 110 + 140	+ 220 + 200	+ 430 + 540
DM	2,2850 2,2900	+ 65 + 35	+ 105 + 140	+ 285 + 365
Florin	2,1100 2,1240	- 80 - 55	- 135 - 100	- 285 - 205
Y.S. (100)	14,5325 14,5500	- 450 - 200	- 770 - 550	- 1520 - 1150
F.S.	2,5620 2,5630	+ 150 + 175	+ 280 + 295	+ 500 + 525
L. (1 000)	5,8438 5,8491	- 315 - 250	- 610 - 510	- 1360 - 1200
S.	8,5975 8,5240	- 480 - 370	- 915 - 800	- 2795 - 2640

TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/4	2 3/8	2 7/8	3 1/4	3 1/2	3 3/8	3 1/2	3 3/4
\$ E.-U.	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8	11 1/8	12 1/8	12 3/8
Y.S.	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8	11 1/8	12 1/8	12 3/8
F.S.	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8	11 1/8	12 1/8	12 3/8
L. (1 000)	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8	11 1/8	12 1/8	12 3/8
S.	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8	11 1/8	12 1/8	12 3/8
Fr. franc.	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	11 1/8	11 1/8	12 1/8	12 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avis financiers des sociétés



La gazéification du charbon: une recherche de pointe parmi celles entreprises par le CERCHAR, Centre d'Etudes et Recherches des Charbonnages.

EMPRUNT 1979

9,90%

CHARBONNAGES DE FRANCE

Le taux actuariel brut sera annoncé à l'ouverture de l'émission.

ÉNERGIE

Selon la commission trilatérale

LES PAYS OCCIDENTAUX DOIVENT COOPÉRER AVEC L'EST POUR ÉVITER UNE CRISE

Les pays occidentaux devraient renforcer leurs programmes de conservation de l'énergie et tenter de s'entendre avec les pays socialistes pour prévenir à terme leurs problèmes énergétiques, affirme un rapport de la « commission trilatérale » publié, le samedi 6 janvier, à New-York.

La « commission trilatérale » est un organisme à caractère politique et économique regroupant, depuis cinq ans, 250 personnalités américaines, européennes et japonaises. « Toute étude globale » des problèmes énergétiques doit tenir compte des pays socialistes, précise le rapport, qui estime que les besoins mondiaux en énergie seront assurés jusqu'en 1990 pour le moins par les ressources existantes. Les experts proposent ainsi que les pays occidentaux aident les nations socialistes au point de vue technologique, et leur permettent de rester des exportateurs bruts d'énergie.

AFFAIRES

LES FOIRES ET SALONS EN JANVIER

DU 8 AU 11 JANVIER: Semaine de printemps de la maroquinerie et articles de voyage, porte de Versailles, de 9 heures à 18 h. 30; le 11, de 9 heures à 13 heures (pas de nocturne). Réservé aux professionnels.

DU 11 AU 15 JANVIER: Salon international du meuble, porte de Versailles, de 9 h. 30 à 19 heures (pas de nocturne). Réservé aux professionnels.

DU 11 AU 16 JANVIER: Salon international du linéaire, porte de Versailles, de 11 heures à 19 heures (pas de nocturne). Réservé aux professionnels.

DU 11 AU 16 JANVIER: Salon commercial et professionnel des ateliers d'art et d. création, porte de Versailles, de 9 h. 30 à 19 heures (pas de nocturne). Réservé aux professionnels.

DU 14 AU 19 JANVIER: Salon de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie, cadeaux, porte de Versailles, de 9 heures à 18 h. 30 (pas de nocturne). Réservé aux professionnels.

DU 19 AU 25 JANVIER: Marché international du disque et de l'édition musicale « MIDEM », Cannes, de 9 h. 30 à 18 h. 30 (pas de nocturne). Réservé aux professionnels.

DU 11 AU 22 JANVIER: Salon international de la navigation de plaisance, CNIT, Journées professionnelles les 11 et 12; ouvert au public du 13 au 22, de 10 heures à 20 heures (nocturne les 12, 13 et 22, jusqu'à 23 heures).

DU 22 AU 27 JANVIER: Salon international « audiovisuel et communication », C.I.P., porte Maillot, de 9 heures à 18 heures (pas de nocturne). Ouvert au public.

DU 25 AU 29 JANVIER: Salon européen des antiquaires, Grenelle (16^e).

LES 28 ET 29 JANVIER: Salon régional « horlogerie, bijouterie, joaillerie, cadeaux », Bordeaux (17^e).

● E.P. rachète l'usine de Wingles de Monaca. — Comme elle en avait manifesté l'intention l'été dernier (le Monde du 24 juin), la British Petroleum vient de racheter pour 20 millions de livres (170 millions de francs) l'usine de polystyrène exploitée par la firme américaine Monsanto, à Wingles (Pas-de-Calais). Le transfert de propriété a été approuvé par les autorités françaises et britanniques.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Offre publique d'achat des actions de la Sté Tuileries Gilardoni Frères au prix de F 200 par action

La BANQUE WORMS agissant pour le compte de la Société LAMBERT CÉRAMIQUES, filiale de la Société LAMBERT FRÈRES ET CIE, fait une offre publique d'achat à tous les actionnaires de la Société TUILERIES GILARDONI FRÈRES.

Par cette offre, la BANQUE WORMS s'engage irrévocablement pour le compte de son mandant à acquérir, au prix de F 200 par action, toutes quantités d'actions de la Société TUILERIES GILARDONI FRÈRES qui lui seront présentées.

Cette offre est valable jusqu'au 5 février 1979.

Un avis fixant les modalités de l'opération a été publié au Bulletin de la Cote Officielle du 4 janvier 1979.

Les actionnaires qui souhaitent offrir leurs actions au prix proposé sont priés de remettre

à leur banquier ou leur agent de change habituel un engagement de vente suivant modèle tenu à la disposition des intéressés et de faire déposer leurs actions, par leur intermédiaire, auprès de la Chambre Syndicale des Agents de Change, au plus tard le 5 février 1979.

La négociation des actions se fera selon la procédure et dans les conditions fixées par l'avis précité de la Chambre Syndicale des Agents de Change; les impôts et courtages seront pris en charge par la BANQUE WORMS ainsi que les frais de port et d'assurance qui pourraient être exposés pour l'envoi des titres.

Une note d'information, établie par la Société LAMBERT CÉRAMIQUES, qui a reçu de la Commission des Opérations de Bourse le visa n° 79-01 en date du 3 janvier 1979 est à la disposition des actionnaires.

Banque Bruxelles Lambert

Principaux éléments du bilan au 30 septembre 1978 (milliards de FB)

	30.9.1977 (1)	30.9.1978	Variation
Total du bilan	433,1	526,1	+ 21,5%
Dépôts clients (y compris bons de caisse)	237,0	277,9	+ 17,6%
Dépôts bancaires (y compris filiales et call money)	152,2	200,7	+ 31,9%
Fonds propres	10,3	12,5 (2)	+ 21,6%
Encours crédits à décaissement (dont par signature) au secteur privé	184,9	214,5	+ 16,0%
Encours crédits au secteur public belge	128,1	140,5	+ 9,7%

(1) Situation comptable au 30 septembre 1977.

(2) Après répartition du bénéfice net de l'exercice et y compris l'emprunt obligataire subordonné, privé, de FB 1,5 milliard, à 15 ans.

Poursuite de l'expansion et amélioration de la rentabilité. Dividende net majoré et attribution d'actions gratuites.

L'exercice social (d'une durée exceptionnelle de six mois) clôturé au 31 septembre 1978 peut être synthétisé comme suit: à la fin septembre 1978 s'inscrivant en hausse de 22,3% sur une base annuelle: ● renforcement de l'aide apportée à l'économie nationale. L'encours global des crédits au secteur privé et public a augmenté de FB 42 milliards en un an; ● expansion de la plupart des activités, en particulier dans le domaine international: leuro-emissions, financement à court terme du commerce extérieur et à moyen terme des exportations de biens d'équipement, extension de la présence à l'étranger; ● renforcement des liens avec les groupes bancaires multinationaux (Abn-Amro, S.F.B. et S.F.O.M.) auxquels la B.B.L. est associée; ● adaptation des structures commerciales aux besoins spécifiques des différents segments de clientèle et allégement des procédures opérationnelles internes; ● franchissement d'une nouvelle étape sur la voie du rétablissement de la rentabilité.

Le résultat d'exploitation (avant taxes, impôts, amortissements et provisions) d'avril à septembre 1978 s'établit à FB 1.533,9 millions.

compte non tenu du bénéfice exceptionnel de FB 307,3 millions réalisé sur la vente de la participation dans la Banque de Commerce, lequel a été transféré aux fonds propres à la rubrique « Réserves immatérielles ». Après déduction des charges fiscales et des dotations aux amortissements et provisions, l'exercice de six mois se solde par un bénéfice net de FB 431,1 millions, en augmentation de 22,8% par rapport à la moitié du bénéfice net de l'exercice précédent portant sur douze mois d'activité.

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire du 8 février 1979 le paiement, aux 5.300.000 actions, d'un dividende de FB 40 net de précompte mobilier, qu'il convient de mettre en regard de FB 36 représentant la moitié du dividende net de l'exercice précédent.

Par ailleurs, compte tenu de ce que, en raison de la modification de la date de clôture de l'exercice social, les actionnaires ne percevront, au cours de l'année civile 1979, qu'un dividende afférent à six mois d'exploitation, le Conseil d'administration proposera à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui se réunira le même jour que l'assemblée générale ordinaire, l'attribution, à titre exceptionnel, d'une action nouvelle pour 40 actions actuelles.

Le rapport annuel peut être obtenu sur demande adressée au Secrétariat général de la Banque Bruxelles Lambert, 24, avenue Marnix, 1050 Bruxelles.

LES MARCHÉS

BAISSE DE L'ACTIVITÉ DU LONDON STOCK EXCHANGE EN 1978

B. A. L. O.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

BOURSE DE PARIS

VALEURS		VALEURS		
100	56 33	56 757	100	56 33
101	56 33	56 757	101	56 33
102	56 33	56 757	102	56 33
103	56 33	56 757	103	56 33
104	56 33	56 757	104	56 33
105	56 33	56 757	105	56 33
106	56 33	56 757	106	56 33
107	56 33	56 757	107	56 33
108	56 33	56 757	108	56 33
109	56 33	56 757	109	56 33
110	56 33	56 757	110	56 33
111	56 33	56 757	111	56 33
112	56 33	56 757	112	56 33
113	56 33	56 757	113	56 33
114	56 33	56 757	114	56 33
115	56 33	56 757	115	56 33
116	56 33	56 757	116	56 33
117	56 33	56 757	117	56 33
118	56 33	56 757	118	56 33
119	56 33	56 757	119	56 33
120	56 33	56 757	120	56 33
121	56 33	56 757	121	56 33
122	56 33	56 757	122	56 33
123	56 33	56 757	123	56 33
124	56 33	56 757	124	56 33
125	56 33	56 757	125	56 33
126	56 33	56 757	126	56 33
127	56 33	56 757	127	56 33
128	56 33	56 757	128	56 33
129	56 33	56 757	129	56 33
130	56 33	56 757	130	56 33
131	56 33	56 757	131	56 33
132	56 33	56 757	132	56 33
133	56 33	56 757	133	56 33
134	56 33	56 757	134	56 33
135	56 33	56 757	135	56 33
136	56 33	56 757	136	56 33
137	56 33	56 757	137	56 33
138	56 33	56 757	138	56 33
139	56 33	56 757	139	56 33
140	56 33	56 757	140	56 33
141	56 33	56 757	141	56 33
142	56 33	56 757	142	56 33
143	56 33	56 757	143	56 33
144	56 33	56 757	144	56 33
145	56 33	56 757	145	56 33
146	56 33	56 757	146	56 33
147	56 33	56 757	147	56 33
148	56 33	56 757	148	56 33
149	56 33	56 757	149	56 33
150	56 33	56 757	150	56 33
151	56 33	56 757	151	56 33
152	56 33	56 757	152	56 33
153	56 33	56 757	153	56 33
154	56 33	56 757	154	56 33
155	56 33	56 757	155	56 33
156	56 33	56 757	156	56 33
157	56 33	56 757	157	56 33
158	56 33	56 757	158	56 33
159	56 33	56 757	159	56 33
160	56 33	56 757	160	56 33
161	56 33	56 757	161	56 33
162	56 33	56 757	162	56 33
163	56 33	56 757	163	56 33
164	56 33	56 757	164	56 33
165	56 33	56 757	165	56 33
166	56 33	56 757	166	56 33
167	56 33	56 757	167	56 33
168	56 33	56 757	168	56 33
169	56 33	56 757	169	56 33
170	56 33	56 757	170	56 33
171	56 33	56 757	171	56 33
172	56 33	56 757	172	56 33
173	56 33	56 757	173	56 33
174	56 33	56 757	174	56 33
175	56 33	56 757	175	56 33
176	56 33	56 757	176	56 33
177	56 33	56 757	177	56 33
178	56 33	56 757	178	56 33
179	56 33	56 757	179	56 33
180	56 33	56 757	180	56 33
181	56 33	56 757	181	56 33
182	56 33	56 757	182	56 33
183	56 33	56 757	183	56 33
184	56 33	56 757	184	56 33
185	56 33	56 757	185	56 33
186	56 33	56 757	186	56 33
187	56 33	56 757	187	56 33
188	56 33	56 757	188	56 33
189	56 33	56 757	189	56 33
190	56 33	56 757	190	56 33
191	56 33	56 757	191	56 33
192	56 33	56 757	192	56 33
193	56 33	56 757	193	56 33
194	56 33	56 757	194	56 33
195	56 33	56 757	195	56 33
196	56 33	56 757	196	56 33
197	56 33	56 757	197	56 33
198	56 33	56 757	198	56 33
199	56 33	56 757	199	56 33
200	56 33	56 757	200	56 33

صندوق الاستثمار

LES MARCHÉS FINANCIERS

BAISSE DE L'ACTIVITÉ DU LONDON STOCK EXCHANGE EN 1978

Le chiffre d'affaires réalisé en 1978 à la Bourse de Londres a diminué de 20 % par rapport au record de l'année précédente. Le chiffre a atteint 10,4 milliards de livres contre 12,9 milliards en 1977, toutes catégories de valeurs confondues. Sur le seul marché des actions ordinaires, le chiffre d'affaires a baissé de 25 %, passant de 10,4 à 7,8 milliards de livres, soit 5 % de moins par rapport à 1977. Les fonds d'investissement (compagnies gouvernementales) ont fait l'objet de 10,4 milliards de livres de transactions contre 12,9 milliards l'année précédente. Le chiffre d'affaires a baissé de 25 %, passant de 10,4 à 7,8 milliards de livres, soit 5 % de moins par rapport à 1977. Les fonds d'investissement (compagnies gouvernementales) ont fait l'objet de 10,4 milliards de livres de transactions contre 12,9 milliards l'année précédente. Le chiffre d'affaires a baissé de 25 %, passant de 10,4 à 7,8 milliards de livres, soit 5 % de moins par rapport à 1977.

LONDRES

Le London Stock Exchange est déprimé à l'ouverture de la séance, en raison des problèmes sociaux persistants dans le secteur des transports. Les mines d'or ont été particulièrement touchées, et les fonds d'investissement ont montré une activité réduite.

VALEURS	CLOSURE	COURS
British Petroleum	646	645
Imperial Chemical	365	364
Shell	187	186
Woolworth	22 1/2	22 1/2
W. & A. G.	22 1/2	22 1/2

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

INDICES	29 DEC. 1978	29 DEC. 1977
Indice général	105,8	105,8
Indice actions	105,8	105,8
Indice obligations	105,8	105,8

B.A.L.O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté 4 janvier, publie notamment les insertions suivantes : Société d'investissement, augmentation de capital de 10 000 000 de francs, à 100 % de 210 000 actions de 100 francs (une pour trois), souscrites le 1er janvier 1979.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LOCATEL - Pour le premier trimestre de l'exercice en cours (janvier-mars 1979), la société a réalisé un chiffre d'affaires de 25,5 millions de francs, contre 24,8 millions de francs l'année précédente.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 = 29 décembre 1978

INDICES	29 DEC. 1978	29 DEC. 1977
Indice général	105,8	105,8
Indice actions	105,8	105,8
Indice obligations	105,8	105,8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens)	198 85	195 35
--------------------	--------	--------

Taux du marché monétaire

Effets privés	6,7 5
---------------	-------

BOURSE DE PARIS - 5 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% de coupon	Cours	Dernier cours
3 % 1979-1980	36 30	7 787	7 787
5 % 1979-1980	140 30	4 444	4 444
5 % 1980-1981	140 30	4 444	4 444
5 % 1981-1982	140 30	4 444	4 444
5 % 1982-1983	140 30	4 444	4 444

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
OPF Pathon	107 80	107 80
OPF Pathon	107 80	107 80
OPF Pathon	107 80	107 80

HORS COTE

HORS COTE	Cours	Dernier cours
Alger	327	327
Alger	327	327
Alger	327	327

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715

COTE DES CHANGES

VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715
4,5 % 1979	719 80	717 20	715	715

